Université Paris I
Panthéon-Sorbonne

# Bulletin

# de

# l'Institut
# Pierre Renouvin

numéro 38
Automne 2013

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN
1, rue Victor Cousin
75005 Paris
Tél. : 01 40 46 27 90
Télécopie : 01 40 51 79 34

Courriel de l'IPR : ipr@univ-paris1.fr
Courriel du Bulletin: bulletin_ipr@yahoo.fr
Site Internet : http://ipr.univ-paris1.fr

RÉDACTION :
Marie-Pierre REY,
Directeur de la publication - Rédacteur en chef

Gisèle Borie, Secrétaire de rédaction
Céline Paillette, Mathieu Jestin, Secrétaires de rédaction adjoints

Alya Aglan, Farid Ameur, Houda Ben Hamouda, Laurence Badel, Anne Couderc, Anaïs Fléchet, Annick Foucrier, Robert Frank, Jean-Michel Guieu, Mathieu Jestin, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Annick Lempérière, Marie-Françoise Lévy, Antoine Marès, Florian Michel, Jean-Philippe Namont, François-Xavier Nérard, Céline Paillette, Jenny Raflik, Marie de Rugy, Pierre Singaravélou, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Nicolas Vaicbourdt.

© Institut Pierre Renouvin, 2013
**ISSN 1775-4305 (version électronique depuis 2010)**
ISSN 1276-8944 (numéros papier 1997 à 2009)

en ligne sur le site de l'Institut Pierre Renouvin :
http://ipr.univ-paris1.fr/
et sur CAIRN : http://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin.htm

SOMMAIRE


**EXILS ET MOUVEMENTS CLANDESTINS**

**ÉDITORIAL**

*Véronique HÉBRARD, Eugénia PALIERAKI*

- Exils et mouvements clandestins. Une approche transnationale — p. 11

**LES FORMES DE L'EXIL DANS LE CADRE D'ÉMERGENCE DES ÉTATS-NATIONS**

*EDWARD BLUMENTHAL*

- Exil, frontières et nation : José Miguel Carrera au Rio de la Plata — p. 17

*ROMY SÁNCHEZ*

- Les séparatistes cubains aux États-Unis, 1848-1878. Entre exil et clandestinité — p. 33

**RÉSISTANCE ET EXIL FACE À « L'OCCUPATION » PAR UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE**

*AUDREY KICHELEWSKI*

- « S'enfuir et secourir », 1944-1948. *Brichah* et l'émigration des Juifs de Pologne — p. 49

*ALYA AGLAN*

- Pour une approche transnationale des mouvements clandestins de résistance — p. 69

**CLANDESTINITÉ ET RÉSEAUX D'EXILÉS FACE À LA DICTATURE**

*DANIEL IGLESIAS*

- La résistance d'Action Démocratique, 1948-1957. Un exemple de transnationalisation — p. 81

*VICTOR PEREIRA*

- Les pratiques clandestines en exil. Le parti communiste portugais, 1958-1974 — p. 93

*CAROLINA TORREJÓN-BARREDA*

- La clandestinité rêvée, la clandestinité subie. Parcours clandestins du parti socialiste du Chili, 1959-1979 — p. 109

**LIEUX DE RECHERCHE**

*CAROLINA TORREJÓN-BARREDA*
*SPARTACO ALFREDO PUTTINI*

- L'Amérique latine à la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli (Milan) — p. 123

*SOFIA PAPASTAMKOU*

- Les collections de la BDIC sur les exilés et les dissidents de l'Europe de l'Est pendant la Guerre froide — p. 133

**Compte rendu de thèse**

*VASILIKI KILEKLI* — p. 143

- Les Grecs en France pendant la junte des colonels, 1967-1974. Émigration politique et lutte contre la dictature

## VIE DES CENTRES

Toutes les informations concernant les centres sont disponibles sur le site http://ipr.univ-paris1.fr

Centre de recherches d'histoire nord-américaine
Directrice : Annick FOUCRIER

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique
Directrice : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine
Directeur : Antoine MARÈS

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves
Directrice : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire de l'Asie contemporaine
Directeur : Hugues TERTRAIS

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines
Directrice : Laurence BADEL

Alya AGLAN

## Éditorial

# Exils et mouvements clandestins
# Une approche transnationale

*VÉRONIQUE HÉBRARD, EUGÉNIA PALIERAKI*

Depuis 2009, les pays du pourtour méditerranéen traversent une période de profonds bouleversements. L'éclosion de la crise économique dans le sud de l'Europe a été doublée d'une crise de la représentation politique. La contestation de gouvernements certes élus, mais perçus comme illégitimes par une grande partie de l'opinion publique a, dans certains cas, été traduite par la résurgence d'organisations politiques clandestines prônant la lutte armée. Ce contexte, largement médiatisé, se double d'une explosion des migrations aux multiples visages où « il est difficile de distinguer nettement émigration "politique" – dont relève l'exil – et émigration "économique" »[1], dès lors que la fuite de régimes autoritaires, l'exil politique et l'émigration économique sont souvent, conjointement, à l'origine de la migration ou du basculement dans la résistance et/ou l'action clandestine.

Ces problématiques relevant du très contemporain nous ont interpellées à plus d'un titre et nous ont amenées à réinterroger cette actualité brûlante

---

[1] Geneviève Dreyfus-Armand et Bruno Groppo, « Objectifs de la journée d'études "Exilés et réfugiés politiques dans la France du XXe siècle" », numéro 44 « Exilés et réfugiés politique dans la France du XXe siècle », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, p. 6.

au regard de nos objets d'étude[2] et dans une perspective résolument historique. Or, si de nombreux travaux ont été menés sur les questions de l'exil politique et de l'émigration, ainsi que sur les formes clandestines de l'action politique[3], ce n'est que plus rarement que ces problématiques ont été envisagées dans une perspective d'histoire connectée mettant au cœur de l'analyse les liens internationaux et les réseaux transnationaux de solidarité des mouvements clandestins. Et ce, bien que les solidarités transnationales s'avèrent le plus souvent essentielles tant à la survie de ces mouvements clandestins qu'à l'organisation des flux migratoires. Ce dossier invite ainsi à réfléchir sur les organisations politiques clandestines et les différentes formes de l'exil, leur fonctionnement interne et leur trajectoire dans une perspective transnationale.

L'appel à contributions proposait de centrer le dossier sur deux thématiques. D'une part, sur les marges du politique et les formes d'action considérées comme illégales par le régime en place, mais jugées nécessaires et légitimes par les acteurs qui les entreprennent ; d'autre part, sur les conditions matérielles et humaines permettant aux mouvements

---

2 Véronique Hébrard travaille sur les logiques de mobilisation armée de type factionnelle qui se déploient au XIXe siècle, présentée par les autorités comme relevant de l'action criminelle et supposant *ipso facto* l'exclusion de ses protagonistes hors du champ du politique mais aussi de la nation. C'est le sujet principal de son inédit d'HDR « La Faction de la Sierra. Un apprentissage du politique entre engagement et contrainte. Venezuela, 1858-1859 » (Université Paris Ouest – Nanterre la Défense, 2013, 576 p.). Eugénia Palieraki a consacré sa thèse de doctorat au Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) dans le Chili des années 1960. En 1969-1970, le MIR entre dans la clandestinité, sous un régime démocratique, ce qui pose la question de la clandestinité comme une option théorique et comme stratégie médiatique. Eugénia Palieraki, « Histoire critique de la "nouvelle gauche" latino-américaine : le Movimiento de Izquierda Revolucionaria dans le Chili des années 1960 », thèse de doctorat réalisée sous la direction d'Annick Lempérière (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et d'Alfredo Riquelme (Pontificia Universidad Católica), 2009.

3 Sur l'espace euro-américain voir l'ouvrage coordonné par Pilar González Bernaldo et Fernando Devoto, *Émigration politique : une perspective comparative. Italiens et Espagnols en Argentine et en France (XIXe-XXe siècle)*, Paris, L'Harmattan, 2001.

clandestins d'agir. Parmi ces conditions, les réseaux transnationaux qui sous-tendent l'action clandestine (campagnes de solidarité, de réseaux d'exilés, de réseaux de soutien financier ou armé situés), nous avaient semblé décisifs. Les articles reçus nous ont toutefois amenées à réorienter notre étude et à redéfinir notre objet.

Dans le dossier actuel, c'est l'exil en tant que tel et l'action clandestine prenant appui sur des réseaux et des formes de soutien transnationaux et multisitués, qui ont prévalu. Allant des royaumes de l'Amérique espagnole à l'heure de leur indépendance au début du XIX^e^ siècle (Edward Blumenthal) ou d'un conflit armé à Cuba entre l'ancienne mère-patrie et les États-Unis à la fin de ce même siècle (Romy Sanchez), à la Grèce des colonels (Vasiliki Kilekli) et au Chili de Pinochet (Carolina Torrejón) dans les années 1970 du siècle suivant, en passant par l'Europe de la Seconde Guerre mondiale (Alya Aglan et Audrey Kichelewski), le Venezuela du milieu du XX^e^ siècle en proie à la dictature de Pérez Jiménez (Daniel Iglesias) et le Portugal de Salazar (Victor Pereira), les articles permettent d'appréhender des contextes politiques très différents, mais ayant tous généré, d'une part, des formes d'opposition intérieures et extérieures et, d'autre part, des mouvements migratoires de forte intensité.

En outre, il apparaît clairement qu'une distinction tranchante entre extérieur et intérieur, mais aussi entre clandestinité et action « légale » est, dans bien des cas, illusoire. En effet, les « mouvements clandestins » ici étudiés n'observent presque jamais une clandestinité absolue et radicale et mettent souvent à profit les marges d'action légale que leur offrent les régimes autoritaires face ou contre lesquels ils se constituent. D'un autre côté, il s'avère que ce sont souvent les mêmes acteurs qui agissent dans et en dehors des frontières nationales. Ainsi, plutôt que de réseaux transnationaux de solidarité avec les mouvements clandestins, il est surtout question ici de l'exil et de la « fuite », de la figure de l'exilé, du fuyard, mais aussi de l'immigration comme phénomènes qui construisent un espace politique et un espace de sens – révolutionnaire, nationaliste ou réformiste – défiant les frontières nationales.

Cette redéfinition de l'objet a également mis en lumière de nouveaux questionnements concernant en particulier les espaces d'action des mouvements clandestins et d'exils (à partir d'où devient-on clandestin ? Quelle frontière, y compris symbolique, cela suppose-t-il d'avoir franchi ?), sur les logiques de constitution des réseaux de soutiens transnationaux (liens préexistants, accueil des exilés par des États ou des gouvernements, présence d'émigrés de la même nationalité dans d'autres pays). Toutes questions qui sont au cœur des analyses d'Edward Blumenthal, de Romy Sanchez, de Daniel Iglesias et d'Alya Aglan.

Se pose également la question de l'articulation entre exil et clandestinité. En effet, on pourrait supposer que l'exil entraîne la fin de la clandestinité, mais plusieurs articles prouvent le contraire. La clandestinité est poursuivie et maintenue en dehors des frontières et souvent vue soit comme un moyen de préserver l'organisation des services de sécurité du pays d'accueil en vue d'un retour au pays d'origine, soit comme une source de prestige/légitimité pour les militants clandestins, voire comme un instrument dans les luttes internes de pouvoir, soit les deux à la fois (Victor Pereira).

Plusieurs des articles permettent également de discerner que la clandestinité n'est pas qu'une situation, un état subi par les acteurs ; mais qu'elle peut être au contraire un élément structurant de l'action politique au nom d'une certaine idéologie de l'action contre l'État capitaliste ou d'une culture politique où les réseaux transnationaux ont été centraux (Carolina Torrejón-Barreda, Victor Pereira et Daniel Iglesias). De même, la clandestinité et l'exil, la transnationalisation de l'action politique peuvent servir le retour en force des exilés dans les affaires nationales (Daniel Iglesias). Dans le cas d'Audrey Kichelewski, il n'est plus question d'exil, mais d'émigration vers la nouvelle patrie et d'une clandestinité très relative, puisque connue et tolérée des États européens et des États-Unis qui privilégient la solution d'un État d'Israël.

La diversité des objets et des moments analysés par les auteurs permet également d'observer une évolution des concepts et du rapport entre les

figures de l'exilé/émigré/fuyard/clandestin, mais également des divergences sur les termes employés par les auteurs. Certains utilisent le terme immigration/émigration, plutôt qu'exil, tandis que d'autres parlent de fuite. Qu'implique l'emploi de chacun des termes ? Sont-ils employés par les acteurs ou par l'historien ? Se revendique-t-on comme exilé ? Ce terme est-il lié à la consolidation de l'État-nation ? Ce sont les réponses à ces questions qui nous ont poussées à adopter une structure chronologique pour ce numéro. D'autant plus que tant l'exil, le plus souvent considéré comme « l'obligation de quitter son État »[4] et défini comme la « situation de quelqu'un qui est expulsé ou obligé de vivre hors de sa patrie », que la clandestinité, semblent indissociables de l'État, voire de l'État-nation.

Pas clairement délimité au cours du XIXe siècle (pas seulement comme autorité, mais aussi dans le sens géographique et spatial des frontières), l'État-nation tend à affirmer son aire de souveraineté. Il se délimite, entre autres, en opposition aux acteurs qui s'opposent à lui et à l'espace dans lequel ces derniers agissent. S'il semble donc difficile de parler clairement d'exil, de clandestinité durant cette période, il n'en demeure pas moins qu'il peut préexister à l'État-nation. C'est de notre point de vue l'un des apports les plus novateurs de ce dossier, à rebours de la plupart des définitions de l'exil. Dans le cas exposé par Edward Blumenthal, la notion d'exil n'implique pas une traversée de frontières nationales à proprement parler. Nous sommes en effet alors au début du processus de désintégration de l'Empire espagnol et les frontières correspondent davantage à celles des royaumes qui composaient l'Empire – le vice-royaume du Rio de la Plata et la capitainerie générale du Chili. Ici, l'élaboration d'un sentiment d'appartenance nationale et l'exil se nourrissent l'une de l'autre, dans le même temps qu'ils participent à la construction de l'espace national en tant qu'espace souverain, dès lors que la menace que constitue Carrera oblige les deux gouvernements à rendre plus tangible leurs frontières respectives. Dans un contexte radicalement différent, l'affrontement des Juifs de

[4] Cf. Claudio Bolzman, *Sociologie de l'exil. Une approche dynamique*, Zurich, Seismo, 1996.

Pologne au nationalisme polonais exacerbé et ses conséquences tragiques est ce qui conduit les premiers à entrer, d'abord, dans la résistance et la clandestinité et ensuite, après la guerre, à émigrer. Or, le désir de fuir après les horreurs de la Shoah et l'incitation à peine voilée au départ formulée par les autorités polonaises, amène les Juifs de Pologne non seulement à la « fuite » mais contribue aussi à forger, concrètement et symboliquement, l'État d'Israël.

Un dernier élément que nous souhaitions mettre en évidence, avant de vous inviter à la lecture des contributions, se situe à la croisée de la problématique du dossier et de ce qui est au cœur de la pratique de l'historien : la question des sources. Par principe, les pratiques clandestines comme l'exil supposent une forme de dissimulation, de secret, d'absence de traces. Il n'en demeure pas moins que de nombreuses dynamiques sont à l'œuvre pour recueillir, sauvegarder et valoriser les documents et les différentes sources produites par ces pratiques (Carolina Torrejón-Barreda et Spartaco Alfredo Puttini, Sofia Papastamkou). Plus encore peut-être, les exilés et acteurs entrés dans la clandestinité eux-mêmes contribuent ou sont amenés, *a posteriori* dans leurs pays d'accueil bien souvent, à réunir et sauvegarder les traces et témoignages que leurs activités ont générés.

# Exil, frontières et nation :
# José Miguel Carrera au Rio de la Plata

***E**DWARD **B**LUMENTHAL*

L'indépendance des États d'Amérique du Sud, concomitant de la désintégration de l'Empire espagnol dans le cadre des guerres napoléoniennes, fut marquée par l'explosion, en leur sein, de forces centrifuges[1]. Suivant l'exemple ibérique, les villes capitales des anciens vice-royaumes – puis les villes provinciales – réclamèrent en effet leur souveraineté particulière, le pouvoir légitime symbolisé par le Roi d'Espagne étant vacant. Ce mouvement connu sous l'appellation de *juntista* – des juntes gouvernantes déclarées dans les villes – commença à Buenos Aires dès 1810 et, en 1811, au Chili. Dans ce territoire néanmoins, l'expérience ne dura que trois ans. La chute de la junte provoquée par les victoires des armées du vice-roi en 1814 sur les patriotes entraîna alors le départ de milliers de Chiliens qui traversèrent la frontière pour gagner Mendoza. Parmi eux se trouvaient l'ex-président de la junte José Miguel Carrera et sa famille.

Quelques années plus tard, entre 1817 et 1818, les forces du général José de San Martín, appuyées par le Directoire qui gouvernait Buenos Aires, toujours indépendant, conquirent le Chili. À la tête d'une partie des

---

[1] Edward Blumenthal prépare actuellement une thèse ayant pour titre « Exil et constructions nationales, le cas de l'Argentine et le Chili au XIX^e^ siècle » au sein du laboratoire ICT (Identités Cultures Territoires) à l'Université Paris 7 Diderot, sous la direction de Pilar González Bernaldo.

troupes, se trouvait un général chilien exilé en 1814, Bernardo O'Higgins, qui commandait des soldats eux-mêmes chiliens. Le général San Martín continua alors sa campagne au Pérou en 1819 pour lutter contre les Espagnols. Le Chili lui servit de base arrière et il nomma O'Higgins comme Directeur Suprême du Chili[2]. Cette chronologie coïncide avec l'émergence de revendications des villes du Rio de la Plata, désireuses de s'émanciper de la tutelle de Buenos Aires. C'est dans ce contexte que la trajectoire politique de Carrera au Rio de la Plata se déploie, avec l'objectif ultime de reprendre le pouvoir au Chili, d'abord des mains des Espagnols, puis de San Martín et O'Higgins.

Le fait d'exil ne résume pas la complexité de l'expérience de Carrera dans les Provinces Unies du Rio de la Plata[3]. Des réflexions pourraient également être menées sur les alliances qu'il tissa avec les gouverneurs des provinces du littoral et les Mapuches – des Indiens qui résidaient aux deux côtés de la Cordillère et qui avaient su maintenir leur indépendance des créoles tout au long de la colonie – ou encore sur sa relation conflictuelle avec le Directoire et San Martín. Néanmoins, il est pertinent de

---

[2] Pour l'indépendance et le mouvement juntiste, voir Jeremy Adelman, *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic,* Princeton, Princeton University Press, 2006 ; François-Xavier Guerra, *Modernidad e independencias : ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, México, Mapfre, 1993 ; Tulio Halperín Donghi, *Revolución y guerra : formación de una elite dirigente en la Argentina criolla*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editores Argentina, 2005 ; Alfredo Jocelyn-Holt, *La independencia de Chile : tradición, modernización y mito*, Madrid, Mapfre, 1992 ; Jaime E. Rodríguez O., *La Independencia de La América Española,* México, Fondo de Cultura Económica, 2006 ; Geneviève Verdo, *L'indépendance argentine entre cités et nation (1808-1821),* Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.

[3] Pour l'exil, voir Yossi Shain, *The Frontier of Loyalty: Political Exiles in the Age of the Nation-State,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 2005 ; Mario Sznajder et Luis Roniger, *The Politics of Exile in Latin America,* New York, Cambridge University Press, 2009. Mon argument doit beaucoup à ce dernier ouvrage qui postula que l'exil avait un rôle central dans les processus de construction de l'État national en Amérique latine. Pour la vie de J. M. Carrera, voir Bragoni Beatriz, *José Miguel Carrera : un revolucionario chileno en el Río de la Plata*, Buenos Aires, Edhasa, 2012

réfléchir à la trajectoire politique de Carrera à partir de la problématique de l'exil. En effet, de la défaite des patriotes à Rancagua en 1814 jusqu'au moment de son exécution à Mendoza en 1821, il passa sa vie politique rocambolesque en dehors du Chili, tout en gardant comme objectif la reprise du pouvoir dans sa terre natale. En ceci, il faisait partie du mouvement plus grand des patriotes qui fuyaient les armées loyalistes en 1814. Dans son parcours individuel, on voit comment le combat à l'étranger liait Carrera au Chili, même dans l'absence.

À la tête d'un contingent militaire qui lui était attaché, Carrera essaya d'utiliser ses alliances avec les provinces argentines dans une lutte commune contre la domination de l'ex-capitale vice-royale Buenos Aires, sous la bannière d'un fédéralisme qui cherchait à affirmer les souverainetés provinciales. Mais Carrera élaborait aussi des alliances pour envahir le Chili, avec des acteurs de part et d'autre des Andes, comme les Indiens Mapuches et des soldats chiliens, patriotes et loyalistes, se retrouvant du « mauvais » côté de la frontière. Dans l'élaboration de ses alliances, le fait de la cordillère comme frontière n'était jamais loin, et le fait d'être Chilien gardait son importance.

La problématique de l'exil permet également de souligner l'imbrication des politiques argentine et chilienne après l'indépendance, et de déplacer le regard porté sur les conflits de 1820 et la désintégration des Provinces Unies, en ne les considérant pas comme un phénomène purement « argentin », mais impliquant aussi des Chiliens et des Mapuches des deux côtés des Andes. À partir de la trajectoire de Carrera au Rio de la Plata, on peut constater comment l'exil, outre sa simple dimension d'éloignement, connectait les nouvelles Républiques dans des rapports politiques imbriqués[4].

---

[4] Pour un exemple de l'imbrication de la politique dans les nouvelles Républiques dont une des manifestations fut la Confédération Pérou-Bolivienne, voir Natalia Sobrevilla Perea, *The Caudillo of the Andes: Andrés De Santa Cruz*, New York, Cambridge University Press, 2011.

## Alliances fédéralistes

En traversant les Andes après la défaite des patriotes chiliens en 1814, Carrera fut déchu de son commandement militaire par le gouverneur militaire du Cuyo, le général José de San Martín, et renvoyé à Buenos Aires avec ses frères. Une fois à Buenos Aires, il essaya de nouer des alliances avec les forces politiques *porteñas* qui lui permettraient de former une armée pour l'invasion du Chili, alors sous contrôle espagnol. Partageant sa haine pour San Martín avec Carlos María de Alvear, directeur des Provinces Unies en 1815, il améliora sa situation. Mais la chute d'Alvear l'obligea à partir pour les États-Unis, alors que ses frères se virent contraints d'aller à Montevideo, de l'autre côté du fleuve La Plata. Aux États-Unis, il arma une escadre pour effectuer la libération du Chili, mais en arrivant à Buenos Aires en 1817 il s'aperçut que San Martín et O'Higgins avaient déjà commencé l'invasion. Le nouveau directeur le fit emprisonner et saisit ses navires. Après sa libération la même année, il rejoignit ses frères en exil à Montevideo. Il y était entouré par des ennemis du gouvernement central et des Chiliens émigrés, tous décidés à renverser le Directoire. Son cercle incluait Alvear et ses amis et plusieurs Chiliens exilés[5]. Leur double exil et leurs liens avec d'autres ennemis du Directoire, met en évidence l'imbrication des jeux d'alliance entre la Plata et le Chili, et souligne la stratégie argentine de Carrera : installer un pouvoir allié à Buenos Aires, à savoir Alvear, afin d'avoir l'appui du gouvernement pour ensuite envahir le Chili. Ses frères partirent en 1817 pour envahir le Chili, mais se firent exécuter avant d'avoir pu franchir la frontière à Mendoza, l'année suivante.

---

[5] Tomás de Iriarte, *Biografía del Brigadier General D. José Miguel Carrera, dos veces Primer Magistrado de la República de Chile*, Buenos Aires, Imprenta de Mayo, 1863, p. 38-40. Iriarte, militaire de l'indépendance et exilé récidiviste, fut partisan d'Alvear. Les Chiliens incluaient Diego José Benavente et Manuel José Gandarillas, des partisans de Carrera bien avant l'émigration au Rio de la Plata.

En 1820 l'autorité centrale du Directoire chuta lors de la bataille de Cepeda remportée par les forces fédéralistes des provinces de Santa Fe et de Entre Ríos, soutenues par Carrera. Par la suite, le traité de Pilar mit fin aux Provinces Unies, en établissant une alliance fédérale entre les provinces, les guerres ne se terminant pas pour autant. Comme nous le verrons par la suite, dans les guerres civiles qui opposèrent les fédéralistes aux forces de Buenos Aires, Carrera eut une place importante et une grande autonomie. Bien que dépendant des caudillos fédéralistes – des chefs militaires et dirigeants des provinces – pour les bases arrières, les munitions et les vêtements, Carrera était à la tête de ses propres troupes, composées essentiellement de Chiliens et d'Indiens.

Lorsqu'il est question de la trajectoire politique et militaire de Carrera au Rio de la Plata, il convient de rappeler que sa stratégie consistait à utiliser son influence auprès d'Alvear et des caudillos fédéraux en vue de réunir et de mobiliser autour de sa cause tous les soldats chiliens présents au Rio de la Plata. Il semblerait que la plupart aient été soit des ex-prisonniers des armées espagnoles, soit des reliquats des soldats émigrés chiliens incorporés dans l'armée du Haut Pérou depuis 1815[6]. Selon Vicuña Mackenna, il y avait 2 000 soldats chiliens au Rio de la Plata en 1820, dont 900 dans l'armée du Haut Pérou jusqu'au moment de sa dissolution en 1820. D'autres avaient servi à Buenos Aires et beaucoup de soldats en fuite après la bataille de Cepeda étaient des Chiliens[7]. Déjà en 1815,

[6] L'armée de l'Haut Pérou (actuelle Bolivie) fut organisée par Buenos Aires pour expulser les forces espagnoles ancrées dans l'Haut Pérou, et exista de 1810 à 1820, date à laquelle elle fut dissoute dans le contexte des guerres civiles.

[7] Benjamín Vicuña Mackenna, *El Ostracismo de los Carreras : los jenerales José Miguel i Juan José i El Coronel Luis Carrera. Episodio de La Independencia de Sud-America,* Santiag, Impr. del Ferrocarril, 1857, p. 248 ; Tulio Halperín Donghi, *Revolución y Guerra…*, *op. cit.*, p. 327 ; Barros Arana, *Historia jeneral de Chile*, Santiago, Rafael Jover, 1884-1902, vol. 9, p. 604.

Carrera avait organisé une colonne de 500 soldats chiliens, dont l'armement était censé venir du Directeur Alvear[8]. En 1820, Carrera entama une stratégie de captation de ces soldats. Il envoya un officier pour réclamer tous les soldats chiliens de l'armée du Haut Pérou, demande qui fut refusée par le colonel Juan Bautista Bustos, officier dans cette armée[9]. Après la chute du Directoire, Carrera essaya de mettre la main sur les Chiliens dans les milices de Buenos Aires[10]. En effet, le nouveau gouverneur de Buenos Aires, Manuel de Sarratea, lui permit de les rassembler dans la milice de la ville sous le commandement d'un Chilien[11]. De plus, pendant ses campagnes, on trouve même la présence de 15 ou 20 Chiliennes, femmes de soldats[12]. Dans les guerres contre Buenos Aires, à côté des forces de Santa Fé et Entre Ríos, on trouvait donc une armée chilienne, bien qu'indépendante et hostile à Santiago.

---

8 Benjamín Vicuña Mackenna, *Ostraciscmo…*, *op. cit.,* p. 37.

9 José María Paz, *Memorias Postumas del Brigadier General D. Jose M. Paz,* Buenos Aires, Imp. de la revista, 1855, p. 38. Bustos et Paz étaient, tous les deux, à l'origine de la rébellion de Arequito. L'officier chilien, Urra, faisait partie du noyau d'officiers chiliens qui ont suivi Carrera jusqu'à la fin.

10 William Yates, un officier irlandais qui servait sous le commandement de Carrera, nota que ce dernier, lors de la bataille de Cepeda – la victoire des fédéralistes mit fin au Directoire –, empêcha la destruction d'une colonne composée de 600 Chiliens, pour pouvoir l'incorporer dans sa troupe. William Yates, « APPENDIX. A Brief Relation of Facts and Circumstances Connected with the Family of the Carreras in Chile, with some Account of the Last Expedition of Brigadier-General Don Jose Miguel Carrera, his Death, fyc. » in Lady Maria Callcott, Judas Tadeo de Reyes, et William Yates, *Journal of a Residence in Chile, During the Year 1822,* London, Longman, Hurst, Rees, Orme, Brown, and Green, 1824, p. 392.

11 Tomás de Iriarte, *Biografía…*, *op. cit.*, p. 46 ; William Yates, « A brief relation... », *op. cit.*, p. 399. L'officier chilien fut José María Benavente.

12 William Yates, « A brief relation... », *op. cit.*, p. 443. Pour les femmes dans les armées au Rio de la Plata, cf. Alejandro Rabinovich, « La Société Guerrière, Pratiques, discours et valeurs militaires au Rio de la Plata 1806-1852 », thèse de doctorat sous la direction de Juan Carlos Garavaglia, EHESS, janvier 2010, p. 108 *et sq*.

## L'armée de Carrera : une force militaire chilienne ?

Les partisans de Carrera maintenaient qu'il jouissait d'une réelle popularité parmi les Chiliens au Rio de la Plata. Selon Yates, les autorités de Buenos Aires donnèrent des passeports aux Chiliens pour l'ensemble des provinces, à l'exception de celle de Santa Fe, où justement se trouvait Carrera. Le fait que les Chiliens soient simplement passés par Montevideo pour se diriger vers Santa Fe ferait donc la démonstration de cette popularité. Un autre partisan de Carrera affirma qu'un appel de Carrera auprès des Chiliens de Buenos Aires généra 300 adhésions[13]. Néanmoins, même si ces affirmations viennent de sympathisants de Carrera, peu objectifs sur cette question, les raisons de cette popularité restent ambiguës. D'une part, on pourrait argumenter que cette loyauté était plutôt personnelle et non nationale. C'est en effet la caractérisation la plus commune de Carrera et d'ailleurs une critique classique émise à l'encontre des caudillos en général[14]. D'autre part, les auteurs chiliens et les sympathisants de Carrera supposent implicitement que les Chiliens s'unirent à Carrera en raison de solidarités nationales. On peut donc suggérer, en nuançant, que le fait de constituer un corps unifié loin de leur patrie d'origine pouvait contribuer à leur identité en tant qu'unité militaire chilienne. En effet, l'hétérogénéité de la troupe – composée, comme nous l'avons vu, de loyalistes prisonniers et patriotes exilés – faisait des origines chiliennes un des seuls facteurs d'unité. Le récit de Yates démontre

---

[13] Willliam Yates, « A brief relation... », *op. cit.,* p. 414 ; Diego José Benavente, « D. José Miguel de Carrera », in *Galería nacional, o, Colección de biografías i retratos de hombres celebres de Chile / escrita por los principales literatos del país,* Santiago, Impr. Chilena, 1854, vol. 2, p. 35. Diego José Benavente, frère de l'officier du même nom, partagea l'exil à Montevideo avec Carrera et écrivit ce texte comme une défense de son nom.

[14] Son contemporain le général Paz affirme qu'il « se trompa gauchement en pensant faire servir toute la République à ses buts personnels qui nous étaient complètement étrangers », dans *Memorias …*, *op cit*., p. 39. Le terme « personnel » est à prendre, dans le sens de Paz, par opposition à l'intérêt commun.

également que même si Carrera obtînt et perdît des milices locales dans son passage par les provinces – indiquant que le facteur national n'était pas la seule attraction – le cœur de la troupe était composé de Chiliens émigrés[15].

Si la combinaison de ces deux facteurs d'explication explique vraisemblablement les motivations des soldats, il est également important de noter que la terminologie de force militaire chilienne au Rio de la Plata n'implique pas le caractère étranger de cette force, en raison des imbrications politiques avec le Chili. L'alliance avec les fédéralistes passait certes par une communauté d'intérêts dans l'opposition à Buenos Aires et au Directoire, mais surtout conduisit Carrera à poser son opposition dans des termes fédéralistes. Dans des manifestes publiés en exil, Carrera insista sur le fait que le régime d'O'Higgins était essentiellement étranger. « Le Chili sera une Colonie de Buenos-Ayres comme il le fut de l'Espagne auparavant », argumente-t-il[16]. L'apparente contradiction ne devrait pas tromper. Certes, dans une certaine mesure, tout comme O'Higgins, il bénéficiait de soutiens de l'autre côté des Andes qui furent le produit des conflits au Rio de la Plata. Mais la différence réside justement dans leurs positions vis-à-vis de Buenos Aires, et dans les rancunes fédérales envers l'ex-capitale vice-royale qui essayait de légitimer sa domination actuelle en invoquant son statut passé. Carrera imagina le Chili comme « un des grands États de la Confédération du Sud » et non comme une « esclave [des] aristocrates de Buenos-Ayres »[17]. Il reprochait notamment à Buenos Aires d'avoir usurpé les ressources du Chili pour mener la guerre au Pérou, se référant ainsi au projet de San Martín et O'Higgins de poursuivre la lutte continentale contre les Espagnols. Il est également possible que ce

---

[15] Pour cette dynamique d'agrandissement des troupes par le recrutement des milices locales, voir Alejandro Rabinovich, « La Société Guerrière… », *op. cit.,* p. 149.

[16] José Miguel Carrera, *Aviso a los pueblos de Chile*, Montevideo, Impr. Federal, 1818, p. 1.

[17] *Ibid.,* p. 2.

discours aidât aussi au maintien de la loyauté de ses troupes loyalistes d'origine chilienne.

C'est ici que l'on voit s'opérer le croisement entre la construction nationale et l'exil, catégories en construction qui se renforcent mutuellement. Carrera se présentait comme éloigné de sa patrie contre son gré. Sa motivation politique essentielle était donc le retour au pouvoir au Chili. En ce sens, il se comportait comme un exilé assez classique, mais dans une situation confuse et instable qui lui permit une plus grande autonomie que celle dont pourraient se prévaloir des émigrés 20 ou 30 ans après. Au même titre que les vagues d'exil ultérieures, du Chili ou du Rio de la Plata, il essayait en effet de monter une force capable d'envahir et de prendre le pouvoir. En revanche, la situation politique du Rio de la Plata diffère complètement. En l'absence d'un pouvoir étatique qui puisse l'aider, il est en effet obligé de l'organiser lui-même, avec les autres Chiliens. Or, les allégeances des acteurs sont variables, et même si le souhait premier de Carrera est de retourner au Chili, il continue à envisager d'autres configurations politiques possibles.

Cette complexité est soulignée par la rébellion de ses propres troupes loyalistes que Carrera dut affronter en 1821. Une division formée par des ex-prisonniers loyalistes espérait en effet traverser la montagne pour rejoindre la résistance loyaliste dans le sud du Chili[18]. Si le projet est identique – envahir le Chili – les idéaux sont eux différents. Cette rébellion souligne bien les ambiguïtés à la fois de la résistance loyaliste et du projet de Carrera, dont l'ennemi commun était pourtant identique, les forces de San Martín et d'O'Higgins. Deux conclusions peuvent dès lors être envisagées. D'une part, servir sous Carrera fut donc vraisemblablement perçu par les Chiliens comme un moyen de retourner chez eux. D'autre part, il est tout à fait possible que les loyautés « chiliennes » n'aient pas dépassé ce calcul, faisant abstraction de toute motivation politique.

[18] William Yates, « A brief relation... », *op. cit.,* p. 435.

## Acteurs et enjeux régionaux : Indiens et Chiliens, fédéralistes et loyalistes

En examinant la chute du Directoire en 1820, on retrouve une imbrication importante de la politique argentine et chilienne. San Martín est au centre de la politique chilienne et le soutien d'O'Higgins constitue le moteur de l'invasion du Pérou depuis le Chili en 1820 pour expulser les Espagnols de leur dernier lieu de pouvoir. Carrera était au centre des conflits des caudillos fédéraux, révolutionnant la situation du Rio de la Plata dans l'espoir de pouvoir envahir le Chili. Pour San Martín et Carrera, le but était identique même si les motivations divergeaient : échapper à la situation confuse au Rio de la Plata et aux conflits entre provinces. En effet, San Martín avait refusé l'ordre du directeur José Rondeau de retourner au Rio de la Plata en 1820 pour l'aider dans les guerres civiles contre les fédéralistes. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le fédéralisme de Carrera, comme une reconnaissance empirique de l'importance du Chili au sein des conflits inter-provinciaux au Rio de la Plata. Des jeux d'alliances transfrontalières autant que des raisons idéologiques expliquent le fédéralisme de Carrera, mais il n'en reste pas moins un produit de ses sentiments anti-Buenos Aires. En effet, Carrera et ses soldats chiliens démontrent toute la complexité des enjeux régionaux – y compris de régions qui dépassent les frontières nationales actuelles – et comment les exilés pouvaient bouleverser les efforts des nouveaux États embryonnaires dont l'objectif était de détenir le monopole du contrôle de leurs frontières et leur population. Plus qu'un fédéraliste idéologique, Carrera chercha toute alliance transfrontalière qui pût l'aider dans son entreprise.

Ce jeu d'alliances se complexifie davantage quand on prend en compte les relations que Carrera eut avec les Indiens. Carrera n'était pas le seul caudillo à chercher une alliance avec eux, mais il était peut-être un des

premiers[19]. Selon Yates, des Indiens alliés à Buenos Aires approchèrent en premier Carrera au cours de 1820. Cette alliance était emblématique des imbroglios politiques frontaliers. Elle lui donnait en effet la possibilité de traverser la cordillère vers le Chili alors que, dans le même temps, il perdait ses alliances argentines et que les provinces lui interdisaient le passage de frontières. Les Indiens étaient en effet motivés par leur haine pour les *porteños*, et encouragés par un certain Guelmo, capitaine *carrerista* qui avait préféré s'exiler chez les Indiens plutôt que de servir sous O'Higgins[20].

Nous nous trouvons donc en présence de trois groupes formant une alliance instable contre les unitaires au pouvoir à Buenos Aires : les Chiliens exilés qu'ils soient patriotes ou loyalistes, les fédéraux et les Indiens. Bechis a également identifié le contact principal de Carrera, à savoir Pablo Levenopán – dit « le Chilien » – un Indien arrivé dans la pampa avec d'autres caciques (chefs indiens) loyalistes vers 1818 et qui dévastait la frontière de la province de Buenos Aires. Le contact fut établi par le biais d'un loyaliste chilien, José Bielma, qui, avec son fils, avait demandé un passeport à Buenos Aires pour commercer avec les Indiens. Ceci démontre aussi que, contrairement à ce qu'affirme Yates, Carrera avait été en contact avec Levenopán depuis le début de 1820, quand il l'encourageait à attaquer la frontière pour diviser les forces de Buenos Aires[21].

Levenopán est un exemple classique de la migration des caciques « chiliens » vers les pampas après l'indépendance, encouragés par les

---

[19] Martha Bechis, « Fuerzas indígenas en la política criolla Del Siglo XIX », in *Caudillismos Rioplatenses : Nuevas Miradas a Un Viejo Problema,* Buenos Aires, Eudeba, 2006, p. 299. Yates affirme néanmoins, que le gouverneur unitaire de Buenos Aires Rodríguez faisait de même, et implicitement que c'était déjà une pratique courante. William Yates, « A brief relation... », *op. cit.*, p. 423-424.

[20] William Yates, « A brief relation... », *op. cit.,* p. 416-417.

[21] Martha Bechis, « Fuerzas indígenas… », *op. cit.,* p. 299.

loyalistes à saccager les villages à la frontière de Buenos Aires[22]. Il est logique de penser que les loyalistes faisant partie des troupes de Carrera aidèrent à trouver de nouvelles alliances pour remplacer les fédéraux. Quoiqu'il en soit, les alliances avec les caudillos fédéraux étaient aussi un fardeau pour Carrera, et les Indiens représentaient une sorte de dernier refuge. La campagne de 1820 est pleine de tergiversations. À plusieurs reprises, alors qu'il s'apprête à traverser la frontière, Carrera doit y renoncer, étant appelé à l'aide par Alvear ou Ramírez[23]. Cette attitude, louée par ses sympathisants comme marque de fidélité de Carrera envers ses alliés, était emblématique, pour certains exilés, du danger de compromission avec la politique locale.

Si l'alliance avec Levenopán semble être aussi un moyen pour Carrera de s'approcher de la frontière, il faut noter que les traversées se font dans les deux sens. Selon Yates, la réputation de Carrera augmenta énormément pendant la campagne, et de plus en plus de caciques vinrent le rejoindre. « Deputies sent to Chile and the more distant nations requiring the attendance of caciques in the encampment of the *Pichi Rey* or little king (as such was the name they had given Carrera) naming a certain day for the junta of caciques to meet »[24]. Mais il agissait davantage selon la

---

[22] Pour le système mapuche transandin voir Martha Bechis, Susana Bandieri et Eduardo Cavieres, *Cruzando la cordillera...: la frontera Argentino-chilena como espacio Social*, Neuquén, Argentina : Centro de Estudios de Historia Regional CEHIR, Facultad de Humanidades, Universidad Nacional del Comahue, 2001.

[23] Voir par exemple, Tomás de Iriarte, *Biografía…, op. cit.,* p. 50-51 et p. 60 ; William Yates, « A brief relation... », *op. cit.,* p. 400-402.

[24] « Députés envoyés au Chili et aux nations plus distantes demandant l'assistance des caciques dans le campement du *Pichi Rey* ou Petit Roi (tel était le nom qu'ils avaient donné à Carrera) désignant un certain jour pour la réunion de la junte de caciques ». William Yates, « A brief relation... », *op. cit.*, p. 425-426. Martha Bechis avance l'hypothèse qu'on l'appelait le *Pichi Rey* en opposition au Grand Roi, le roi d'Espagne, qui leur avait garanti leur autonomie jusqu'à l'indépendance, et que les loyalistes continuaient à promouvoir. En tant qu'étranger à la société mapuche, Carrera réussit à regrouper les caciques rivaux autour de lui, obtenant une centralisation inédite, quoique temporaire.

logique des Indiens que selon la sienne ; au lieu de traverser vers le Chili, il était obligé de les accompagner dans leurs *mallons*, vers l'intérieur de la province de Buenos Aires, ce qui rendait la population hostile aux Chiliens[25]. Les expériences transfrontalières étaient communes aux exilés et aux Indiens, ce qui peut être un facteur explicatif de leur alliance. Les Mapuches étaient à la croisée des routes commerciales reliant les deux versants des Andes que les loyalistes utilisaient pour attaquer les patriotes. Ainsi les Indiens furent des alliés qui contrôlaient les chemins rejoignant le Chili.

L'autre explication, plus classique, de son alliance avec les Mapuches, est liée au manque de solutions dont disposait Carrera. Pour l'historien libéral Vicuña Mackenna, écrivant en 1857 après son propre exil, cette alliance était symbolique du point de non retour dans lequel se trouvait Carrera, à savoir un exil permanent qui se terminerait avec sa mort prématurée. La campagne de Carrera avec les Mapuches devint ainsi une métaphore pour l'exil et le bannissement[26]. On constate la même situation sans issue chez les loyalistes ou les Mapuches, dont l'action était de plus en plus limitée par l'expansion des nouvelles républiques. Ainsi Carrera aurait-il affirmé à sa sœur qu'en cas d'échec de son retour au Chili : « Je serai Araucan et au moins les tyrans ne vivront pas tranquilles »[27]. Dans la

Ainsi, les Mapuches ébauchèrent des structures politiques plus permanentes sous la pression du conflit entre Carrera, Buenos Aires et Santiago.

25 Tomás de Iriarte, *Biografía…*, *op. cit.*, p. 56 ; Iriarte l'excuse en disant qu'avec 150 soldats « il ne pouvait pas contenir des Indiens furieux ». Yates fait de même en rajoutant que le gouverneur Rodríguez avait utilisé les Indiens avec des propos similaires, « A brief relation... », *op. cit.*, p. 423-424.

26 *El Ostracismo…*, *op. cit,* p. 253 et p. 258-259 ; José Luis Rénique, « Benjamín Vicuña Mackenna : Exilio, Historia y Nación », in Carmen Mc Evoy Carreras et Ana María Stuven, *La República Peregrina : hombres de armas y letras en América del Sur, 1800-1884*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, Instituto Francés de Estudios Andinos, 2007, p. 499. Notamment, Vicuña Mackenna fut exilé avec le fils de Carrera, à la suite de leur participation à la révolution manquée en 1852.

27 Cité dans Martha Bechis, « Fuerzas indígenas... », *op. cit.*, p. 300.

trajectoire politique de Carrera, la traversée des frontières – nationales, provinciales ou entre Indiens et créoles – joua donc un rôle non négligeable dans les processus menant à la construction de ces mêmes frontières. En effet, un caudillo chilien « étranger » avec sa propre armée était un des acteurs principaux de la dissolution des Provinces Unies et l'établissement de souverainetés provinciales. Pour la première fois, celui-ci regroupa autour de lui des groupes indiens autonomes dans une construction politique plus large que celui organisé autour d'un chef[28]. Sa dernière campagne est de ce point de vue emblématique de la formation de nouvelles identités politiques, nationales et indiennes, de part et d'autre des Andes.

Ceci se vérifie aussi à travers la réaction des gouvernants chiliens. Carrera était en communication avec ses partisans au Chili, qui l'encourageaient à traverser la frontière au plus vite pour appuyer leur révolution. Cependant la saison n'était pas adéquate et les demandes de ses alliés l'en empêchaient. Dans le même temps, les caudillos fédéralistes demandaient tous son aide[29]. De plus, O'Higgins envoyait de l'argent aux gouverneurs de Córdoba, Mendoza, San Luis et San Juan, non seulement pour lever des forces afin d'éliminer Carrera mais aussi au profit d'une force chilienne au Cuyo. Selon Yates, cette dernière fut cependant rappelée à la frontière parce que O'Higgins doutait de la loyauté de ses soldats. Toujours selon le soldat irlandais, le gouverneur de Mendoza reçut la « légion du mérite » du Chili et la paie d'un général de brigadier du Chili

[28] Comme on l'a vu, c'est l'interprétation de Bechis de l'alliance entre Carrera et les Mapuches, et qui se verra répéter quelques années après autour des Pincheira, des frères loyalistes qui continuèrent à se battre contre les créoles – argentins ou chiliens – en alliance avec les Mapuches jusqu'aux années 1830. Pour un autre exemple d'un essai de construction d'un projet politique mapuche plus grand sur les mêmes réseaux pour affronter les défis de l'état-nation voir Julio Vezub, *Valentín Saygüeque y la « gobernación indígena de las Manzanas ». Poder y etnicidad en la Patagonia septentrional (1860-1881),* Buenos Aires, Prometeo Libros, 2009.

[29] William Yates, « A brief relation... », *op. cit.*, p. 401. Selon Yates, O'Higgins bannit plus de 40 partisans de Carrera.

pour avoir ordonné l'exécution de Carrera[30]. Le gouvernement chilien tentait en effet de sécuriser la frontière comme il le pouvait et de manière à limiter les menaces extérieures. Il fut, en outre, obligé d'avoir recours aux gouvernements provinciaux, de l'autre côté de la cordillère. Néanmoins, les passages d'un côté à l'autre de la frontière sont constants : passages d'argent, groupes de Mapuches, nouvelles de révolutions manquées ; seule la colonne de Carrera n'arriva pas à traverser.

## Exil et frontières

Avec l'échec du projet politique de Carrera, on entrevoit un premier pas vers la consolidation d'une frontière entre le Chili et l'Argentine. C'est la collaboration entre le gouvernement chilien et les gouvernements provinciaux argentins qui conduisit à la chute de Carrera. En effet, la frontière politique entre le Chili et les provinces argentines s'avéra plus concrète dans la mesure où les autorités des deux côtés des Andes empêchèrent Carrera de la traverser. Le fait d'être un corps unifié se battant en terre étrangère aurait vraisemblablement donné un caractère national aux troupes de Carrera d'origine transandine, malgré la diversité de ces forces – patriotes, loyalistes, Mapuches – et même si le doute subsiste dans le cas des Indiens. Néanmoins, les imbrications entre les politiques argentine et chilienne soulignent la faiblesse de cette frontière, et le fait que des *outsiders* comme Carrera, les Mapuches ou encore les monarchistes pouvaient toujours la traverser, concevant des projets politiques alternatifs. Cette étrange coalition de patriotes, de fédéralistes, de loyalistes et d'Indiens traversait d'une manière ou d'une autre les nouvelles frontières, pratique que les nouveaux États nationaux ont par la suite bien du mal à éradiquer.

---

30 *Ibid*., p. 438-471.

# Les séparatistes cubains aux États-Unis, 1848 – 1878 :

## Entre exil et clandestinité

***R**OMY **S**ÁNCHEZ*

En mai 1850, alors que l'île de Cuba est l'un des derniers territoires espagnols d'Amérique, une expédition armée de plus de cinq cents hommes accoste sur la Perle des Antilles[1]. Un créole né à Caracas en 1797, l'aventurier et ex-soldat Narciso López, avait préparé dans l'ombre cette mission de libération dès 1848 depuis la Nouvelle-Orléans, avec le soutien de quelques Étatsuniens influents. L'idée d'intégrer l'île à l'Union n'était alors pas exclue, loin de là. Deux ans plus tard, en septembre 1852, la Commission militaire[2] condamne au garrot le journaliste insulaire Eduardo Facciolo Alba. Il était rédacteur en chef de la publication clandestine *La Voz del pueblo cubano en Cuba*, créée quelques mois plus tôt. Qu'il s'agisse d'expéditions préparées depuis l'extérieur de l'île ou de publications imprimées à La Havane, la clandestinité réunit beaucoup des voix qui s'élèvent contre l'Espagne et sa volonté de conserver Cuba comme Île Très Fidèle. Tous les séparatistes cubains ne font pas le choix

---

[1] Romy Sanchez est ancienne élève de l'École Normale Supérieure et agrégée d'histoire. Membre de l'École des Hautes Études Ibériques et Hispaniques – Casa de Velázquez depuis septembre 2012, elle prépare actuellement une thèse sous la direction d'Annick Lempérière, intitulée « L'Autre Diaspora. Les exils politiques cubains : une approche transnationale, 1837-1879 », à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CRALMI – Mondes Américains.

[2] À partir de 1825 et par décret royal de l'année précédente, l'île de Cuba est pourvue d'une Commission militaire Exécutive et Permanente pour examiner et juger expressément tous les cas de sédition, de déloyauté ou d'agitation anti-absolutiste. Voir entre autres José A. Piqueras Arenas, *Sociedad civil y poder en Cuba : colonia y poscolonia*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 2005.

de la clandestinité, et tous ceux qui prennent le chemin de l'exil ne sont pas non plus nécessairement des comploteurs dans l'ombre. Mais il demeure qu'agir en secret contre les autorités espagnoles devient, au milieu du XIXe siècle, une pratique de plus en plus commune au sein des séparatistes, et qui lie les plus radicaux d'entre eux : les indépendantistes du dehors et du dedans.

Depuis les premières années du XIXe siècle et la crise péninsulaire et impériale de l'Espagne (1808-1824), ceux qui veulent l'indépendance de Cuba ou seulement des libertés civiles et politiques finissent par devoir quitter l'île, tantôt contraints, tantôt de leur propre gré. Ils s'installent souvent à New York, à La Nouvelle-Orléans, parfois au Mexique et même à Madrid. Ceux qui restent doivent agir en secret : conspirations, achats d'armes et presse clandestine sont les moyens d'action les plus répandus pour lutter contre la Péninsule. En 1868, au moment où les tensions politiques entre île et métropole deviennent guerre ouverte, la grande – et déjà complexe – famille des séparatistes cubains se répartit au moins en deux groupes. À l'intérieur, ceux qui, divisés en de nombreuses factions, s'autoproclament d'ores et déjà les révolutionnaires sont passés à la clandestinité. À l'extérieur, mais tout aussi divisés, les patriotes en exil, ceux qui se nomment *La Emigración*, forment le noyau central d'un réseau transnational de solidarité qui, principalement à partir des États-Unis, s'étend dans la seconde moitié du XIXe siècle, du Yucatán au XVIIe arrondissement de Paris. Les circulations d'hommes, de textes et d'armes, les affinités politiques et les sociabilités familiales ou professionnelles : nombreux sont les indices qui montrent que de La Havane à La Nouvelle-Orléans en passant par New York, les liens entre le mouvement clandestin insulaire et le réseau d'entraide continental sont solides, malgré les inévitables querelles internes.

Une fois la guerre de 1868 déclarée, les modes d'action du groupe séparatiste cubain se répartissent entre clandestinité et légalité. Ceux qui combattent pour Cuba libre sont considérés comme hors-la-loi par les autorités espagnoles, pour qui la frontière entre insurgés et bandits est

souvent floue pendant le conflit[3], alors que les exilés de la côte est nord-américaine multiplient les pratiques clandestines : lettres codées, envoi d'armes vers les côtes cubaines, réunions secrètes dans les clubs et juntes de New-York ou de Veracruz. De plus, les séparatistes des deux rives engagent des négociations diplomatiques avec les responsables étatsuniens, afin d'obtenir soutien politique et aide financière. Finalement, au regard de ces multiples cas de figure, la frontière entre insulaires clandestins et exilés est poreuse, voire inopérante. Elle ne reprend peut-être son sens qu'à travers les tensions que génère la bipartition entre île et exil. Dans les textes, les Cubains se déchirent et se disputent la légitimité de la révolte : ceux que la clandestinité met en péril et plus tard, ceux qui font la guerre, montrent du doigt les supposés nantis de New York et d'ailleurs. Il y aurait une clandestinité risquée, sur le terrain, et une clandestinité confortable, dans les bureaux nord-américains. C'est à travers ces contradictions que le mouvement indépendantiste se radicalise et se démarque des solutions autonomistes ou annexionnistes[4].

Le séparatisme cubain ne serait alors un mouvement clandestin que brièvement : entre les premières manifestations antiespagnoles de certains créoles dans les premières décennies du XIX^e^ siècle et le déclenchement de la Guerre de Dix Ans. À partir de 1868, la guerre d'indépendance, qui dure de façon plus ou moins continue jusqu'en 1898, recouvre ce qui était auparavant du ressort de la clandestinité : les *mambises,* combattants indépendantistes cubains, se battent *machete* en main, et non plus *via* les complots et les feuillets clandestins. De plus, à l'heure où les mêmes

---

3 Manuel de Paz Sánchez, José Fernández Fernández, Nelson López Novegil, *El bandolerismo en Cuba (1800-1933) : presencia canaria y protesta rural*, La Laguna, Centro de la Cultura Popular Canaria, 1993, p. 35.

4 Entre 1850 et l'indépendance cubaine de 1898, la palette des tendances politiques du séparatisme créole est ample : les projets d'émancipation de la métropole vont du réformisme à l'indépendantisme, en passant par l'autonomisme et l'annexionnisme. Voir entre autres, Marta Bizcarrondo, Antonio Elorza, *Cuba/España, el dilema autonomista, 1868-1898,* Madrid, Colibrí, 2000.

séparatistes ont leur propre République, leur Constitution et leur Chambre de représentants[5], la clandestinité devient toute relative : il n'y a plus qu'auprès des Espagnols que la légitimité des *mambises* soit contestée. Quant aux exilés politiques, ils ne sont clandestins que lorsque les autorités du pays d'accueil les rejettent ou condamnent l'illégalité de leurs procédés, ce qui arrive rarement.

Exil politique et clandestinité n'ont en effet pas de lien nécessaire. Entre 1848 et 1878, on peut quitter Cuba en désaccord avec les autorités de l'île sans se cacher, sans sortir de la légalité. Selon la définition de clandestin qui qualifie « ce qui existe, fonctionne, se fait de manière secrète, en dehors de ceux qui exercent l'autorité, à l'encontre des lois établies, de la procédure normale et licite »[6], le *desterrado* – littéralement « celui qui a été arraché à sa terre » – devient certes un indésirable au moment de son départ, mais sa situation n'est pas pour autant clandestine. De même, dans le pays d'accueil, un exilé politique du XIXe ou du XXIe siècle peut théoriquement conserver ce statut sans pour autant devenir clandestin. En effet, si la demande d'asile d'un expatrié aboutit, il n'est pas condamné à l'illégalité. Entrer ou non en clandestinité devient alors un choix. Beaucoup de Cubains aux États-Unis, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, font ainsi le choix de la légalité (négociations avec les autorités étatsuniennes, levée de fonds, meetings publics, etc.)[7], sans pour autant renoncer à certaines pratiques clandestines (lettres codées vers les insurgés de l'île, réunions secrètes pour préparer une expédition, etc.). La clé de lecture qu'est la clandestinité sert de liant : elle montre qu'il est en fait impossible de séparer nettement deux groupes au sein de ce grand ensemble séparatiste ; il n'y a pas d'un côté les clandestins de l'île et de

---

5 La République de Cuba en Armes est proclamée le 10 avril 1869 à Guáimaro, par les indépendantistes au combat depuis octobre 1868. La localité donne son nom à la Constitution qui est promulguée à cette occasion.

6 Dictionnaire *Trésor de la Langue Française,* version informatisée, CNRS Editions, 2004, http://atilf.atilf.fr/, consulté le 1er juillet 2012.

7 Enrique Lopez-Mesa, *Algunos aspectos culturales de la comunidad cubana de New York durante el siglo XIX,* La Havane, Centro de Estudios Martianos, 2002.

l'autre les déracinés « légaux » des États-Unis. Le personnel exilé dont il est question ici constitue de fait le réseau transnational d'entraide mais forme aussi une partie du mouvement clandestin à l'échelle du séparatisme cubain.

Ce réseau transnational est constitué par les Cubains en exil, mais aussi par les amis de Cuba : de Victor Hugo[8] aux sénateurs nord-américains. Nombreuses sont en effet les voix qui s'élèvent pour soutenir la cause indépendantiste cubaine. Il s'agit ici de se demander pourquoi ce réseau d'entraide, largement appuyé par des pouvoirs officiels, des personnalités notables et des fortunes considérables, adopte occasionnellement les codes de la clandestinité sans pour autant être un mouvement clandestin. Ce cas hybride pose la question de la relativité du statut de clandestin : face à qui et pour qui est-on ou devient-on clandestin ?

## Presse et expéditions clandestines 1848-1868

Entre 1848 et le début de la première guerre d'indépendance en 1868, le mouvement séparatiste cubain est clandestin dans l'île, et relativement légal au-dehors. Conspirations et publications sous le manteau sont le fait des révolutionnaires de l'intérieur, tandis qu'à l'extérieur, expéditions et lobbying actif auprès de puissants Étatsuniens jouent avec les marges de la légalité. La frontière entre ces deux groupes est très floue : les rédacteurs des journaux interdits par le Capitaine Général se retrouvent pour parlementer à New York ou à La Nouvelle-Orléans, d'où partent aussi les missions flibustières vers Cuba, désapprouvées ouvertement par le

[8] Victor Hugo devient solidaire de la cause indépendantiste cubaine dès 1869 : il mentionne sa sympathie pour le soulèvement anti-espagnol lors d'un discours à Guernesey. Il publie ensuite le texte : « Lettre aux femmes de Cuba » et « Pour Cuba » dans *Actes et Paroles – Pendant l'Exil,* vol. 4, t. 1er, 1875, p. 189-199, et s'entretient par lettres avec Antonio Zambrana, leader indépendantiste en exil, New York Public Library (NYPL), Moses Taylor Papers, carton 308, *La Cuestión de Cuba,* Valparaiso, Imprenta del Mercurio Torneroy Letelier, 1874.

gouvernement nord-américain. 1848 est à la fois la date de publication à New York du premier numéro du journal annexionniste *La Verdad,* financé en partie par l'épouse d'un homme d'affaires texan, et la date du premier projet d'expédition de libération de l'aventurier séparatiste Narciso López.

*Journaux clandestins et passeurs de presse*

Dans la Cuba du milieu du XIXe siècle, la presse est le premier outil de diffusion des groupes clandestins. Ces publications sont souvent le fait de créoles lettrés qui multiplient les initiatives pour faire exister une opposition au régime colonial. En 1848, *La Verdad* marque un tournant : il s'agit d'une publication ouvertement annexionniste qui prône donc l'intégration de Cuba aux États-Unis. Cora Montgomery, qui la dirige et la finance sous un nom d'emprunt, épouse d'un homme politique et businessman texan, était aussi une fervente supportrice de l'annexion du Mexique après celle du Texas. *La Verdad* est une tribune républicaine qui prône l'intégration de l'île à l'Union. À New York et ailleurs, de nombreuses personnalités de l'exil politique cubain se rallient à cette cause, avec des degrés de conviction variables et des revirements nombreux. Les séparatistes réformistes Miguel Teurbe Tolón, Cirilo Villaverde ou encore Gaspar Betancourt Cisneros écrivent dans cette publication leurs plaidoyers pour la libération de l'île, faisant parfois la concession de l'intégration au voisin du Nord. Mais, si à New York puis à La Nouvelle-Orléans, *La Verdad* n'est qu'un papier de plus, à La Havane au contraire, sa circulation est hautement subversive. En posséder un exemplaire ou être seulement suspecté d'en avoir fait circuler est considéré comme un délit pour la Commission militaire. C'est ainsi qu'en mai 1851, un bateau est intercepté avec plusieurs paquets de la publication séditieuse. Les autorités obligent le *Rowland* et le capitaine Watt à demeurer dans le port de La Havane tandis

que les exemplaires sont examinés[9]. Les archives de la Commission militaire contiennent d'autres dossiers judiciaires des années 1850 aux titres éloquents comme « Confiscation du journal *La Verdad* pour excitation de l'état d'esprit des Cubains contre la Mère Patrie »[10]. De Güines à Sagua la Grande, les gouverneurs délégués des villes de province relèvent, eux aussi, le nom de ceux qui font circuler *La Verdad* sous le manteau et prennent des mesures radicales[11].

L'imprimé *La Voz del pueblo cubano en Cuba* illustre, quant à lui, le cas de la presse clandestine publiée à l'intérieur de l'île. Ce journal sous-titré *Organe indépendantiste* avait été créé en juin 1852 par le jeune Eduardo Facciolo, publiciste de la ville de Regla et par Juan Bellido de Luna, un annexionniste tenté par la création d'une publication séparatiste clandestine dans l'île qui ferait écho à *La Verdad*, dont il était manifestement le correspondant à Cuba. Mais, durant l'été 1852, le pamphlet est aussi confisqué alors que des agents se chargent de faire parvenir ses feuilles en dehors de l'île. Sitôt les rédacteurs et les passeurs d'exemplaires recherchés par les autorités havanaises, le deuxième numéro de juillet 1852 est imprimé dans un nouvel établissement clandestin. Quelques semaines après la parution de ce numéro, les journalistes rebelles sont interceptés : Juan Bellido de Luna s'enfuit à temps et parvient à gagner les États-Unis en bateau. Eduardo Facciolo est, quant à lui, exécuté en public[12]. Presse clandestine dans l'île et presse militante hors de l'île sont non seulement le fait du même groupe à tendance majoritairement annexionniste, mais sont traquées avec la même intransigeance. Dans les deux cas, c'est le rôle des passeurs de presse qui est remarquable : des hommes qui circulent entre Amérique du Nord et

---

9 Archivo Nacional de Cuba (ANC), *Asuntos Politicos* (AP), carton 45, dossier 17.

10 ANC, AP, carton 217, dossier 18 et carton 84, dossier 12.

11 ANC, AP, carton 426, dossier 20 538 et carton 430, dossier 20 725.

12 Joaquin Llaverías Martinez, *La Comisión Militar Ejecutiva y Permanente de la Isla de Cuba*, « Discursos leídos en la recepción publica la noche del 14 de junio de 1923 », La Havane, Ed. Siglo xx, 1923, p. 52 et p. 72.

Caraïbes pour introduire des publications dont le statut varie selon la géographie des déplacements. Officiels à La Nouvelle-Orléans, séditieux à La Havane, ces écrits ne semblent être que la partie émergée de l'iceberg politique.

*Des bateaux et des armes : les expéditions flibustières et l'annexionnisme clandestin*

Parallèlement à la presse, il existe un autre mode d'action du séparatisme cubain : les expéditions armées des États-Unis vers Cuba. Là encore, réseau transnational de solidarité et clandestinité se confondent. En dehors du seul cas relativement documenté des expéditions de Narciso López, la plupart des créoles ou des naturalisés étatsuniens, qui entreprennent ces missions libératrices entre 1848 et le début de la Guerre de Dix Ans, sont des sympathisants de la cause annexionniste. Ils se retrouvent tantôt dans le camp de l'exil aux États-Unis, tantôt du côté de la clandestinité insulaire.

Le cas de Narciso Lopez est resté emblématique, du fait de ses cinq tentatives de libération de l'île. C'est donc lui qui symbolise le système de ces flibustiers partant des États-Unis pour inclure Cuba dans le giron nord-américain ou seulement pour dérouter le pouvoir espagnol. Il semble même que l'usage du terme *filibustero*, dans son acception moderne du XIX^e^ siècle, soit apparu lors de la couverture médiatique des expéditions de Lopez. Le mot désigne ainsi en 1850 un aventurier participant à une opération armée sans l'aval gouvernemental et généralement en vue d'un gain pécuniaire et/ou dans un but politique[13]. La clandestinité de Narciso Lopez est elle-même relativement ambiguë puisqu'avant de se lancer dans la flibuste et la libération insulaire, l'ex-soldat était arrivé à Cuba comme

[13] Rodrigo Lazo, *Filibustering and Cuban Exiles in the United States,* Chapell Hill, The University of North Carolina Press, 2005, p. 21 *et sq*.

assistant du gouverneur, après avoir combattu pour la Couronne espagnole contre les carlistes en Péninsule. Expulsé de Cuba en 1848 alors qu'il était devenu un opposant au pouvoir colonial, Lopez se réfugie aux États-Unis d'où il organise sa première expédition. Il prend des contacts dans les rangs des politiciens états-uniens et recrute des exilés cubains et des aventuriers de tous bords afin de lancer deux opérations navales simultanées : une depuis New York, l'autre depuis La Nouvelle-Orléans. En 1849, alors que tout est fin prêt, le président Taylor condamne ouvertement la pratique des invasions flibustières, possiblement assimilées à une expansion étatsunienne. Les bateaux de López sont donc saisis et l'opération n'a pas lieu. Après cet échec, López décide de privilégier les contacts dans le sud de l'Union, comptant sur le ressort important de l'esclavagisme. C'est donc à La Nouvelle-Orléans qu'il rencontre une meilleure audience : le sénateur Jefferson Davis, le colonel Robert Lee ou encore le gouverneur du Mississippi John Quitman, appuient son projet. Le débarquement de 600 hommes a lieu à Cárdenas, en mai 1850. Faute de soutien local, la mission finit par échouer et la troupe doit se replier à Key West, où l'organisation se dissout immédiatement afin que son caractère illégal ne puisse pas lui être fatal.

Les limites de la légalité sont en effet souvent frôlées. À la suite de ce nouvel échec, López et les siens sont convoqués par une cour fédérale. Mais faute d'éléments suffisants pour être condamnés, seuls les soutiens politiques nord-américains s'y brûlent les ailes : John Quitman est ainsi tenu de démissionner. Malgré ce revers, Lopez prépare une troisième tentative. En août 1851, une autre expédition quitte la côte est des États-Unis pour « l'île martyre », comme l'appellent les flibustiers, pour laquelle Lopez est accompagné d'un général du Kentucky, William Crittenden. Interceptée par les Espagnols, l'équipée est décimée par l'ennemi, et les deux leaders sont exécutés à Cuba. La plupart des survivants de cette dernière tentative, États-Uniens, Européens et Créoles confondus, sont

envoyés comme forçats dans les mines de la Péninsule[14]. Cette courte chronologie des expéditions flibustières de López montre à quel point les soutiens informels et personnels se démarquent des positions officielles : tant aux yeux du gouvernement espagnol qu'à ceux des cabinets fédéraux des États-Unis, ces entreprises étaient d'abord des initiatives illégales, au-delà des sympathies que pouvait rassembler l'annexionnisme.

Dans la Cuba des années 1850, certains mouvements indépendantistes se traduisent par de sporadiques conspirations, toujours dénoncées et durement réprimées : celles de Joaquin de Agüero en 1851 et celle de Ramon Pintó en 1855 sont les exemples retenus par la presse internationale de l'époque[15]. Mais parallèlement à ces événements, d'autres expéditions similaires à celle de López renforcent l'idée de la frontière floue entre clandestinité et appui officiel des États-Unis. Le cas de Francisco d'Estrampes l'illustre bien. À la fin de l'année 1854, ce natif de Cuba, devenu citoyen étatsunien, est condamné à mort par les autorités espagnoles après avoir tenté une expédition depuis le Nord. La goélette *John G. White* transportait des armes et de la poudre, et d'Estrampes ne s'est pas caché de vouloir « déclencher une révolution »[16]. La presse et une partie de l'opinion nord-américaine soutiennent l'accusé, mais il n'en reste pas moins un hors-la-loi aux yeux de la justice des deux rives. Les États-Unis ne peuvent que condamner ce type d'entrave à leurs accords diplomatiques avec l'Espagne.

Il faut enfin ajouter que tout au long du XIXe siècle, à Cuba comme ailleurs en Europe et en Amérique, les révoltes et complots politiques sont toujours plus ou moins liés – ou soupçonnés d'être liés – à la sphère des francs-maçons. Or, la plupart des séparatistes cubains sont affiliés à une loge, ce qui ajoute à la composante clandestine une dose de secret. Si l'on prend l'exemple des différentes juntes qui regroupent les séparatistes

---

[14] Tom Chaffin, *Fatal Glory: Narciso López and the First Clandestine U.S. War against Cuba*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1996.

[15] *The New York Times,* "Execution of Ramón Pintó", 31 mars 1855.

[16] *The Daily National Intelligencer,* 23 décembre 1854.

indépendantistes de l'île et de New York – la *Junta Cubana*, 1852-1893, et la *Junta conspiradora de Puerto Principe*, créée en 1852 –, on y retrouve une sociabilité franc-maçonne qui circule entre Caraïbes et Amérique du Nord[17].

Ainsi, la création et la mise en place d'un réseau transnational d'entraide et de solidarité chez les Cubains séparatistes se font d'abord, dans les années 1850 et 1860, dans le contexte d'expéditions flibustières et de publications clandestines qui transcendent la division entre mouvement insulaire et exil politique. Une fois la guerre contre l'Espagne déclarée, les dynamiques de la clandestinité et de l'exil changent : à l'image des positions politiques des acteurs, elles se radicalisent.

## L'exil et la guerre : codes et clandestinité subjective 1868-1878

La mémoire historique de la Guerre de Dix Ans retient le rôle central des exilés pour le déroulement des événements indépendantistes. Une citation patriotique les décrit comme « cette aile de l'armée *mambí* »[18]. Tout au long de ce premier conflit, l'exil new-yorkais devient peu à peu un *lobby*, une association de puissants ou, du moins, de personnalités proches d'États-uniens influents. Les combattants de l'île quant à eux, ne luttent plus à visage couvert. Néanmoins, dans les deux camps, la clandestinité est paradoxalement toujours de mise, voire indispensable dans certains cas.

---

[17] Dominique Soucy, « La pensée maçonnico-libérale à Cuba (1811-1902): expression, diffusion et appropriation nationale », thèse de doctorat, Université de Paris VIII, 2003, p. 92 *et sq*.

[18] *Mambí* est le nom créole donné aux combattants de l'armée de libération cubaine.

*Lettres codées et envois d'armes dans les cercles de l'exil new-yorkais*

À partir des années 1860 et *a fortiori* une fois la guerre déclenchée, les exilés des États-Unis et d'ailleurs se mobilisent de façon plus active que par la seule publication de feuillets et pamphlets en tout genre. Les expéditions se poursuivent mais sous une forme différente des tentatives annexionnistes. Plutôt que de débarquer pour prendre l'île, il s'agit désormais d'envoyer des armes aux combattants. C'est ce que tentent par exemple d'organiser les frères Fernández-Cavada : deux d'entre eux sont au combat, dans le centre de Cuba, tandis que le troisième est à Philadelphie, où la famille a des attaches. En 1869, la correspondance de la fratrie dévoile des projets de missions nocturnes surtout destinées à pourvoir le camp *mambí* de poudre, d'armes et de vêtements, ce qui ne laisse pas pour autant de côté l'éventualité d'une invasion depuis l'étranger. On trouve de nombreuses lettres codées décrivant ces opérations dans le fonds Fernández-Cavada, faisant du cas particulier de ces trois frères répartis entre île insurgée et exil cossu une forme de clandestinité presque intrafamiliale[19].

C'est précisément au sujet de ces envois d'armes et de vivres que les correspondants d'Amérique du Nord écrivent des lettres codées en direction de l'île. La correspondance de Carlos Del Castillo, par exemple, est constituée par de nombreuses missives illisibles sans une clé, laquelle est parfois présente dans les documents. Ce créole cubain, proche du banquier new-yorkais Moses Taylor, était avec Manuel de Quesada membre de l'« Agence Confidentielle de la République de Cuba à l'Étranger ». Ce groupe se chargeait de rassembler des fonds, à travers des souscriptions à des publications indépendantistes, des conférences, des bons, ou même des dons, afin de soutenir les Cubains de l'île. Les

[19] Cuban Heritage Center (CHC) – University of Miami, Floride, Fonds Fernández-Cavada.

traces de pratiques clandestines dans les échanges de lettres entre membres de ce gouvernement de l'exil peuvent donner une idée de la manière dont ce groupe new-yorkais jouait parfois avec les marges de la légalité. En 1872 par exemple, Leopoldo Furla, le trésorier de la Société des Artisans de La Nouvelle-Orléans, envoie à Carlos del Castillo 100 pesos pour l'achat de fusils destinés à l'Armée de Libération (*Ejército Libertador*), ainsi que 30 pesos pour la famille du Général Quesada[20]. Une telle initiative collective et interne à l'exil constitue une démarche parallèle aux négociations diplomatiques, à celles de voix qui s'élèvent dans un contexte officiel[21], alors même qu'à cette date, les États-Unis n'ont pas reconnu le conflit entre l'Espagne et Cuba. Les nombreuses lettres codées que comprennent les papiers de Carlos Del Castillo (un document sur vingt environ), vont dans ce même sens d'une clandestinité occasionnelle, réservée à certaines circonstances, et qui vise surtout à esquiver la surveillance des agents de l'Espagne qui épient l'exil. C'est dans ce domaine que l'on peut déceler un avant 1868 et un après-guerre : avant le conflit, il est question dans les lettres codées d'expéditions et de manœuvres secrètes d'annexionnistes ou d'indépendantistes ; après 1868, ce sont les lettres concernant les évolutions du conflit et les besoins en armes qui utilisent des symboles cryptés.

C'est donc avant tout vis-à-vis du gouvernement péninsulaire et des autorités espagnoles de l'île que l'exil post-1868 s'affirme comme résolument clandestin. Non seulement les combattants du mouvement armé sont considérés comme des insurgés – et non comme une armée (eux-mêmes s'autoproclamant « Armée libératrice » « *Ejército Libertador* »), mais les exilés sont eux aussi poussés dans les retranchements de la légalité par la Mère Patrie, pour qui l'appartenance à un club ou à une junte est le comble de la clandestinité. Une lettre de l'exilé Pedro de León, datée du 6 août 1870 et adressée à son compatriote

[20] NYPL, Moses Taylor Papers, carton 306, dossier 44. Environ 1 300 euros actuels.

[21] Manuel de Quesada, *Address of Cuba to the United States,* 1873, New York.

Carlos Del Castillo explique que lors d'un séjour à Madrid, il se voit confisquer ses biens pour « appartenance au club cubain de La Nouvelle-Orléans », où il réside. L'homme est pourtant citoyen étatsunien : rien n'y fait[22]. À la même période, beaucoup de politiciens étatsuniens soutiennent ouvertement les « insurgés » cubains[23] avec toute la réserve et l'ambiguïté que leur imposent le respect des traités et la politique extérieure fédérale de l'époque.

En définitive, exilés et combattants sont désormais également stigmatisés comme clandestins par les autorités espagnoles. Aux yeux des États-Unis néanmoins, un certain taux de clandestinité semble plus tolérable qu'à l'époque de l'annexionnisme flibustier. La guerre paraît justifier une clandestinité relative auprès du voisin du nord, d'autant plus qu'elle est durement réprimée par l'Espagne. Finalement, le glissement qui s'opère alors est celui de la clandestinité au secret.

Il apparaît donc qu'avant la première guerre d'indépendance cubaine, les séparatistes cubains sont un mouvement clandestin dans l'île alors que le réseau transnational qui les appuie, principalement depuis les États-Unis, constitue un exil politique d'élite sous forme de réseaux de solidarité. Cet exil participe aux expéditions et aux publications antiespagnoles, qui ne sont clandestines qu'une fois *dans* l'île. À l'étranger, ces initiatives – quoi que parfois désapprouvées par le gouvernement étatsunien – sont soutenues par des lobbies et des fortunes personnelles. Durant cette première période, qui précède 1868, la frontière intérieure/extérieure de Cuba qui délimiterait aussi la limite mouvement clandestin/réseau de soutien international, est résolument poreuse, mal définie. Comme on a tenté de le montrer brièvement ici, les séparatistes passent relativement

[22] NYPL, Moses Taylor Papers, carton 305, dossier 62.
[23] Manuel de Quesada, *Address of Cuba to the United States,* New York, 1873.

facilement d'exil à action armée dans l'île, et la définition des activités de chacun des camps est mouvante.

Une fois la guerre d'indépendance commencée, un plus grand nombre de séparatistes cubains s'installent à l'étranger, souvent après avoir été expulsés de l'île, et y deviennent un exil reconnu et légitimé par certains soutiens internationaux. C'est particulièrement le cas aux États-Unis et à plus forte raison depuis l'issue de la Guerre de Sécession, en 1865 : la question de l'esclavage n'est dès lors plus supposée être un poids dans la balance diplomatique.

L'aide des opposants devenus exilés aux séparatistes au combat est de moins en moins clandestine, même si elle demeure discrète, voire secrète. Le taux de clandestinité de ces activités subversives dans et hors de l'île est désormais seulement fixé par l'ennemi espagnol. La frontière entre exilés et combattants se renforce et efface progressivement la composante clandestine transnationale : les codes de la clandestinité, eux, perdurent presqu'exclusivement aux yeux de la Mère Patrie. Alors que Washington ou Paris accueillent et écoutent des représentants de la cause cubaine, érigée en République par ses supporters, Madrid considère encore dans les années 1880 ceux de l'île et ceux de l'exil respectivement comme des bandits et des mercenaires.

# « S'enfuir et secourir », 1944-1948

*Brichah* et l'émigration des Juifs de Pologne

***A**UDREY **K**ICHELEWSKI*

> « Quand nous avons recouvré la liberté, nous sommes allés dans notre village – maisons brûlées, il ne restait plus que dix personnes. Mais à la décharge, à deux kilomètres de la ville, dans un grand ravin, gisaient 1 000 personnes, toutes avec la tête tournée dans le même sens. […] Nous avons vu cela de nos propres yeux, en creusant les fosses. Et cela nous a plutôt obligés à nous enfuir de cette terre sanglante où nous avions perdu nos parents, nos proches. Pour être entre nous, frères et sœurs, intéressés par notre survie et notre sort »[1].

Ce témoignage de jeunes rescapés de la Shoah en Pologne est assez représentatif de ce que pouvaient ressentir les survivants de l'extermination des Juifs d'Europe à leur retour dans leurs foyers[2]. Comment survivre après avoir perdu les siens, et dans le cas de la Pologne, espace principal de l'anéantissement des Juifs, comment demeurer dans le cimetière de ses proches, en particulier lorsque l'indifférence, sinon l'hostilité domine autour de vous ? Telles étaient les questions qui tourmentaient les dizaines de

---

1 Témoignage de Deborah et Cypa Szparberg, cité dans Joanna Iwaszkiewicz, *Wtedy kwitły forcyce. Pamięci dzieci – ofiar Holocaustu* [Les forsythia étaient en fleurs. Mémoires d'enfants – victimes de l'Holocauste], Varsovie, « bis », 1993, p. 189-190.

2 L'auteur est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg. Cet article reprend en partie des éléments analysés dans sa thèse de doctorat : « Les survivants. La place des Juifs dans la société polonaise, 1944-1949 », soutenue en 2010, sous la direction d'André Kaspi, à l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne.

milliers de *She'erit Hapletah* – le reste des survivants, selon une expression biblique utilisée pour désigner les rescapés de la Shoah en Europe –, dans leur identité de groupe et leurs espoirs d'une reconstruction, ailleurs[3]. Une majorité choisit de partir. Mais dans une Europe en ruines, en proie à de multiples secousses politiques, les mouvements migratoires de l'immédiat après-guerre étaient l'objet d'une vigilance toute particulière des États craignant l'afflux massif de populations exsangues et démunies. Dans ce contexte troublé, l'essentiel des flux se fit alors dans l'illégalité ou la semi-légalité, sous le regard parfois complice ou conciliant d'autorités nationales ou d'institutions internationales.

Dans le cas des survivants juifs d'Europe centrale et orientale, environ 250 000 personnes s'enfuient au sortir de la guerre vers l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie – pays de transit en attendant d'autres cieux en Europe –, mais plus souvent outre-Atlantique ou vers le futur État d'Israël. Ce mouvement fait suite aux différentes tentatives d'émigration illégale vers la Palestine depuis l'Europe centrale, avant et surtout pendant la Seconde Guerre mondiale[4]. Afin de gérer ces flux, l'organisation *Brichah* – qui littéralement signifie « la fuite » en hébreu et désigne à la fois la fuite et le mouvement qui l'organise – a joué un rôle majeur. « S'enfuir et secourir », telles étaient en effet ses principales missions décrites, il y a plus de

---

[3] Sur les différents usages de ce terme, voir Dan Michman, « On the Definition of *She'erit Hapletah* » in Dan Michman, *Holocaust Historiography: A Jewish Perspective. Conceptualizations, Terminology, Approaches, and Fundamental Issues*, Londres et Portland, Valentin Mitchell, 2003, p. 310.

[4] Sur la mise en contexte de ce mouvement, voir Yehuda Bauer « *Brichah* », in Israël Gutman et Avital Saf (eds), *She'erit Hapletah 1944-1948. Rehabilitation and Political Struggle*, comptes rendus de la sixième conférence historique internationale de Yad Vashem, (oct. 1985), Jérusalem, Yad Vashem, 1990, p. 51-59.

quarante ans, par l'historien Yehuda Bauer[5]. L'objectif principal de cet article est de comprendre l'action de cette organisation en Pologne entre 1944 et 1948, d'où elle fit partir plus de 120 000 Juifs, soit près de la moitié des rescapés de la Shoah dans ce pays[6]. À partir de sources administratives polonaises et de témoignages, nous pouvons éclairer d'un jour nouveau l'activité de ce réseau transnational clandestin, fort de nombreuses cellules dans toute l'Europe et disposant de soutiens inattendus de la part d'institutions officielles. Après avoir inscrit la création de *Brichah* dans le contexte spécifique de la sortie de guerre polonaise, nous reviendrons sur sa structure, son réseau, ses méthodes et enfin ses relations complexes avec les organismes officiels chargés de l'aide et du contrôle de la population juive. La conclusion permettra de dresser le bilan des cinq années de son activité.

## Le contexte : une sortie de guerre dans la violence

On estime à moins de 10 % le nombre de survivants sur les plus de trois millions de citoyens juifs polonais vivant dans le pays en 1939. Leurs expériences de la guerre – et, partant, leur situation matérielle, psychologique et même géographique – sont des plus diverses. Une partie d'entre eux, quelques milliers, est sortie des camps de concentration de Pologne et d'Allemagne, d'autres se sont cachés sous une fausse identité, ou ont rejoint les rangs de l'armée polonaise formée en Union soviétique, et enfin, les plus nombreux ont vécu dans les confins de l'URSS, souvent dans des conditions très difficiles. Cette multiplicité des localisations et des

---

5 Yehuda Bauer, *Flight and Rescue: Brichah. The Organized Escape of the Jewish Survivors of Eastern Europe, 1944-1948*, New York, Random House, 1970.

6 *Ibid.*, p. 119, 126, 287, 289. Archives de l'Institut d'histoire juive (*Archiwum Żydowskiego Instytutu Historycznego*, AŻIH), Présidium, 1-3, Protocole n° 11 de la réunion du Présidium du Comité central des Juifs de Pologne du 20 février 1946 et protocole n° 63 du 5 août 1946.

cas particuliers explique l'impossibilité d'obtenir des estimations précises quant au nombre de rescapés et, plus encore, au nombre de migrants parmi ceux-ci. Parmi les sources disponibles à partir desquelles nous pouvons évaluer cette population, figure la cartothèque du Comité central des Juifs de Pologne (CKŻP)[7], organisme officiel créé sous l'égide du Comité polonais de Libération nationale. Le CKŻP enregistre en effet toutes les personnes qui se présentent à l'un de ses bureaux dans le pays depuis leur ouverture à la fin de 1944. En juillet 1946, les registres du comité comptabilisent 243 926 personnes. Ce chiffre inclut certes les 190 000 rapatriés d'URSS. En revanche, il ne tient compte ni des enregistrements multiples en cette période d'intenses migrations intérieures d'une région à l'autre de Pologne, ni surtout des personnes qui, pour diverses raisons – faux papiers conservés, sortie clandestine du territoire –, ne s'étaient présentées à aucun bureau[8].

Indépendamment de la manière dont les rescapés ont survécu, il est évident qu'après la Shoah, il est impossible de revenir à « la vie d'avant ». Des milliers de familles juives sont placées devant l'alternative de rester dans le pays qui était leur patrie ou de partir pour commencer une nouvelle vie ailleurs. Ceux qui choisissent la première option croient en la possibilité de la renaissance d'une vie juive dotée d'une certaine autonomie ou bien ont choisi de s'assimiler totalement à la société polonaise. Mais la majorité souhaite partir. Les raisons qu'ils invoquent – reprises par les rapports de l'époque et par les historiens aujourd'hui – sont nombreuses : psychologiques (comment vivre dans un cimetière ? – comme le souligne le témoignage cité en ouverture), politico-économiques (l'instauration du communisme prive les rescapés de leurs propriétés, moyens de productions et métiers traditionnels, tout en limitant leur pratique religieuse), idéologiques (attrait du sionisme et perspective de la création

---

7 *Centralny Komitet Żydów w Polsce* (CKŻP).

8 Pour les chiffres de cette émigration et la difficulté de leur élaboration, voir ma thèse de doctorat : « Les survivants… », *op. cit.*, p. 96-104.

d'un État juif). À cela s'ajoute la crainte de l'antisémitisme, particulièrement violent dans ses manifestations de l'immédiat après-guerre, faisant plusieurs centaines sinon milliers de victimes parmi les rescapés[9].

Une fois prise la décision de quitter la Pologne, plusieurs possibilités s'offrent aux candidats au départ. Dès sa création, le Comité polonais de Libération nationale accorde une attention particulière à la défense des droits de la minorité juive. Durant la sixième session du parlement provisoire en décembre 1944, qui entérine la naissance du gouvernement provisoire des communistes et de leurs alliés, Edward Osóbka-Morawski, Premier ministre et également ministre des Affaires étrangères, confirme l'égalité des droits des Juifs et l'aide aux rescapés promises dans le Manifeste de Juillet – l'acte de naissance du nouveau régime –, tout en déclarant que le gouvernement ne s'oppose pas à l'émigration volontaire des Juifs qui le désirent[10]. Ces affirmations – qui proclament à la fois la volonté de restaurer une vie juive en Pologne et la prise en compte du souhait des rescapés de partir – sont le fruit de demandes émanant des représentants juifs dans les premières instances gouvernementales mais également de la nécessité d'apparaître aux yeux des puissances occidentales comme une autorité libérale et bienveillante.

À l'été 1945, lorsque les violences antijuives commencent à gagner en ampleur et à être médiatisées en Pologne et à l'étranger, le Premier ministre réitère ses affirmations, selon lesquelles le gouvernement polonais ne fait pas barrière aux citoyens polonais d'origine juive souhaitant émigrer :

---

9 Sur cette thématique, voir Jan T. Gross, *La Peur : l'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, traduit de l'américain par Jean-Pierre Ricard et du polonais par Xavier Chantry, coédition Mémorial de la Shoah, Calmann-Lévy, 2010 [1re éd. 2006].

10 Archives des Actes Nouveaux (AAN), Parlement provisoire (*Krajowa Rada Narodowa*, KRN), B 7677, protocoles de la 6e session, 31 décembre 1944-3 janvier 1945.

> « […] Avec la fin de la guerre, la diminution des problèmes de transport, l'ouverture des ports polonais, la reprise des relations diplomatiques avec le monde entier, le Gouvernement ne freinera pas l'émigration des citoyens de nationalité juive qui désirent émigrer »[11].

Ces déclarations bienveillantes laisseraient supposer que le nouveau gouvernement polonais qui se met en place favorise l'émigration juive, tout du moins dans son versant légal. Pourtant, les structures pour faciliter cette émigration ne sont mises en place que tardivement, une fois que les autorités polonaises sont suffisamment établies pour pouvoir les créer. Le CKŻP ouvre un département consacré à l'émigration au début de l'année 1946, faisant l'intermédiaire entre les demandeurs et l'administration polonaise. Pour obtenir un tampon « pour l'émigration » sur son passeport, il faut avoir obtenu un visa du pays d'accueil ou une invitation et s'être fait enregistrer auprès du CKŻP[12]. Cette dernière instance aide les demandeurs à obtenir visas et promesses d'accueil, notamment en coopérant avec des organisations juives internationales, comme l'Agence juive, l'*American Jewish Joint Distribution Committee*[13] ou le *Hebrew Sheltering and Immigration Aid Society (HIAS)*[14]. Des organisations religieuses comme *Vaad Hatzalah* – comité américain de sauvetage de Juifs religieux qui œuvre durant et après la Shoah pour faire sortir des pays occupés des rabbins d'Europe centrale –, obtiennent ainsi quelques milliers

---

[11] AAN, KRN, B 7679, protocoles de la 8e session, 21-23 juillet 1945.

[12] Archives du ministère des Affaires étrangères polonais (*Archiwum Ministerstwo Spraw Zagranicznych*, AMSZ), Bureau consulaire, carton 20, tome 4.

[13] Organisation caritative, fondée aux États-Unis, en 1914, initialement pour secourir les Juifs de Palestine, elle a pour but de venir en aide aux différentes communautés juives à travers le monde.

[14] *Hebrew Sheltering and Immigration Aid Society*, organisation juive américaine chargée de faire émigrer des populations juives en péril. Elle facilitait les démarches d'obtention d'une invitation, notamment lorsque le demandeur avait de la famille à l'étranger.

de visas pour des Juifs orthodoxes[15]. Les partis politiques juifs disposent également de leurs propres structures d'aide pour leurs militants. Conformément à leur idéologie, les militants des partis sionistes œuvrent pour obtenir des visas pour la Palestine et, à partir de mai 1948, pour Israël. Les Bundistes[16], dont la branche polonaise se dissout à la fin de l'année 1948, contribuent aussi à faire partir de Pologne quelques centaines de militants, notamment vers la Suède, la Norvège et la France[17].

Mais ces démarches sont longues, compliquées et trop peu souvent couronnées de succès. Durant les six premiers mois de son activité, le département de l'Émigration du CKŻP ne parvient à obtenir que 838 visas d'émigration, majoritairement à destination des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de l'Amérique latine, ainsi que 200 visas suédois[18]. Au total, l'émigration légale aurait concerné entre 7 et 15 000 personnes par an entre 1945 et 1947. Durant cette période, on recense près de 12 000 Juifs polonais arrivant légalement en Palestine sous mandat britannique[19].

---

[15] Sur cette organisation et son action, voir Efraim Zuroff, *The Response of Orthodox Jewry in the United States to the Holocaust. The Activities of Vaad ha-Hatzala Rescue Committee 1939-1945*, New York, Michael Scharf Publication Trust of the Yeshiva University Press, 2000.

[16] Le *Bund*, Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, est un mouvement politique socialiste juif né en 1897, à Vilnius, visant à l'émancipation des masses populaires juives tout en conservant leur autonomie et leur langue, le yiddish. En ce sens, il s'oppose à la fois au sionisme et au communisme.

[17] Józef Adelson, « W Polsce zwanej Ludowa » [En Pologne dite populaire], *in* Józef Adelson, Teresa Prekorowa, Jerzy Tomaszewski, Piotr Wróbel (éd.), *Najnowsze dzieje Zydow w Polsce w zarysie* [Histoire contemporaine des Juifs de Pologne. Essais], Varsovie, PWN [Panstwowe Wydawnictwo Naukowe – Édition Scientifique nationale], 1993, p. 415.

[18] AAN, ministère de l'Administration publique (noté MAP par la suite), 788, Compte rendu de l'activité du CKŻP pour la première moitié de l'année 1946, p. 131-136.

[19] Sur le détail de ces chiffres, voir Albert Stankowski, « Nowe spojrzenie na statystyki dotyczące emigracji Żydów z Polski po 1944 roku » [Nouveaux

L'essentiel des départs de Pologne, entre 140 000 et 200 000 personnes, se fait donc dans l'illégalité.

## Un réseau transnational clandestin : Brichah

L'émigration illégale commence dès la libération des premiers territoires polonais de l'occupation nazie. Ces départs sont aussi bien individuels et spontanés que collectifs et organisés. Ils sont par ailleurs favorisés par la composition même de la population rescapée juive – majoritairement masculine et jeune, donc plus encline à prendre le risque d'une fuite illégale[20]. Le principal réseau organisant cette émigration, *Brichah* aurait permis environ 120 000 à 140 000 départs de Pologne entre 1944 et 1947, contre 20 000 à 60 000 départs individuels.

### *Les routes de l'exil*

Comment se constitue ce réseau et quelles sont ses méthodes d'action ? La Coordination sioniste *Brichah* naît dans l'un des premiers territoires polonais libérés par l'armée Rouge, à Rovno en février 1944[21]. Elle est créée par des groupes de résistance juive issus principalement des mouvements de jeunesse sionistes *Dror* et *Hachomer Hatsaïr*. Leur objectif

regards sur les statistiques relatives à l'émigration des Juifs de Pologne après 1944], in Grzegorz Berendt, August Grabski et Albert Stankowski (dir.), *Studia z historii* Żydów *w Polsce po 1945* roku [Études sur l'histoire des Juifs en Pologne après 1945], Varsovie, ŻIH, 2000, p. 110-111.

20 La proportion était de 82 femmes pour 100 hommes. 85 % des rescapés avaient entre 18 et 59 ans, cf. *Zarys działalności CKŻP za okres od 1 stycznia do 30 czerwca 1946* [Contours de l'activité du CKŻP pour la période comprise entre le 1er janvier et le 30 juin 1946], Varsovie, CKŻP, 1947.

21 D'après les frontières de 1939. Rovno, aujourd'hui Rivne, se trouve dans l'actuelle Ukraine.

est d'organiser la fuite des rescapés juifs pour atteindre la Palestine. Dans cette zone sous contrôle soviétique, toute activité non encadrée par le Parti est *de facto* illégale et les mouvements sionistes ont été interdits en URSS dès la fin des années 1920. Les vitrines légales utilisées sont celles de la congrégation religieuse ou de la coopérative artisanale. Leur première mission est de trouver une route pour gagner la mer, à travers les Carpates et la Roumanie. Des émissaires du foyer juif de Palestine les aident dans leur mission, mais il est important de souligner que l'initiative vient d'Europe et non de Palestine[22]. Leurs rangs se renforcent après la libération de Vilnius à l'été 1944, à laquelle participe une brigade de partisans juifs dirigée par Aba Kovner, qui prend la direction de l'organisation. Après l'arrestation par le *NKVD* d'émissaires de *Brichah* en Roumanie, l'organisation décide de s'installer dans la ville de Lublin, contrôlée depuis l'été 1944 par le Comité polonais de Libération nationale. La route vers la Roumanie prend forme, à travers les Carpates, en train, camion ou à pied. De là, un émissaire de Palestine doit guider les rescapés jusqu'à la Terre promise. Les gardes-frontières soviétiques sont facilement corruptibles, quand ils ne ferment pas simplement les yeux sur de grossiers faux papiers de la Croix-Rouge[23]. Par petits groupes, de dix à vingt personnes, on estime à environ 2 000 à 3 000 le nombre de Juifs arrivés en Roumanie en avril 1945[24]. Certains sortent tout juste des camps de concentration récemment libérés ou bien de leurs cachettes. Cependant la plupart sont issus de la résistance juive auprès de l'armée Rouge et ont combattu à Rovno et Vilnius ou appartiennent au mouvement de jeunesse *Hachomer Hatsaïr* et ont passé la guerre à Tachkent, en Asie centrale.

---

[22] Yehuda Bauer, « *Brichah* », in Israël Gutman et Avital Saf (éd.), *She'erit Hapletah 1944-1948*, *op. cit.,* p. 51-59.

[23] Voir le témoignage de Stefan Grajek, *Po wojnie i co dalej. Żydzi w Polsce, w latach 1945-1949* [Après la guerre et ensuite. Les Juifs en Pologne dans les années 1945-1949], traduit de l'hébreu par Aleksander Klugman, Varsovie, ŻIH, 2003, p. 39.

[24] Yehuda Bauer, *Flight and Rescue....*, *op. cit.*, p. 31.

L'activité de *Brichah* devant rester secrète – le président du Comité central des Juifs de Pologne ayant refusé d'aider ces actions illégales[25] – et Lublin étant la capitale provisoire de la Pologne, l'organisation se choisit un nouveau centre, Cracovie, à partir de février 1945. La route pour la Roumanie passe alors par les centres de transit établis par *Brichah* à Rzeszów et Tarnów, puis par Krosno et la frontière tchécoslovaque, et de là vers la Hongrie et la Roumanie. Les départs se font plus massifs et surtout plus spontanés – c'est-à-dire indépendamment du réseau clandestin *Brichah* – à partir du printemps et de l'été 1945, stimulés par la vague de violences antijuives qui sévit alors. Les autorités polonaises commencent à réagir, en donnant l'ordre d'arrêter la distribution de laissez-passer vers la Tchécoslovaquie à partir de Cracovie[26]. Mais la représentation diplomatique de la Pologne à Prague demeure libérale en matière de formalités, distribuant sans contrôle les papiers d'identités nécessaires aux émigrés juifs polonais qui demandent des passeports de sortie sous le prétexte du « regroupement familial »[27]. Le pogrome de Cracovie, qui fait cinq morts et des dizaines de blessés le 11 août 1945, accélère encore le mouvement migratoire : plus de 30 000 départs sont organisés par *Brichah* dans la seconde moitié de 1945.

Après cet attentat et avec la fermeture de la route tchèque, *Brichah* s'installe à Łódź. La route la plus utilisée alors est celle qui passe par la Slovaquie vers l'Autriche, pour rejoindre les ports italiens ou français. Lorsque la frontière italienne est fermée en août 1945, les réfugiés sont dirigés par la Tchécoslovaquie vers les camps de personnes déplacées

---

[25] Natalia Aleksiun-Mądrzak, « Nielegalna emigracja Żydów z Polski w latach 1944-1947 » [L'émigration illégale des Juifs de Pologne dans les années 1944-1949], deuxième partie, *Biuletyn ŻIH* 3/179, 1996, p. 42.

[26] Anna Cichopek, *Pogrom Żydów w Krakowie. 11 sierpnia 1945 roku* [Le pogrome des Juifs de Cracovie, 11 août 1945], Varsovie, ŻIH, 2000.

[27] AMSZ, 6, 1689, t. 105, p. 2-5, lettre à la représentation de la République polonaise à Prague du 31 juillet 1945 et rapport de la représentation du 18 décembre 1945.

(DP) des zones américaines en Allemagne et en Autriche[28]. Le choix de la zone américaine comme lieu privilégié pour l'émigration des réfugiés organisée par *Brichah* est à la fois d'ordre humanitaire et stratégique. Humanitaire, car les Américains traitent mieux les *DP* juifs que les Britanniques ou les Français – ils ont par exemple établi à l'automne 1945 des camps séparés pour les *DP* juifs, afin que ces derniers ne soient pas maltraités par d'autres réfugiés et obtiennent des rations correctes de nourriture. Stratégique, car en remplissant les camps de *DP* de réfugiés juifs, le but est aussi de faire pression sur les Américains pour qu'en retour ils demandent à la Grande-Bretagne des modifications de ses lois migratoires vers la Palestine[29]. *Brichah* devient alors un véritable réseau international, avec des cellules dans plusieurs pays. Outre la Roumanie, un bureau ouvre à Prague en mai 1945, fondé par des rescapés du camp de Terezin. Par ailleurs l'arrivée d'émissaires palestiniens en Pologne en octobre 1945 renforce les liens de cette organisation avec les services secrets du foyer juif en Palestine, le Mossad[30].

Après un ralentissement relatif du mouvement durant l'hiver 1945-1946, dû autant aux raisons climatiques qu'aux premières mesures de contrôle prises par les autorités polonaises et tchécoslovaques pour lutter contre l'émigration illégale[31], le flot de départs reprend au printemps 1946,

---

[28] Albert Stankowski, « Emigracja Żydów z Pomorza zachodniego w latach 1945-1960 » [L'émigration de Juifs de Poméranie occidentale], in August Grabski, Maciej Pisarski et Albert Stankowski [dir.], *Studia z dziejów i kultury Żydów w Polsce po 1945 roku* [Études sur l'histoire et la culture juives en Pologne après 1945], Varsovie, ŻIH, 1997, p. 106.

[29] Sur ce sujet, voir Angelika Konigseder, Juliane Wetzel, *Waiting for Hope: Jewish Displaced Persons in Post-World War II Germany* [1994], traduit de l'allemand par John A. Broadwin, Evanston, Northwestern University Press, 2001, p. 31-41 et p. 47-53.

[30] Natalia Aleksiun-Mądrzak, « Nielegalna emigracja Żydów z Polski w latach 1944-1947 » [L'émigration illégale des Juifs de Pologne dans les années 1944-1949], deuxième partie, *Biuletyn ŻIH*, 3/179, 1996, p. 45.

[31] La Grande-Bretagne fait notamment pression sur les Tchécoslovaques pour qu'ils ferment leur frontière aux Juifs polonais qui viennent grossir les rangs des

principalement alimenté par la vague de rapatriés d'URSS, dont beaucoup aspirent à quitter la Pologne aussitôt arrivés. Les routes pour quitter la Pologne se multiplient. Le port de Szczecin sur la mer Baltique, l'un des points d'arrivée des rapatriés, devient ainsi une plaque tournante pour les départs vers Berlin : entre 250 et 300 Juifs quittent quotidiennement le pays par cette voie au printemps 1946. Ils utilisent principalement les camions de l'Armée rouge, prenant soin d'acheter le silence des gardes-frontières soviétiques. Un autre moyen illégal est imaginé par les organisateurs de *Brichah* à Szczecin. À la suite d'un accord polono-britannique, des échanges entre populations polonaises et allemandes sont organisés par train entre Szczecin et la zone d'occupation britannique en Allemagne. La Coordination sioniste profite de ce moyen de communication pour faire passer de nombreux rescapés juifs pour des Allemands du Reich et ainsi les faire passer en Allemagne. Ils parviennent de la sorte à inclure quelques centaines de Juifs dans des transports de 1 500 personnes[32].

*Les méthodes de* Brichah *: les* kibboutsim

La Coordination sioniste use de diverses méthodes pour recruter les candidats au départ. Les militants des partis et organisations de jeunesses sionistes sont les premiers recruteurs, d'abord au sein de leurs partis puis pour l'émigration. Comme se souvient une rescapée, leur action

demandeurs d'asile vers la Palestine alors sous mandat britannique. Ces demandes ne sont pourtant qu'à moitié exaucées. Ainsi Jan Masaryk, alors ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, déclare-t-il en privé que laisser venir les Juifs polonais est un « formidable investissement politique ». Il approuvait et soutenait notamment la perspective d'une émigration juive ultérieure vers la Palestine pour fonder un État juif, même s'il faisait officiellement preuve de bonne volonté envers les exigences britanniques (d'après Natalia Aleksiun-Mądrzak, « Nielegalna emigracja… », *op. cit.*, p. 44).

32 Albert Stankowski, « Emigracja Żydów… », *op. cit.*, p. 110 et p. 117-118.

commence dès l'arrivée des rapatriés d'URSS, principal vivier pour ces derniers :

> « Les militants des divers partis sionistes, représentant les *kibboutsim*, attendaient les réfugiés dans les gares où ils les encourageaient à rejoindre leurs partis. Dès que les seconds descendaient du train, les premiers leur disaient qu'aucun Juif n'avait survécu, que tout était dévasté et rasé et que diverses bandes polonaises chassaient et tuaient les Juifs survivants »[33].

Si la réalité polonaise n'est guère plus brillante que celle décrite par la propagande de ces militants, la présentation intentionnelle de ce sombre tableau sert leurs objectifs politiques d'une émigration massive vers la Palestine. Le *kibboutz* est le lieu privilégié pour rassembler les futurs émigrés. Ces maisons pour jeunes sont officiellement établies pour accueillir des rescapés démunis et le plus souvent sans famille[34]. Le mouvement unitaire des jeunes, *Hekhaloutz*, principal foyer de création des *kibboutsim*, est officiellement autorisé par le ministère de l'Administration publique par le décret du 10 décembre 1945 mais il fonctionnait *de facto* depuis quelques mois[35]. Les partis politiques sionistes traditionnels, comme *Ichud* et *Mizrahi*, ont également leurs propres *kibboutsim*. De fait, la plupart des jeunes qui y viennent cherchent avant tout un foyer, un toit et un sentiment de sécurité. Ils ne sont pas forcément affiliés idéologiquement au groupe sioniste qui gère le kibboutz.

Les *kibboutsim* sont donc des structures où s'exerce tout un travail de formation, devant durer de nombreux mois. Pour les diriger, *Brichah* veut s'appuyer sur des cadres des mouvements de jeunesse. Se pose donc la

---

[33] Halina Birenbaum, *Powrót do ziem praojców* [Retour sur la terre des ancêtres], Varsovie, Czytelnik, 1991, p. 24.

[34] Sur les *kibboutsim* et leur organisation, voir Natalia Aleksiun, *Dokąd dalej ? Ruch syjonistyczny w Polsce w latach 1944-1950* [Jusqu'où ? Le mouvement sioniste en Pologne dans les années 1944-1950], Varsovie, Trio, 2000, p. 101-142.

[35] AŻIH, 333/9, Organisations sionistes, lettre du MAP à l'organisation *Hekhaloutz-Pionnier* de Pologne, 10 décembre 1945, p. 5.

question de savoir s'il faut rester en Pologne plus longtemps ou au contraire abandonner le pays. Rappelons qu'en 1945, les premiers acteurs du réseau clandestin en Pologne ne savent pas combien de survivants se trouvent en Union soviétique ni si ces derniers peuvent être rapatriés. Autrement dit, ils n'ont aucune notion de la taille de la communauté juive dont ils ont à s'occuper. À Lublin, où se rassemblent les dirigeants de *Brichah* au début de l'année 1945, le débat est animé entre ceux qui, comme Aba Kovner et le groupe des « Asiatiques », militants de l'*Hachomer Hatsaïr*, ont passé la guerre en Asie centrale et ceux qui, comme Yitzhak Zuckerman du mouvement de jeunesse sioniste *Dror* et ancien combattant du ghetto de Varsovie, estiment qu'il faut demeurer encore en Pologne pour canaliser le flot des rescapés et organiser au mieux leur départ en masse[36]. Finalement, Kovner et les « Asiatiques », soit un groupe d'environ 200 personnes, décident de partir clandestinement pour la Roumanie et forment là-bas une cellule d'action de *Brichah*.

C'est donc principalement à partir des *kibboutsim* que s'organise la seconde vague de départs de l'été 1945, par la route vers la Tchécoslovaquie. Par ailleurs, *Brichah* accorde une importance toute particulière au sort des orphelins juifs. Ces derniers sont parfois même enlevés en secret des institutions officielles où ils étaient placés, par des militants qui se font passer pour un membre de la famille. Ils sont ainsi acheminés à la frontière ou placés dans les orphelinats établis par les différents partis sionistes et astucieusement localisés à proximité de la frontière[37].

À partir de ce moment, l'action de *Brichah*, bien que toujours illégale, commence à devenir un secret de polichinelle : « Les gardes-frontières savaient, les autorités savaient, les Juifs communistes savaient et le Bund

---

[36] Yitzhak Zuckerman (« Antek »), *A Surplus of Memory. Chronicle of the Warsaw Ghetto Uprising*, traduit de l'hébreu par Barbara Harshav, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 580-584.

[37] Natalia Aleksiun-Mądrzak, « Nielegalna emigracja… », *op. cit.*, p. 43.

savait », se souvient Yitzhak Zuckerman[38]. Cette réflexion nous conduit donc à examiner les liens de cette organisation avec les institutions officielles.

### *Une reconnaissance officieuse ? Les liens de* Brichah *avec les institutions officielles*

Les rapports du ministère de l'Administration publique témoignent de la connaissance du rôle exact des *kibboutsim* dans l'émigration illégale :

> « Les partis sionistes organisent dans tout le pays des *kibboutsim*, où ils rassemblent la jeunesse des deux sexes et lui font systématiquement franchir la frontière illégalement »[39].

Pourtant, *Brichah* reste illégale et continue à camoufler son activité, à la fois auprès des institutions juives officielles comme le Comité central des Juifs de Pologne, et auprès des étrangers de passage. Aux délégués du CKŻP qui les accusent de concentrer toute une population près de la frontière pour les faire passer discrètement, les dirigeants répondent qu'ils ne font qu'organiser un *kibboutz* d'entraînement – même si la population de ces *kibboutsim* frontaliers était de fait très mouvante[40]. Pour organiser cette émigration illégale, il faut des moyens financiers, que ne peut évidemment fournir le CKŻP. Il faut payer les passeurs, soudoyer les gardes-frontières ou encore permettre aux émigrés d'emporter avec eux des devises qu'il est interdit de sortir du pays. Pour ce faire, ces derniers reçoivent des papiers écrits en hébreu, qu'ils échangent à leur arrivée en Roumanie auprès des émissaires de Palestine contre des devises. L'argent provient de l'Agence juive à Jérusalem, dont un comité de sauvetage lève des fonds auprès des

---

38 *Ibid.*, p. 657.

39 AAN, MAP, 788, notice du Département politique du MAP, 1er décembre 1945, p. 467-471.

40 Yitzhak Zuckerman (« Antek »), *A Surplus of Memory…*, *op. cit.*, p. 657.

Juifs de Palestine[41] – ce qui signifie que cette agence officielle est, elle aussi, partie prenante dans cette activité illégale.

Plus tard, *Brichah* utilise également la vitrine légale des organisations de jeunesse pour solliciter directement l'aide financière du *Joint* sans passer par le CKŻP. Par ses liens personnels, Zuckerman obtient de l'aide de Joseph Schwartz, directeur du *Joint* pour l'Europe, alors que ce dernier a parfaitement connaissance de la partie illégale de l'activité du mouvement *Hekhaloutz*[42]. Cette organisation a du reste, dès les débuts de *Brichah*, fourni aux émigrés des vivres et des vêtements. Au total, d'octobre 1945 à juin 1946, l'historien Yehuda Bauer estime que le *Joint* a transféré directement plus de 136 000 dollars pour les réfugiés juifs[43]. Officiellement, l'aide est destinée aux *kibboutsim*, aux orphelinats et à la formation professionnelle organisée par les groupes sionistes. Cependant, comme il s'agit souvent de points de rassemblement pour *Brichah*, on peut affirmer que le *Joint* a *de facto* soutenu l'émigration illégale.

## Un exode quasi officiel après Kielce

À la veille du pogrome de Kielce, qui fait quarante-deux victimes le 4 juillet 1946, entre 70 000 et 110 000 Juifs ont déjà quitté la Pologne, tant de façon organisée qu'individuellement. Ce pogrome, le plus meurtrier depuis la fin de la guerre et le plus médiatisé, accélère encore le mouvement de départs. C'est notamment le cas pour les rapatriés d'Union soviétique, arrivés juste avant cette seconde vague de violences. La nouvelle des événements de Kielce suscite en effet une panique sans

[41] Yehuda Bauer, *Flight and Rescue....*, *op. cit.*, p. 30.

[42] *Ibid.*, p. 576. Voir également, sur le rôle de Joseph Schwartz, les archives du Joint à New York, dossier 982, Confidential report on Joint activities in Poland, received in New York, 5th February 1947, for the period January-September 1946, p. 1.

[43] Yehuda Bauer, *Flight and Rescue....*, *op. cit.*, p. 127-128.

précédent au sein de la communauté juive de Pologne. Les rescapés juifs se massent alors vers les villes frontalières de Silésie, pour se frayer un passage vers la Tchécoslovaquie. Les autorités tchécoslovaques estiment alors qu'entre 500 et 800 personnes franchissent quotidiennement la frontière dans les mois qui suivent les événements de Kielce. Le port de Szczecin continue également d'attirer massivement les réfugiés. La population juive recensée dans la ville, après être passée de 535 personnes à 30 977 entre mars et juin 1946 – du fait des rapatriements –, chute brutalement le mois suivant à 9 947 personnes[44]. À partir de ces différents points de rassemblement, de nombreux Juifs cherchent des passeurs, ne se contentant plus des transits organisés par la Confédération sioniste, ce que déplore le personnel de *Brichah*. C'est en effet très coûteux – certains passeurs demandent jusqu'à 20 000 zlotys – et très risqué – contrôles de gardes-frontières ou attaques de bandits, certains réfugiés transportant des objets de valeur sur eux[45].

Au total, durant la seconde moitié de l'année 1946, près de 100 000 Juifs quittent la Pologne, dont les trois quarts par *Brichah*. Pour les seuls mois de juillet, août et septembre 1946, cette organisation fait partir près de 65 000 Juifs[46]. Le flot ralentit l'année suivante pour atteindre environ 15 000 départs. Si l'on s'en tient aux chiffres, qui proviennent essentiellement de *Brichah* elle-même et sont donc sujets à caution, cet exode massif semble devoir beaucoup à l'action des organisations sionistes. Pourtant, nombre de ces départs ne sont pas motivés idéologiquement. Les contacts des sionistes avec les autorités polonaises, qui les ont laissés agir librement après le pogrome de Kielce, ont été tout aussi décisifs.

---

[44] Albert Stankowski, « Emigracja Żydów… », *op. cit.*, p. 125.
[45] Natalia Aleksiun-Mądrzak, « Nielegalna emigracja… », *op. cit.*, p. 41.
[46] Yehuda Bauer, *Flight and Rescue....*, *op. cit.*, p. 212.

En effet, au lendemain du pogrome, une délégation des leaders des principaux partis sionistes se rend sur place pour constater le carnage. Dans l'immédiat, Zuckerman est chargé de faire évacuer les rescapés juifs de la ville et de les emmener jusqu'à Łódź, par un train spécialement affrété par la Croix-Rouge et escorté par l'armée. Il décide alors d'agir en contactant les autorités pour obtenir le départ des Juifs[47]. Auparavant, il en informe le CKŻP par l'intermédiaire d'Adolf Berman, membre du *Poale Sion* et actif au sein des institutions juives reconnues par le gouvernement, à qui il accorde sa confiance. Sa démarche vise à la légalité, il cherche donc à prévenir officiellement l'organisation juive. Les deux hommes se rendent auprès du vice-ministre de la Défense, Marian Spychalski, qu'ils ont connu pendant la guerre dans la résistance clandestine. En présence du général Gedeon Czerwiński, un militaire soviétique chargé du contrôle des frontières polonaises, un arrangement est conclu, pour un passage des Juifs, mais uniquement par la frontière sud, vers la Tchécoslovaquie. Stefan Grajek, membre de la délégation s'étant rendue à Kielce, fixe avec ce militaire les modalités pratiques de l'accord. Il faut en particulier s'assurer que l'ouverture des frontières ne permette pas aux opposants du régime de s'enfuir. Finalement, au terme de cette négociation, c'est une émigration semi-légale qui s'opère de façon massive. Les premiers transports ont lieu à partir du 30 juillet 1946[48]. Ils transitent depuis les villes frontalières de Kudowa et Mieroszów, au sud de Wrocław, vers la Tchécoslovaquie, où des trains attendent les réfugiés. Néanmoins, bien que non concernée par l'accord, la route illégale depuis le port de Szczecin continue d'être utilisée par *Brichah*. Le Comité central des Juifs de Pologne, pourtant dominé par des communistes juifs hostiles à

[47] L'auteur s'appuie ici sur le témoignage d'Yitzhak Zuckerman, *op. cit.*, p. 665-669. Stefan Grajek propose une version légèrement différente. Il affirme notamment avoir lui-même obtenu le rendez-vous avec Spychalski, après une conversation avec le responsable de l'Information militaire, le général Wacław Komar, d'origine juive et membre de l'*Hachomer Hatzaïr* dans sa jeunesse. Stefan Grajek, *Po wojnie i co dalej* [Après la guerre et ensuite], *op. cit.*, p. 97-99.

[48] Yehuda Bauer, *Flight and Rescue....*, *op. cit.*, p. 222-223.

l'émigration, se résigne à apporter son aide aux émigrants, en fournissant des abris pour ceux qui attendaient aux abords de la frontière. Le *Joint* quant à lui, augmente et officialise son aide, en fournissant la nourriture et le transport, sous la houlette du CKŻP[49].

L'ouverture de la frontière ne dure que quelques mois. Les Britanniques, craignant un afflux massif de Juifs vers la Palestine, font en effet pression sur les autorités polonaises qui décident finalement sa fermeture le 22 février 1947. Les flux se tarissent également lorsque se diffuse l'information selon laquelle les *DP* n'ont pas un sort enviable dans les camps où ils sont parqués et ne sont absolument pas certains de pouvoir rejoindre les pays qu'ils désirent. Cette information est d'ailleurs abondamment relayée par les communistes juifs qui s'opposent à l'émigration[50]. Cet ultime épisode, au cours duquel près de 100 000 Juifs polonais quittent le pays, est révélateur de l'action des sionistes de *Brichah* auprès des autorités gouvernementales.

## La fin temporaire de l'émigration juive illégale

Au total, l'émigration illégale et semi-légale juive de Pologne aurait concerné environ 150 000 personnes entre 1945 et 1947, dont la moitié après le pogrome de Kielce, et près de 25 000 de façon spontanée, sans l'aide de *Brichah*. Cette organisation a donc joué un rôle majeur dans l'exode des Juifs polonais après-guerre grâce à un réseau clandestin international soutenu de façon discrète par les organisations juives et sur lequel les autorités polonaises ont longtemps fermé les yeux. C'est cette conjonction d'efforts et de soutiens officieux qui a fait le succès de cette organisation. Elle a exfiltré au total près de 250 000 Juifs d'Europe centrale entre 1945 et 1948, lorsque la naissance de l'État d'Israël a *de facto* mis fin

[49] Yitzhak Zuckerman (« Antek »), *A Surplus of Memory…*, *op. cit.*, p. 674-675.
[50] Natalia Aleksiun-Mądrzak, « Nielegalna emigracja… », *op. cit.*, p. 46.

à la nécessité d'une émigration illégale. Toutefois, une forme de continuité existe entre ce mouvement et les manœuvres mises en place par la suite par l'État d'Israël et ses services spéciaux pour exfiltrer des Juifs par-delà le Rideau de fer des années 1950 aux années 1970. Ainsi, après 1956, période du Dégel, 18 000 Juifs polonais, restés en URSS après 1945, purent-ils regagner la Pologne, avant d'émigrer peu après, principalement pour Israël. Profitant de cette possibilité, un certain nombre de Juifs soviétiques, aidés par les services secrets israéliens, se joignirent illégalement au mouvement. La Pologne joua donc une fois de plus le rôle de plaque tournante dans cette émigration illégale[51].

[51] Le sujet mériterait d'être approfondi. Il est notamment évoqué dans le livre de Pauline Peretz, *Le combat pour les Juifs soviétiques, Washington-Moscou-Jérusalem 1953-1990,* Paris, Armand Colin, 2006.

# Pour une approche transnationale des mouvements clandestins de résistance

***A**LYA **A**GLAN*

« Fliegen
Heißt siegen
Über Zeiten
Und Weiten »

« Voler signifie vaincre à travers les temps et les espaces », slogan programmatique de la *Deutsche Lufthansa* pendant la guerre, semblait annoncer le caractère sans limite de la conquête allemande[1]. « Toute la France, toute l'Europe est en prison »[2] constate Jean Guéhenno en novembre 1940. De l'annexion de l'Autriche, rebaptisée « Ostmark », le 13 mars 1938, jusqu'à l'attaque de l'URSS le 22 juin 1941, la dilatation expansive du Reich laisse l'impression d'une force irrésistible des armées allemandes. L'attaque de la Wehrmacht, stoppée devant Moscou fin octobre 1941, permet cependant l'occupation allemande de l'Ukraine, de la Biélorussie et des États baltes. En 1942, point culminant de la conquête, un vaste espace hégémonique, qui s'étend de l'Atlantique jusqu'au

---

[1] Alya Aglan est professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle travaille actuellement sur les résistances en Europe et a notamment publié *Le Temps de la Résistance*, Paris, Actes-Sud, 2008.

[2] Jean Guéhenno, *Journal des années noires (1940-1944)*, Paris, Gallimard, 2002, p. 38 (1re éd. 1947).

Caucase, au Don et à la Volga, est formé en Europe au profit du III^e^ Reich et de ses alliés[3].

Partout, la guerre a été perçue par les populations comme une injustice laissant en première ligne les civils démunis[4]. La Seconde Guerre mondiale, guerre totale, à la fois par la mobilisation des ressources et par la désignation d'ennemis absolus, transnationale par essence, se caractérise par l'imprégnation militaire des sociétés et par une intrusion du phénomène guerrier, débordant largement le cadre des armées, dans la sphère quotidienne, familière, intime même des individus au point que les distinctions entre civils, rebelles et militaires deviennent de plus en plus ténues. S'agit-il d'une guerre contre les civils ? Les résistances[5] ont pour ambition commune la remise en état de guerre des sociétés dans leur intégralité, doublée d'une forte dimension d'exigence de justice. Dans son sens premier la résistance est la continuation de la guerre par d'autres moyens, notamment militaires comme l'illustre la pratique de la guerre irrégulière (guérilla). Mais il s'agit également d'une guerre psychologique, d'une guerre idéologique aux enjeux à la fois nationaux et internationaux et enfin d'une guerre civile nationale, transnationale dans le sens où elle travaille les frontières qu'elle transgresse leur conférant ainsi une grande

---

3 Yves Durand, *Le nouvel ordre européen nazi 1938-1945*, Paris, Éditions Complexe, 1990.

4 Roger Chickering, Stig Förster et Bernd Greiner (eds), *A World at Total War. Global Conflicts and the Politics of Destruction, 1937-1945*, Cambridge Cambridge University Press, 2005.

5 Pieter Lagrou, « Resistance », in John Merriman et Jay Winter (eds.), *Encyclopedia of the Age War and Reconstruction*, vol. 4, 2006, p. 2209-2216 ; Bob Moore, "Comparing Resistance and Resistance Movements", in Bob Moore (ed.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, New York, Berg, 2000, p. 249-264 ; Henri Michel, *La guerre de l'ombre. La Résistance en Europe*, Paris, Grasset, 1970 ; Michael R. D. Foot, *Resistance. An Analysis of European Resistance to Nazism 1940-1945*, Londres, Eyre Methuen, 1977 ; Jørgen Hæstrup, *Europe Ablaze, An Analysis of the History of the European Resistance Movements 1939-1945*, Odense, Odense University Press, 1978, (1re éd. 1976).

porosité[6]. En premier lieu, les résistances, « quatrième arme » selon les mots de Hugh Dalton, ministre britannique de l'Économie de guerre, partout apparues, constituent des réflexes de défense ou d'autoconservation des sociétés et des territoires nationaux face à l'agression des armées conquérantes, qu'elles soient allemandes ou italiennes, soviétiques, hongroises ou bulgares. Il faut d'emblée souligner l'extrême ductilité de ces mouvements de résistance aux conditions géographiques et à l'évolution chronologique des différentes formes d'occupation, trait commun principal, qui recouvre une large palette d'alliances et de comportements locaux. En prenant une définition large du phénomène résistant, à savoir toute réaction collective organisée pour contrer la présence de l'occupant, on peut tenter une approche globale du fait sans nécessairement opposer le militaire au politique, l'action clandestine à l'affrontement direct, sans pour autant conférer une homogénéité artificielle à des actions disparates et fondamentalement hétérogènes. La Résistance apparaît, selon Pierre Laborie, « comme un phénomène protéiforme en adaptation continuelle. Elle se construit dans la succession des événements, par et dans un mélange d'organisation de pensée, de bricolage, d'invention, d'improvisation dans l'urgence, de tension quotidienne entre le caractère impérieux du temps immédiat et la projection nécessaire dans un futur incertain où le dialogue avec la mort donne son vrai sens à l'espérance »[7].

S'il se construit pendant la guerre, dans le discours, une unité performative de la Résistance, annonce d'un monde meilleur, qui vaut d'être interrogée pour les idéaux universels qu'elle charrie, il n'existe pas à

---

6 Sur la notion de guerre civile européenne, voir notamment Enzo Traverso, *1914-1945, La guerre civile européenne*, Paris, Editions Stock, 2007 ; Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. National-socialisme et bolchevisme 1917-1945*, Paris, Perrin, 2000, (1re éd. 1997).

7 Pierre Laborie, « La notion de Résistance à l'épreuve des faits : nécessité et limites d'une approche conceptuelle », in Corentin Sellin (dir.), *Résistances, insurrections, guérillas. Les Géopolitiques de Brest*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 20.

proprement parler d'uniformité des réactions. Il s'agit ici d'en souligner les points communs dans le but de mettre en évidence des modèles proches mais divergents notamment en terme de chronologie et d'espace. Si les résistances en Europe s'affirment comme des phénomènes avant tout nationaux, il apparaît, en dehors des cadres étatiques, différentes circulations transnationales de combattants clandestins et, finalement, des convergences en vue de la formation d'une résistance aux aspirations proprement européennes.

## L'antifascisme, pré-résistances et résistances en diaspora

L'antifascisme préfigure une forme de combat politique d'avant-guerre qui ne saurait se confondre avec les différentes formes de résistances apparues pendant la guerre tant les conditions de vie et de survie sont radicalement transformées par le fait militaire et l'occupation. Dans l'Italie de Mussolini, dès les années 1920, comme dans l'Allemagne de Hitler des années 1930, les oppositions au totalitarisme se trouvent réprimées de manière précoce et systématique par des exécutions sommaires, des emprisonnements arbitraires qui favorisent un vaste mouvement d'exil, notamment intellectuel, vers la France qui constitue un véritable pôle d'attraction [8], l'Angleterre, les États-Unis ou l'Amérique du Sud principalement. Cet exil permet la continuation, à distance, du combat antifasciste par le développement d'une presse d'opposition imprimée à l'étranger et introduite clandestinement en Italie comme, par exemple, le journal communiste l'*Unita*. Des antifascistes italiens fondent, à Paris en 1927, la *Concentrazione antifascista* qui, sans le soutien des communistes, tente d'alerter l'opinion publique internationale par des publications, journaux et brochures. L'activité des groupes d'opposants en exil, Italiens,

[8] *Réfugiés et immigrés d'Europe centrale dans le mouvement antifasciste et la Résistance en France (1933-1945)*, colloque international 17-18 octobre 1986, Paris, Institut d'histoire du temps présent/Université de Paris VIII, 2 vol.

Espagnols, Autrichiens et Allemands[9], appuyée sur une forte tradition internationaliste mobilisée à partir de la guerre d'Espagne a, à coup sûr, servi de terreau à la fois aux résistances nationales et aux embryons de résistance européenne surgis à partir de 1943 et surtout en 1944. Les dirigeants sociaux-démocrates allemands, réfugiés à Prague dès 1933, fondent la Sopade (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), et s'installent à Paris en 1938 puis à Londres en 1940[10]. À partir de 1934, l'URSS encourage la constitution de fronts populaires. Un congrès antifasciste se tient à Bruxelles en 1935. À Paris, dès février 1936, un « Comité pour la préparation d'un front populaire allemand » est créé à l'image du Front populaire français. Heinrich Mann est élu à la tête du « Comité restreint » par les membres du « Cercle Lutétia » qui rassemble des émigrés allemands communistes, des sociaux-démocrates, des membres du Parti socialiste des travailleurs (SAP), des bourgeois-libéraux et des catholiques, soit une centaine de personnalités issues de l'opposition en exil[11]. L'expérience est de courte durée : le front se disloque dès l'automne 1937. La guerre civile espagnole donne une large audience internationale à l'Union populaire des Émigrés, rassemblant la quasi-totalité des tendances des opposants au régime fasciste et publiant *La Voce degli Italiani*, journal de combat soutenant l'envoi de près de 5 000 volontaires italiens contre Franco et ses alliés[12].

À Toulouse, Silvio Trentin et Alexandre Marc, au sein du mouvement *Libérer et fédérer*, fondé en 1942, illustrent le versant fédéraliste européen des résistances. De même que les anciens combattants républicains de la

---

9 Jacques Grandjonc et Theresia Grundtner (dir.), *Zone d'ombres 1933-1944. Exil et internement d'Allemands et d'Autrichiens dans le sud-est de la France*, Aix-en-Provence, Alinea, 1990.

10 Klemens von Klemperer, *German Resistance Against Hitler. The Search for Allies Abroad, 1938-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

11 Ursula Langkau-Alex, « L'année 1936 et le mouvement du front populaire allemand en exil », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1986, n° 7-8, p. 6-8.

12 Henri Michel, *Les mouvements clandestins en Europe (1938-1945)*, Paris, PUF, 1965, p. 44.

guerre d'Espagne, les réfugiés communistes du Centre et de l'Est européen ont pu nourrir en hommes et en énergie les résistances locales, notamment dans le sud de la France ou dans la région parisienne. Par exemple, les femmes autrichiennes, en raison de leur connaissance de la langue allemande, ont été recrutées en France, à Paris, dans le Nord et dans le Midi fin 1942, dans le cadre du Front National de Libération, mais également en Belgique. Spécialement affectées au Travail antiallemand (TA), leur tâche consistait à approcher les soldats des troupes d'occupation en vue d'entamer un travail de persuasion antifasciste et de démoralisation à l'aide de discussions, de tracts et de journaux comme *Soldat im Westen (Soldat à l'ouest)*[13]. Après la Libération, quelques Autrichiens quittent la France et la Belgique pour s'enrôler dans le Bataillon autrichien de la libération en Yougoslavie. À Bruxelles, le Front autrichien de la Liberté (ÖFF) est fondé à l'automne 1943. Plus connue est l'action des Polonais en France. Parallèlement à la constitution d'armées polonaises, en France en septembre 1939 et en Angleterre à l'été 1940, en URSS en août 1941, des postes émetteurs radio, polonais et tchèques, sont installés sur le sol français et permettent l'organisation des réseaux de renseignements. C'est le cas du réseau franco-polonais F2 dont les effectifs s'élèveront à 2 800 agents en 1944[14], implanté d'abord à Toulouse, centre de démobilisation des militaires polonais, du réseau Interallié (IS) qui en est issu[15], ou encore de l'éphémère réseau Nurmi créé grâce au parachutage d'un officier

[13] Irma Schwager, « L'engagement des femmes autrichiennes dans la Résistance-TA », témoignage publié in Paul Pasteur et Félix Kreissler (dir.), *Les Autrichiens dans la Résistance*, Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1996, coll. Études autrichiennes n° 4, p. 43-49. Deux cents Autrichiens, hommes et femmes, auraient participé à la Résistance en France, 82 furent arrêtés, 46 sont morts en déportation ou en prison.

[14] Léon Sliwinski, « Historique du Réseau F2 », s. l., 1976 ; colloque *La Pologne et la France dans la Guerre et la Résistance de 1939 à 1945*, Secrétariat d'État aux anciens combattants, 23-24 octobre 1975, Paris ; « Le Réseau F2 », *Revue historique de l'Armée*, n° 4, déc. 1952.

[15] Roman Garby-Czerniawski, *The Big Network*, Londres, Ed. George Ronald, 1961.

polonais par le SOE dans le sud de la France, chargé de mission de renseignement et de sabotage et qui fonctionna de septembre 1941 à l'été 1942[16].

Plus important est l'objectif du Bureau d'action continentale créé par le gouvernement polonais à Londres en novembre 1940, dont le périmètre embrasse l'ensemble du continent européen, mettant en contact les Polonais de Lisbonne avec les représentants de la Hongrie, de la Roumanie et de l'Italie, dans le but de préparer la défection des pays alliés de l'Axe. Il organise des réseaux de renseignement, de transmission de courriers et des filières d'évasion au Danemark ou en France où l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) est créée en mars 1941 sous la direction de l'ancien consul de Lille, Alexandre Kawalkowski, et qui se ramifie, à partir de fin 1942, en Belgique et en Hollande, conjuguant sabotages, propagande anti-allemande et services de renseignement, parallèlement à l'activité de l'Organisation militaire composée des débris de l'armée polonaise en France[17]. On peut également citer le groupe de partisans français en Slovaquie qui compte près de 200 prisonniers de guerre évadés et de déserteurs du STO, et la Brigade Stefanik de partisans en Slovaquie qui participe, à l'été 1944 jusqu'en février 1945, aux côtés de Slovaques, de Polonais et de Yougoslaves, à l'insurrection nationale slovaque[18].

Aussi peut-on parler de résistances nationales auxquelles se mêlent des résistances déterritorialisées en diaspora, transnationales, constituées

---

[16] Michael R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le SOE en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2011, p. 267-268.

[17] Tadeusz Wyrwa, *La Résistance polonaise et la politique en Europe*, Paris, Éditions France-Empire, 1983, p. 441-448.

[18] Yves Durand, « Des Français dans des maquis étrangers », in François Marcot (dir.), *Lutte armée et Maquis*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, vol. 167, 1996, p. 421-430 ; Georges Lannurien, « Les combattants français en Slovaquie (août 1944-février 1945) », *Revue Historique des Armées*, janv. 1984, p. 71-103. Voir également Miroslaw Kovarik, *La France militaire dans le soulèvement slovaque de 1944*, Paris, L'Harmattan, 2004.

d'émigrés antifascistes qui continuent le combat idéologique en dehors des frontières d'origine. Si le cadre d'apparition des résistances, tout comme les objectifs principaux, sont essentiellement nationaux, il surgit ici et là des connexions entre les organisations, notamment au niveau des zones frontières (y compris internes) dont il faut souligner la porosité, qui construisent un espace commun de référence sans doute idéalisé mais néanmoins important. Deux accords formels entre résistances sont connus. Le premier date de 7 mai 1944, en vertu duquel le *Comitato di Liberazione Nazionale per l'Alta Italia*, implanté dans le nord-est du pays, signe un pacte d'assistance mutuelle avec des délégués des troupes de Tito. Le second, établi entre le 12 et le 30 mai 1944, concerne le groupe *Resistenza* du Piémont et l'État-major de la région 2 (Marseille) des MUR (Mouvements Unis de Résistance). En plus d'accords militaires, une déclaration de solidarité politique proclame des objectifs communs comme « l'instauration des libertés démocratiques et de la justice sociale dans une libre communauté européenne »[19].

## Une commune tension vers le futur

Réaction individuelle avant d'être collective, le choix de l'engagement résistant articule les deux facettes de l'action : de l'individuel, du solitaire même, inscrit dans un collectif qui embrasse de vastes horizons. Cette articulation rend le travail clandestin particulièrement sensible à la répression qui travaille avec acharnement la fragilité du lien de confiance, d'homme à homme, tissé par les sociétés souterraines. Réponse aux urgences du moment, les différentes formes de résistance peuvent être appréhendées selon une progression commune. Filières d'évasion et de sauvetage, de Pologne en Hongrie, de Yougoslavie vers l'Italie ou la

[19] Walter Lipgens, *Documents on the History of European Integration*, Berlin, Walter de Gruyter, 1985-1986, vol. 2, p. 660.

Suisse, de France par les Pyrénées[20] vers l'Espagne et l'Afrique, prenant en charge les prisonniers de guerre évadés, les aviateurs abattus en territoire ennemi, les personnes persécutées ; journaux clandestins[21] ; réseaux de renseignements et de sabotage ; guérillas, lutte armée sous commandement unifié ou dispersé sont les étapes connues de l'émergence et du développement du phénomène. L'action, pétrie par l'attente, se décline partout en vue d'une même fin, à savoir la libération du territoire, selon trois principaux modes opératoires qui ouvrent des horizons variables et superposables : le sauvetage/refuge (filières d'évasion et de protection) qui inscrit le présent dans le temps long de l'humanité ; la planification (propagande, renseignement, préparation à l'action et à l'insurrection, projets pour l'après-guerre) en vue de la construction de l'avenir à court ou moyen terme dans des espaces nationaux et internationaux emboîtés ; l'accélération (sabotages et action immédiate), impératif du présent pour un avenir connu d'avance, notamment pour les communistes[22]. Chaque nouvelle mesure allemande vient précipiter les choix individuels modelés par la chronologie des événements locaux, nationaux ou internationaux. « Sans le travail forcé en Allemagne, les persécutions, la contamination et les crimes, un petit nombre de jeunes gens seulement auraient pris le maquis et les armes » constate René Char[23]. Précisons d'emblée que sans aide extérieure, notamment alliée, aucune résistance ne peut ni survivre ni se développer. Cette dépendance envers l'allié « du dehors »[24] s'explique par le besoin en argent, en armes, en matériel radio, en liaisons aériennes ou maritimes, mais également par la nécessité de consignes, de circulation d'agents, d'information et de

---

[20] Robert Belot, *Aux frontières de la liberté : Vichy, Madrid, Alger, Londres (1942-1944)*, Paris, Fayard, 1998.

[21] On compte près de 1 500 titres en Pologne, environ 1 200 en France, 275 en Belgique et 500 au Danemark.

[22] Alya Aglan, *Le Temps de la Résistance*, Arles, Actes Sud, 2008.

[23] René Char, « Note sur le maquis », 1944, in *René Char. Dans l'atelier du poète*, Paris, Gallimard, collection "Quarto", 1996, p. 373.

[24] Henri Michel, *Les mouvements clandestins en Europe…*, *op. cit.*, p. 18.

coordination des efforts dans le contexte d'une guerre mondiale. Par essence, le maillage des réseaux tissés spontanément de l'intérieur ou initiés de l'extérieur par les services secrets (Bureau Central de Renseignement et d'Action, Office of Strategic Services, Intelligence Service et plus particulièrement le Special Operations Executive créé, au sein du Ministry of Economic Warfare, en juillet 1940 dans le but de développer sabotages, subversion et propagande[25]), aux compétences techniques variées (renseignement militaire, politique ou économique, sabotage) demeure d'une fragilité extrême face aux infiltrations et au *Funkspiel* (intoxication par voie de radio) organisé par les services allemands de contre-espionnage.

Ces étapes varient en fonction des régimes d'occupation mis en place dans l'Europe nazie et permettent de distinguer trois aires géographiques aux héritages politiques et culturels différents : l'Europe de l'Ouest et du Nord ; l'Europe du Sud et du Sud-Est ; l'Europe du Centre et de l'Est. Chaque groupe de territoires est administré en fonction de critères stratégiques et racistes nazis et de la place qui leur est dévolue dans le nouvel ordre européen[26]. Seule l'exploitation économique intensive des territoires occupés reste le point commun de la politique menée par le Reich dans tous les territoires annexés ou envahis, celle-ci devant à la fois soutenir l'économie intérieure allemande et financer la poursuite de la guerre, devenue une longue guerre d'usure[27]. Mais au-delà de la variation des contraintes politiques et sociales imposées par l'occupation, et au-delà de la tension essentielle en vue de la libération, entrent en jeu les relations

---

[25] David Stafford, *Britain and European Resistance, 1940-1945. A Survey of the Special Operations Executive, with Documents*, Oxford, The Macmillan Press Ltd, 1980 ; "Churchill, SOE and Northern Europe", in Robert Frank et José Gotovitch (dir.), *La Résistance et les Européens du Nord*, Bruxelles, CEGES/IHTP, 1994, vol. 1, p. 143-155 ; Nigel West, *Secret War: The Story of SOE, Britain's Wartime Sabotage Organisation*, Londres, Coronet, 1993.

[26] Yves Durand, *Le nouvel ordre européen nazi…, op. cit.*

[27] Klaus Hildebrand, *Le Troisième Reich*, Munich, New York, Londres, Paris, K.G. Saur, 1985, p. 75.

nouées par chaque État ou entité nationale avec leur passé et l'avenir escompté ou espéré. En tant que réflexes patriotiques, les résistances s'appuient, dans le discours ou dans la pratique, sur des références historiques combattantes héritées du passé, mobilisant des expériences proches comme celle de la Grande Guerre, dont le souvenir est resté vivace en Belgique, en Italie et dans le Nord de la France, ou plus anciennes : guérilleros espagnols contre l'occupation des armées napoléoniennes ; Carbonari italiens et luttes du *Risorgimento* contre les Autrichiens ; guerre populaire menée par les Russes contre les Français en 1812 ; Gueux hollandais en 1566; insurrections polonaises de 1830 et de 1863 ; francs-tireurs français de 1871 ; Tchetniks de Mihailovic en Yougoslavie qui empruntent leur nom aux partisans serbes qui ont combattu contre les Turcs. En tant que projection dans le futur, plus ou moins proche de la libération, les résistances élaborent des modèles nationaux ou transnationaux, notamment européens, pour une partie d'entre elles. Toutes les résistances, minoritaires mais certaines de la victoire finale, se présentant comme des avant-gardes, nourrissent une même pensée infantile : de la guerre sortirait un monde meilleur assurant le bonheur de l'humanité entière. Idée tenace autour de laquelle se construit le premier roman de Romain Gary, rebaptisé *Éducation européenne*[28] :

[28] Romain Gary, *Éducation européenne*, Paris, Gallimard, 2002, (1re éd. 1956), p. 273. Ce premier roman, rédigé pendant la guerre, entre deux missions, paru en juin 1945, a été soutenu avec enthousiasme par Maurice Nadeau, Raymond Queneau, Jean-Paul Sartre et bien d'autres. Il obtint le prix des Critiques 1945. Le maquis polonais fait figure de représentation symbolique de toutes les résistances et surtout de la résistance française. Le titre initial, *La Forêt engloutie*, est ensuite dépolonisé et européanisé après l'instauration d'une dictature communiste en janvier 1945. Cette modification peut être comprise comme l'expression d'une déception quant au sort de la Pologne d'après guerre, tout comme le titre du roman de Flaubert soulignait le caractère désabusé d'une *Éducation sentimentale*. Cf. Jean-François Hangouët et Paul Audi (dir.), « Romain Gary », Paris, *Les Cahiers de l'Herne*, 2005 ; Fabrice Larat, « L'idée d'Europe et la résistance au nazisme, le témoignage méconnu de la fiction romanesque », *Storia e memoria*, 2, 1997.

> « Il n'y aura jamais plus de guerre, les Américains et les Russes allaient unir fraternellement leurs efforts pour bâtir un monde nouveau et heureux, un monde d'où la crainte et la peur[29] seraient à jamais bannies. Toute l'Europe sera libre et unie ; il y aura une renaissance spirituelle plus féconde et plus constructive que tout ce dont, dans ses heures les plus inspirées, l'homme ait jamais rêvé… »[30].

## Les résistances et les frontières

Ces quelques remarques nous invitent à approfondir un aspect peu étudié des mouvements clandestins en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale, à savoir la résistance des frontières ou plus précisément les circulations d'hommes et d'idées à travers les frontières. Si l'historiographie s'est à juste titre largement focalisée sur des perspectives régionales et nationales, qui demeurent prégnantes pour une analyse au plus près des réalités locales, il est possible désormais d'appréhender des échanges d'expérience et des solidarités à plus large échelle, dépassant les cadres nationaux. Dans la pratique du combat au présent, comme dans les projets de construction d'un avenir meilleur, les résistances prennent du champ pour se projeter de manière dynamique dans le temps comme dans l'espace qu'il s'agit de penser à travers l'expérience commune pendant et après la guerre. Il s'agit ainsi de promouvoir une nouvelle vision des résistances dans les territoires conquis par la Wehrmacht et de renouveler ainsi un champ historiographique qui dépasse les organisations et prendrait mieux en compte les initiatives individuelles et les groupes jusque-là invisibles.

---

[29] Allusion à l'article 6 du texte de la Charte de l'Atlantique.

[30] Romain Gary, *Éducation européenne…, op. cit.*, p. 274.

# La résistance d'Action Démocratique, 1948-1957

## Un exemple de transnationalisation

***D**ANIEL **I**GLESIAS*

Fondé en 1941, le parti politique Action Démocratique (AD) est, avec le Comité d'Organisation Politique Électorale Indépendant (COPEI)[1], l'un des deux partis historiques vénézuéliens. Son histoire se confond avec l'évolution des luttes politiques contemporaines pour la démocratisation du Venezuela et avec l'émergence du système politique connu sous le nom du « Pacte de Punto Fijo » qui domina la vie politique locale de 1958 à l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1998. Membre de l'Internationale Socialiste depuis 1976, AD est traditionnellement assimilée à la famille des « partis populaires apristes »[2], c'est-à-dire au groupe des partis politiques latino-américains composé du Parti Apriste Péruvien, du Parti Fébériste du Paraguay, de l'Action Démocratique du Venezuela, du Mouvement National Révolutionnaire de Bolivie et du Parti Libération Nationale du Costa Rica.

Associés politiques du Parti Apriste Péruvien depuis les années 1930 et

---

1 L'auteur est docteur en Histoire et civilisations comparées. Il a soutenu en 2011 une thèse intitulée « Réseaux transnationaux et dynamiques contestataires en exil. Sociologie historique des pratiques politiques des dirigeants des partis populaires apristes (1920-1962) », sous la direction du professeur Zacarias Moutoukias, à l'Université Paris 7. Il est enseignant contractuel à l'Université du Havre et chercheur associé au laboratoire SEDET-Université Paris Diderot.

2 Robert Alexander, « The Latin American Aprista Parties », *Political Quartely*, n° 20, 1949, p. 236-247.

proches idéologiquement à leurs débuts de l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA), les dirigeants d'AD (Betancourt, Leoni, Pocaterra, etc.) furent au cœur de la transformation de la pensée anti-impérialiste et démocratique au sein des gauches latino-américaines au XXe siècle. Pourtant l'historiographie est lacunaire sur ce sujet. En effet, malgré l'existence de nombreux écrits en sciences sociales anglo-saxonnes[3], les travaux en science politique s'interrogent essentiellement sur la prétendue nature populiste du parti[4] qui témoignerait des logiques d'action du populisme comme phénomène sociopolitique (leader charismatique, appel au peuple, discours de rejet des élites, nationalisme, etc.). Cette accumulation masque largement la réalité historique d'une organisation qui joua un rôle déterminant dans la constitution d'une gauche non-communiste en Amérique latine entre 1948 et 1957. Elle néglige également la place des exils et des dynamiques contestataires dans le parcours organisationnel d'un parti qui fut chassé du pouvoir en 1948 après trois années à la tête du pays (1945-1948) et qui fut victime d'une importante répression politique à son encontre dans les années 1950.

Malgré leur faible nombre[5], certaines propositions retiennent cependant l'attention des actions de résistance menées par AD en exil, d'abord contre la junte de Carlos Delgado Chalbaud (1948-1952), puis ensuite contre celle de Marcos Pérez Jiménez (1952-1958). Selon ces travaux, la cause défendue par cette organisation au cours de ces années faisait l'objet d'un

---

[3] Grant Hilliker, *The politics of Reform in Perú: The Aprista and other Mass parties of Latin America*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1971 ; Harry Kantor, « Los partidos populares », *Journal of Inter-American Studies*, n° 2, 1964, p. 221-234.

[4] Steve Ellner, « El apogeo del populismo radical en Venezuela y sus consecuencias », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, n° 1, 1997, p. 77-100.

[5] Charles Ameringer, « Leonardo Ruiz Pineda: Leader of the Venezuelan Resistance, 1949-1952 », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, n° 2, 1979, p. 209-232 ; Charles Ameringer, *The Democratic Left in Exile: The Antidictatorial Struggle in the Caribbean, 1945-1959*, Coral Gables, University of Miami Press, 1974.

travail de définition où la comparaison avec la période d'exil antérieure – les années 1928-1935 lorsque les fondateurs d'AD fondèrent le parti *Agrupación Revolucionaria De Izquierdas de Venezuela* ou ARDI pour s'opposer à la dictature de Juan Vicente Gómez – et avec des expériences analogues – les exils du Parti Apriste Péruvien par exemple – prenait une importance rhétorique croissante dans les discours d'AD. Dans les études sur des réseaux transnationaux de défense des droits de l'homme et de l'environnement, Margaret Keck et Kathryn Kikkink proposent d'analyser ce type de stratégies à travers leur « modèle du boomerang »[6]. À l'instar du terme « exopolitie »[7] proposé par Stéphane Dufoix pour examiner la transnationalisation des luttes de résistance locale, ce modèle cherche à expliquer comment des groupes d'intérêts dont la cause est bloquée au niveau national font appel à des groupes d'intérêts extérieurs afin d'internationaliser leur lutte.

L'histoire de la résistance d'AD en exil entre 1948 et 1957 montre l'intérêt mais également les limites de ces analyses. Une première lecture des sources révèle, confortant ainsi la théorie du « boomerang », que cette organisation politique recourait à une stratégie de délocalisation de sa cause, dans un contexte local hostile, en cherchant des appuis à l'étranger. En revanche, une exploration plus approfondie de la culture institutionnelle[8]

---

6 Margaret Keck, Kathryn Kikkink, *Activist Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell, Cornell University Press, p. 12-13.

7 « L'exopolitie est un espace s'expliquant par la topographie, c'est-à-dire un ensemble de positions trouvant leur sens en vertu de dimensions qu'il est essentiel de mettre au jour, et qui comprennent deux inscriptions essentielles en plus de l'inscription strictement politique : dans le temps et dans l'espace tout d'abord, mais aussi dans la société d'accueil, dimensions qui agissent en retour sur la signification de la position exopolitique », Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002, p. 129.

8 « Un composé indécomposable de représentations, de croyances, de savoirs, de savoir-faire et de pratiques », Jean-Michel Eymeri, « Pour une sociologie politique comparée des institutions et de l'action publique », in Françoise Dreyfus et Jean-Michel Eymeri (dir.), *Science politique de l'administration. Une approche comparative*, Paris, Economica, 2006, p. 271-272.

mise en place par les exilés d'AD offre l'avantage de complexifier la nature sociopolitique des mobilisations de ce parti en exil. Elle ouvre dans ce sens des pistes d'études autour de la place des tensions internes dans l'institutionnalisation d'espaces de résistance à l'étranger que les typologies classiques sur les internationalisations expliquent uniquement comme un des corollaires des contraintes imposées par la marginalisation dans l'espace public national.

## La renaissance d'une culture institutionnelle en exil

AD fut fondée dans le cadre de l'ouverture politique menée par le gouvernement du général Isaías Medina Margarita (1941-1945). Cette fondation permit le retour au pays des anciens exilés de la « Génération de 1928 » qui avaient été chassés sous le régime de Juan Vicente Gómez. Elle aboutit à la création d'une institution qui se voulait un parti de masse au service du peuple vénézuélien et qui proposait des modalités d'action regroupant des forces syndicales du secteur agraire et du secteur pétrolier, des intellectuels, la jeunesse vénézuélienne et des élites régionales. AD était également une institution dont l'horizon latino-américain était très présent dans la culture militante. C'est ce que montre notamment l'article de Betancourt de 1941 intitulé « El álgido problema de la defensa continental ». L'auteur y souligne la nature internationale d'AD et de son objectif de réaliser « l'unité organique de l'Amérique latine à travers un pacte politique, économique et militaire »[9]. Ce n'est donc pas un hasard si la réorganisation d'AD en cellules – au Mexique et à La Havane – à partir de 1949 reprit des principes de structuration interne qui avaient fait leurs preuves durant la période de résistance à l'étranger contre Juan Vicente

[9] Archives de l'Institut Rómulo Betancourt, fonds Rómulo Betancourt, carton « 1941 », Rómulo Betancourt, « El álgido problema de la defensa continental », *Ahora*, 12 juin 1941.

Gomez : transnationalisation, coopération institutionnelle avec des partis analogues, développement de réseaux. Cette décision s'inscrivait d'ailleurs dans le prolongement des pratiques institutionnelles fixées par le manifeste « Acción Democrática y la sucesión presidencial » du 14 octobre 1945 signé par l'Exécutif National du parti qui précisait que le commandement devait revenir aux anciens membres de l'ARDI qui disposaient de l'expérience suffisante pour mener à terme la transformation nationale.

Cette réorganisation fut en réalité le fruit de la répression qui eut lieu contre les jeunes figures montantes d'AD qui furent arrêtées dès 1948, Carlos Andrés Perez, futur président du Venezuela, et Luis Domingo Rangel, arrêté puis expulsé en 1949. Une ancienne figure de la « Génération de 1928 », Gonzalo Carnevali, et des cadres organiques subalternes – des militants situés dans l'organigramme sous l'Exécutif National comme par exemple Luis Augusto Dubuc, Luis Manuel Peñalver, Leonardo Ruiz Pineda ou Luis Hurtado Higuera, qui furent arrêtés puis expulsés en 1949 –, furent également concernés. Cette vague d'arrestations ne frappa pas en revanche les dirigeants au pouvoir, qu'ils soient ministres ou membres de l'Exécutif. Ils purent alors fuir et se réfugier à l'étranger. La répartition des dirigeants d'AD se fit principalement dans les anciens lieux de refuge de l'ARDI à savoir la Colombie, le Mexique, Cuba et le Chili. Dans ces États, les nouveaux arrivants pouvaient en effet trouver un appui logistique, des réseaux locaux et du travail. C'est le cas du parcours de l'écrivain Rómulo Gallegos. Élu en 1947 à la présidence du Venezuela sous la bannière d'AD, il avait été chassé du pouvoir par le coup d'État de 1948. Arrivé au Mexique, il put reconstituer rapidement des réseaux de solidarité sur place profitant de sa stature d'intellectuel.

Le choix des États-Unis comme nouveau lieu de résistance fut la nouveauté et la spécificité de l'exil des années 1948-1957. Il s'explique par les fonctions occupées par les exilés dans leur pays d'origine : ancien président de la junte pour Betancourt (1945-1948), ministres ou cadres de l'AD comme Leoni ou Ascoli. Profitant de leur ancien statut, ces hommes purent ainsi être admis plus facilement dans le pays en tant que réfugiés

politiques. Betancourt put notamment accéder aux cercles nord-américains qui luttaient pour les droits de l'homme et plaider la cause de la démocratie vénézuélienne. Son réseau personnel s'étoffa pour compter des sénateurs nord-américains, des représentants des principales centrales nord-américaines et des ambassadeurs en poste en Amérique latine.

## Les ressorts de la centralisation du pouvoir de Betancourt

Si certains projets défendus par AD, comme l'intégration latino-américaine ou la démocratisation à l'échelle régionale, relevaient du moyen voire du long terme, les logiques institutionnelles et de mobilisation en exil étaient au contraire liées à sa survie immédiate. Cette donnée pesait sur les liens qui unissaient les dirigeants en exil à leur formation ainsi que sur les rôles politiques au sein de l'appareil dirigeant. Dans ce cadre incertain, en raison du contexte d'exil et des relations entre comités parfois très tendues, les leaders et anciens chefs de l'ARDI endossèrent des rôles en fonction des contraintes que leur imposaient les attentes de leurs partenaires. S'en trouva dès lors confortée l'appropriation des rôles institutionnels par les membres du réseau personnel de Betancourt. Ces derniers les codifièrent grâce à l'utilisation politique des correspondances, des lettres circulaires, des mémorandums, mais surtout du capital transnational détenu : prestige international, réseau personnel étoffé, place prépondérante dans le réseau transnational d'AD. Ce fut notamment le cas de Betancourt lui-même qui réussit à contrôler la politique d'internationalisation de son parti. Ainsi contactait-il directement des intellectuels prestigieux comme Neruda, Sánchez ou encore Alexander. Il modulait également les activités institutionnelles extérieures en décidant de prendre ou de renforcer les contacts avec des partis comme le Parti Libéral Colombien ou le Parti Apriste Péruvien. Cette stratégie, permise par sa position de « passeur transnational », lui permit de faire évoluer les frontières institutionnelles d'AD de manière à favoriser sa carrière politique

personnelle. Il consolida finalement sa position dominante au sein d'AD en tant que leader organisationnel, doté une légitimité telle qu'il éclipsa ceux qui convoitaient des positions dans la hiérarchie de son parti.

La structure de son réseau personnel et son parcours individuel ont rendu possible le contrôle de la plupart des choix politiques effectués par AD. Sa trajectoire politique à partir de 1948 lui permit en effet de maintenir son pouvoir de commandement au sein du parti en raison de sa capacité à organiser la difficile ouverture de son organisation vers des ressources transnationales stratégiques. Dès le mois de décembre 1949, il lança sa première tentative d'extériorisation du combat d'AD en réactivant le réseau international qu'il s'était forgé dans les années 1930. Grâce aux liens privilégiés qu'il entretenait avec Luis Lander, un *adeco* exilé au Mexique très soucieux de la nécessité de donner une dimension continentale à la résistance vénézuélienne, il put ainsi utiliser des canaux relationnels lui permettant de dénoncer la violation des principes démocratiques dans son pays devant les plus hautes instances internationales. Son statut d'ancien président et le capital relationnel entretenu au moyen de multiples échanges épistolaires lui facilitèrent la tâche. Se fondant par exemple sur son amitié avec Antonio Parra Velasco, ambassadeur de l'Équateur à Caracas, il écrivit en 1950 au président équatorien Galo Plaza pour lui demander de soutenir son organisation en bloquant des démarches migratoires favorables à l'expulsion du Venezuela de militants d'AD :

> « Je me permets d'attirer l'attention de S. E. [Son Excellence] concernant la situation dans laquelle se trouvent 28 de mes compatriotes qui sont arrivés à l'aéroport de Guayaquil le 12 janvier en qualité d'exilés politiques. Et dans ces circonstances, la délivrance de visas touristiques aux exilés politiques tend à faciliter l'œuvre de la dictature dans le sens où sont jetés hors du Venezuela ceux qui luttent pour la reconquête de la liberté et de la dignité dans notre pays. Pour cette raison, je serais très reconnaissant à S.E. s'il considérait la possibilité que l'ambassade de l'Équateur à Caracas ne

> délivre plus aucun visa de cette nature. Cuba a déjà adopté une attitude allant dans ce sens »[10].

## Déviances et accaparement de l'ordre institutionnel

Comme toute organisation, AD en exil reposait sur un système normatif servant à différencier les acteurs qui faisaient directement partie de la résistance de ceux avec qui il aurait pu être intéressant de tisser des liens[11]. Malgré la production de cadres réglementaires, il existait des difficultés concrètes pour les faire appliquer comme l'illustre le cas de la cellule de La Havane :

> « Nous commencerons notre réponse en mentionnant les actions de la cellule de La Havane. Nos correspondants vivant en Équateur, au Chili, en Uruguay et en Argentine se plaignent de l'inertie et de la négligence qu'ils observent chez les dirigeants de la cellule de La Havane. Chaque semaine, nous envoyons de longues lettres à La Havane dans lesquelles nous expliquons divers aspects des éléments clés pour notre lutte aussi bien interne qu'internationale »[12].

---

[10] Archives de l'Institut Rómulo Betancourt, fonds Rómulo Betancourt, carton « 1950 », lettre de Rómulo Betancourt à Galo Plaza, Washington D.C., 17 janvier 1950.

[11] « A. Continuer l'action de propagande pour la démocratie et contre les dictatures ; B. Organiser le mouvement des exilés et des éclaireurs ; C. Obtention de moyens matériels pour renforcer l'action interne et externe ; D. Collaboration avec le mouvement démocratique américain », Archives de l'Institut Rómulo Betancourt, fonds Rómulo Betancourt, carton « 1949 », lettre de Luis Peñalver à Rómulo Betancourt, 3 août 1949.

[12] Archives de l'Institut Rómulo Betancourt, fonds Rómulo Betancourt, carton « 1949 », lettre de Domingo Alberto Rangel et Luis Hurtado Higuera à Rómulo Betancourt, Manzanilla, Colombie, 4 avril 1949. Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002, p. 129.

Les relations entre comités en exil étaient parfois très conflictuelles. Néanmoins, cette conflictualité ne déboucha pas sur l'émergence de factions internes. Ces relations produisaient en revanche des pratiques d'exclusion – secret, contrôle des lettres, choix des destinataires. Ces mécanismes se manifestaient tout particulièrement lors des prises de décisions en matière de coopération interorganisationnelle et d'évolution idéologique. Ces pratiques permirent à certains cadres de renforcer progressivement l'idée qu'il fallait tenir compte des risques de transgression interne qui pouvaient potentiellement mettre en danger la survie du parti. Jouant sur la peur d'un éclatement d'AD dans leurs lettres circulaires, Betancourt et Leoni finirent par accaparer complètement en 1951 les réseaux de résistance en se présentant comme les « gardiens du temple »[13].

Fondement de l'ordre institutionnel d'AD, les règles internes des années 1948-1949 furent mobilisées par le réseau personnel de Betancourt pour créer une dynamique de différenciation entre les composantes à l'étranger. Dans une lettre adressée en 1949 à Rómulo Betancourt depuis La Havane[14] faisant état de l'activité de la cellule locale, Luis Peñalver lança le début de ces initiatives de centralisation des activités et du Comité exécutif national (CEN) d'AD en exil basé à La Havane. Il demanda alors à Betancourt de structurer la résistance autour du noyau des dirigeants ayant exercé les plus hautes charges publiques entre 1945 et 1948. Il lui recommanda également d'installer le cœur névralgique de celle-ci dans les lieux de résidence de la plus haute autorité du parti – Betancourt – désignée par la 8e convention nationale d'AD du 24 novembre 1948.

Le processus qui conduisit à la centralisation du pouvoir interne à AD connut cependant de nombreuses difficultés. Il existait en effet des opposants à cette décision et à l'idée de développer des partenariats avec

---

[13] Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 164.

[14] Archives de l'Institut Rómulo Betancourt, fonds Rómulo Betancourt, carton « 1949 », lettre de Luis Peñalver à Rómulo Betancourt, 3 août 1949.

des partis analogues tels que le Parti Apriste Péruvien ou le Parti Libéral Colombien. Cela donna lieu à l'émergence de dissidences parmi les exilés vénézuéliens, notamment parmi les membres de la cellule du Mexique. Les dissidences renforcèrent au sein d'AD des tensions nées en 1949 entre partisans de Betancourt et ceux du président élu mais déchu, Romulo Gallegos. Finalement, Betancourt réussit à rallier progressivement les principaux cadres du parti et passa un pacte avec Leoni selon lequel les deux hommes se répartissaient l'organisation interne du parti en exil. Leoni devint par exemple en 1951 le Secrétaire général du Comité central d'AD en exil.

Par ailleurs, la cellule mexicaine fut ramenée sous contrôle central. Cette cellule se trouvait en effet de plus en plus affaiblie par des distensions internes à la suite de la signature en 1949 d'un accord politique entre certains de ses membres et les dirigeants du Parti communiste vénézuélien. Afin de récupérer le contrôle face aux partisans d'une alliance avec les communistes, les opposants à cet accord n'eurent pas d'autres alternatives que de s'allier à leurs dirigeants centraux. Betancourt et Leoni les aidèrent à contrôler les dissidents en échange de leur soutien aux entreprises de transformations idéologiques, à savoir l'abandon de l'idée d'une conquête du pouvoir par la révolution. Ce fut ainsi que Betancourt accentua son pouvoir parmi les réseaux d'AD, consolida sa carrière politique, renforça le dispositif lui permettant d'apparaître comme le dirigeant d'AD le plus expérimenté en matière de lutte internationale pour la défense de la démocratie et s'érigea définitivement en commandant politique.

## De l'éclatement en exil à la création d'un ordre institutionnel

La répartition géographique et la panique suscitée par le coup d'État de 1948 au Venezuela furent autant de difficultés que dût affronter AD pour survivre dans un premier temps, puis pour se reconstruire dans un second.

Une des stratégies du groupe consista à faire appel au capital relationnel et politique des anciens membres de l'ARDI afin de contourner les contraintes imposées par l'exil. Le groupe accumula alors des ressources politiques et symboliques qui furent réinvesties localement, favorisant une structuration interne verticale et noyautée par des cadres tels que Betancourt ou Leoni. L'utilisation de réseaux personnels et le choix de réactiver des anciennes solidarités y jouèrent un rôle instrumental dans la légitimation de certaines personnalités et dans l'accentuation des tensions internes.

Cet article montre comment l'institutionnalisation d'une résistance à l'étranger peut être lue comme un processus alimenté par plusieurs éléments internes contraignants pour les acteurs. Les choix antérieurs ou bien les rivalités peuvent en effet contribuer à la construction d'un espace partisan transnational en raison de leur capacité à peser sur le déroulement de l'action. Dans le cas d'AD notamment, les luttes concurrentielles nous montrent que les acteurs politiques ne peuvent jamais s'affranchir de l'ensemble des effets contre-productifs inhérents à toute institutionnalisation. Cela permet dès lors de penser la transnationalisation politique au-delà du postulat de l'efficacité historique qui se focalise principalement sur les réussites en matière de structuration politique et qui sous-tend la plupart des travaux en la matière.

# Les pratiques clandestines en exil

## Le parti communiste portugais, 1958-1974

***V**ICTOR **P**EREIRA*

À partir des années 1930, le parti communiste portugais (PCP), créé en 1921 d'une scission au sein du mouvement anarchiste, devient le principal parti d'opposition à la dictature. Cette dernière institue ce parti comme son principal ennemi et englobe l'opposition (à l'exception des républicains) sous l'épithète de communiste. L'action du PCP se déploie surtout dans la clandestinité. Les pratiques clandestines font partie de l'identité même du PCP qui, depuis les années 1930, a dû se protéger de la répression exercée par une police politique unifiée traquant les opposants – républicains, communistes, socialistes, anarchistes –, qui sont soit contraints à l'exil[1] soit emprisonnés.

Si, jusqu'au début des années 1960, les militants et dirigeants du PCP sont peu nombreux en France, la situation est bouleversée par un double phénomène. D'une part, entre 1957 et 1974, 900 000 Portugais émigrent en France, majoritairement des travailleurs issus de la paysannerie et des jeunes refusant d'accomplir leur service militaire en Afrique. Cette population émigrée constitue un enjeu fondamental pour le PCP. D'autre part, à partir de 1961, le Parti opte pour l'envoi de ses principaux dirigeants à l'étranger, afin de les protéger de la répression policière qui a

---

[1] Cristina Clímaco, « L'exil politique portugais en France et en Espagne (1927-1940) », thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction d'Andrée Bachoud, Université de Paris 7, 1998.

fréquemment entraîné l'arrestation des principales figures de l'organisation. En France, qu'ils se trouvent en exil ou soient de passage, les militants du PCP continuent à se soumettre aux contraintes de la vie clandestine. En effet, ils craignent que la police portugaise continue de les surveiller à l'étranger. De plus, la plupart des dirigeants du PCP sont interdits d'entrée et de séjour dans l'Hexagone. La clandestinité est donc la condition *sine qua non* de leur présence en France.

La présence en France de travailleurs, de jeunes étudiants, de militants et de dirigeants du PCP – mais aussi de dirigeants d'autres organisations de l'opposition – entraîne une reconfiguration des pratiques du PCP. En France, le PCP mène à la fois des actions légales, semi-légales et clandestines. Toutefois, en situation d'exil, l'hégémonie du PCP au sein de l'opposition anti-salazariste va être contestée et ce sont les pratiques clandestines, au fondement de l'engagement au sein du PCP, qui vont être l'un des éléments les plus remis en cause. Pierre de touche de l'organisation du parti, les pratiques clandestines vont canaliser les critiques de ceux qui considèrent qu'elles empêchent la lutte contre la dictature.

## Le PCP ou la clandestinité comme identité

Dans le contexte répressif de l'Estado Novo[2], pour survivre, la direction du PCP adopte de strictes règles d'organisation en clandestinité. La protection du parti et l'apparition de la figure du permanent dans les années 1940, militant vivant dans la plus totale clandestinité et rémunéré

[2] État Nouveau. Dictature qui a dominé le pays de 1933 à 1974 et dont la principale figure fut António de Oliveira Salazar, président du Conseil entre 1932 et 1968.

pour son travail au sein du parti, deviennent un élément fondamental de l'expérience communiste portugaise.

Cependant, cette construction d'un appareil clandestin n'empêche pas la vulnérabilité du PCP dans les années 1930 et 1940. La police politique procède à des vagues répétées d'emprisonnements. De plus, le parti est traversé par de profonds conflits et divisions. Après ce qui est appelé la « réorganisation » de 1940-1941, le PCP se structure autour de la figure d'Alvaro Cunhal[3] qui établit progressivement la figure du militant clandestin, totalement dévoué au parti qu'il doit avant tout protéger des assauts de la police politique.

La survie du parti face à la répression dépend fortement de l'intériorisation de la part de ses militants et surtout de ses permanents de « règles conspiratrices » [4] strictes. Les permanents du parti doivent abandonner leur identité préalable, se séparer de leur famille et de leurs proches et s'en remettre aux ordres de la direction, ordres qui peuvent régenter leur vie jusqu'aux points les plus intimes. L'engagement au parti est vécu comme un don de soi[5]. Les comportements et les manières de voir le monde des militants ne prennent sens que dans leur appartenance au parti et aux objectifs qu'il se donne. Cet abandon, le sacrifice de soi et le refus de l'individualisme constituent la pierre de touche de l'identité communiste pendant la période de la dictature.

---

[3] Né en 1913, Alvaro Cunhal rejoint le PCP au début des années 1930 et devient l'une de ses principales figures au début des années 1940. Il est emprisonné de 1949 à 1960 et devient Secrétaire général du parti à partir de 1961.

[4] José Pacheco Pereira, *A sombra: estudo sobre a clandestinidade comunista*, Lisbonne, Gradiva, 1993.

[5] Marc Lazar, « Le parti et le don de soi », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 60, 1998, p. 35-42.

## La France comme lieu de transit dissimulé

Si le parti privilégie la présence et l'action de ses militants au Portugal, certains de ses membres sont amenés à se rendre, pour des durées variables, en France. La France possède en effet un statut particulier dans les représentations politiques et culturelles des communistes portugais. Ces derniers voient dans la France à la fois le pays de 1789, de 1848, de 1871, de 1936 et de la Résistance[6], même si l'écart entre une France idéalisée et la réalité surgit souvent.

Pour l'organisation du PCP, la France sert de base arrière, la plus proche du Portugal depuis la fin de la Guerre d'Espagne. Le PCF est aussi un des principaux appuis logistiques du PCP. C'est en France que les dirigeants du PCP peuvent rencontrer des personnalités étrangères – notamment Jacques Duclos qui possède un rôle non négligeable auprès des partis communistes ibériques mais aussi Jorge Amado[7] –, chercher à obtenir des appuis d'autres partis et de l'Internationale communiste (IC). Paris sert souvent de plaque tournante pour les militants portugais qui doivent se rendre en Union soviétique ou, après 1945, dans les pays de l'Est pour y suivre des formations ou y exercer des fonctions.

Lorsqu'ils arrivent à Paris, les militants clandestins du PCP reçoivent la consigne de ne pas se rendre dans le Quartier latin, haut lieu de la sociabilité des exilés portugais et des étudiants ayant fui le Portugal pour éviter les guerres coloniales, et de ne pas fréquenter ses cafés[8]. Il existe, en effet, le risque d'être reconnu par des proches mais aussi d'être repéré par des informateurs ou des agents de la police politique. La fréquentation

---

6 José Neves, *Comunismo e Nacionalismo em Portugal. Política, Cultura e História no século xx*, Lisbonne, Tinta-da-China, 2008, p. 171-185.

7 José Pacheco Pereira, *Alvaro Cunhal. Uma biografia política*, vol. 2, *"Duarte", o dirigente clandestino (1941-1949)*, Lisbonne, Temas e debates, 200, p. 787 *et sq.*

8 Voir, par exemple, Vasco de Castro, *Montparnasse até ao esgotamento das horas*, Porto, Campo das letras, 2008.

de café, tant au Portugal qu'à l'étranger, est, du reste, pour les militants du PCP, synonyme de l'action, à leurs yeux, inutile, des groupes républicains ou d'extrême-gauche constitués, toujours selon leur terminologie, par des bourgeois et petits-bourgeois coupés des masses. Ces mêmes militants du PCP en France, contraints de vivre à huis clos, ont également pour consigne de ne pas participer aux mouvements de grève de 1968, afin de ne pas être arrêtés ou repérés par la police voire expulsés comme ce fut le cas pour quelques dizaines de travailleurs immigrés[9].

## L'émigration : une fuite des contraintes de la vie clandestine ?

Parmi les nombreux Portugais qui viennent travailler en France dans les années 1960, certains sont sympathisants du parti, voire militants. Si le parti accepte parfois de faire sortir du pays des militants, pour des raisons de sécurité (éviter les emprisonnements) ou pour y développer certaines actions en relation avec des « partis frères », il désire freiner ces départs qui apparaissent comme une fragilisation du parti au Portugal et une fuite du combat. En 1967, une résolution du Comité central vise à « contrarier la facilité avec laquelle de nombreux membres du parti tournent le dos à la lutte au Portugal pour prendre le chemin de l'étranger »[10]. La directive du Comité central de 1967 est claire :

> « Les membres du parti communiste portugais ont des devoirs envers le Parti et envers la classe ouvrière et le peuple. […] Il est pour cela de l'obligation de tous les militants de ne pas prendre la

[9] Xavier Vigna, « Une émancipation des invisibles ? Les ouvriers immigrés dans les grèves de mai-juin 68 », in Ahmed Boubeker, Abdellali Hajjat (dir.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales, France, 1920-2008*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, p. 85-94.

[10] Carlos Brito, *Álvaro Cunhal. Sete fôlegos do combatante. Memórias,* Lisbonne, Nelson de Matos, 2010, p. 32.

> décision d'émigrer sans consulter le Parti et, sauf raisons d'ordre majeur, se maintenir fermement à son poste de combat, c'est-à-dire, au Portugal »[11].

La direction du PCP est hostile à l'émigration. D'une part, le phénomène migratoire nuit au développement du pays qui perd sa force de travail. D'autre part, le parti souffre de la défection d'une partie non négligeable de ses membres et sympathisants. Enfin, le PCP appréhende l'émigration de la population (« l'exit » dans les mots d'Albert Hirschman[12]) comme un affaiblissement de la prise de parole (« voice »). En effet, après la fugue de Cunhal de la prison de Peniche, la stratégie du PCP pour mettre à bas la dictature – connue comme stratégie du « soulèvement national » – est l'insurrection populaire, qui ne pourrait avoir lieu qu'après un patient travail de propagande du parti auprès des travailleurs, soutenue par une partie des militaires[13]. Dans cette perspective, qui met au cœur de l'action du PCP l'instrumentalisation des difficultés économiques des travailleurs, l'émigration constitue un problème. Elle offre aux travailleurs mécontents et insatisfaits une solution individuelle et, selon le PCP, empêche une action collective contre la dictature[14].

Pourtant, cette perception assez négative de l'émigration pour la lutte du parti et les réticences face à l'émigration de militants ou de sympathisants

---

[11] Comité central do Partido Comunista Português, « Resolução sobre a filiação no Partido Comunista Português de Portugueses residentes no estrangeiro », *Avante*, n° 382, 1967, p. 4.

[12] Albert Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995 (1re éd. 1970).

[13] Sur la stratégie du « soulèvement national », voir João Madeira, « O Partido Comunista Português e a Guerra fria : 'sectarismo', 'desvio de direita', 'Rumo a vitória' (1949-1965) », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Fernando Rosas, Université Nouvelle de Lisbonne, 2011.

[14] Victor Pereira, « Émigration, résistance et démocratisation. L'émigration portugaise au crépuscule de l'Estado Novo », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, vol. 37/1, 2007, p. 219-240.

ne sont pas sans ambiguïtés. En effet, à partir des années 1960, un nombre croissant de permanents et de militants du PCP vit en exil. Et notamment Alvaro Cunhal. En 1961, après la fugue collective de la prison de Peniche, à laquelle ont pris part dix membres du PCP, la direction du parti décide que, pour des raisons de sécurité, une partie des responsables, et notamment Cunhal, doit résider à l'étranger. Cette année-là, la police politique a opéré de nombreuses arrestations et il est à craindre qu'elle arrête de nouveau Cunhal[15]. Jusqu'alors, les principaux dirigeants avaient vécu à l'« intérieur », encourant les risques d'une arrestation. Cette capacité à maintenir ses dirigeants au Portugal constituait pour le PCP la preuve de l'efficacité de son organisation. Mais au milieu des années 1960, une rupture majeure se produit : la direction du parti est désormais en exil. Le parti ne révèle-t-il pas de la sorte qu'il n'est plus capable de se prémunir contre les assauts de la police politique ?

Pour certains militants restés au Portugal, cette décision peut également s'assimiler à une solution de confort pour les dirigeants qui s'éloignent du combat et de ses dangers[16]. En effet, la directive du PCP de 1967 sur l'émigration de ses membres précise :

> « Pour être membre du PCP il est fondamental d'être disposé à s'engager dans une activité clandestine dans les conditions de la dictature fasciste existante au Portugal. L'affiliation au PCP a tout de suite ce sens. […] Qui n'a pas le courage pour affronter ces risques ne possède pas les conditions nécessaires pour militer dans les rangs du PCP »[17].

---

[15] Irene Pimentel, *A história da PIDE*, Lisbonne, Círculo de Leitores/Temas e Debates, 2007, p. 167-170.

[16] Voir, par exemple, le témoignage d'une ancienne permanente du PCP, Zita Seabra, *Foi assim*, Lisbonne, Alêtheia editores, 2007, p. 147.

[17] Comité central do Partido Comunista Português, « Resolução… », *op. cit.*, p. 4.

Dès lors, la direction du PCP peut sembler s'accorder des avantages qu'elle refuse à sa base. Et les dirigeants semblent s'exempter de la posture sacrificielle, voire héroïque, présente dans la littérature censée former et « éduquer » ses militants.

Cependant, dans les documents internes de militants et de fonctionnaires du PCP à Paris, une autre image de l'exil est donnée. La France y est présentée comme la « base arrière » ou « le front secondaire », un complément nécessaire et stratégique à la lutte menée au Portugal. Ainsi, en 1967, afin de justifier l'exil et récuser son inanité, Carlos Antunes, contrôleur du parti dans la région parisienne entre 1967 et 1970, rappelle aux communistes portugais appartenant au PCF que « Lénine a vécu dans l'émigration »[18].

## Un peuple à politiser

En parallèle, l'émigration massive des années 1957-1974 devient un enjeu considérable pour le PCP. Des milliers de travailleurs, en grande partie issus de la petite paysannerie du centre et du nord du Pays, fraction de la population que le PCP avait eue des difficultés à mobiliser, se trouvent en France et peuvent être « éduqués politiquement ».

L'action de politisation des travailleurs se fait, d'abord, par le biais du PCF et de la CGT, auxquels les militants communistes portugais doivent s'affilier, selon les règles provenant du temps de l'IC. À partir des années 1960, le PCP incite ses militants en France non seulement à rejoindre la CGT, mais aussi à y travailler auprès des immigrés portugais afin qu'ils

[18] Fundação Mário Soares, fonds Carlos Antunes/Isabel do Carmo, pasta 09204.001.051, notes manuscrites rédigées par Carlos Antunes pour une réunion avec les communistes portugais du PCF, tenue le 2 décembre 1967.

rejoignent le combat de la classe ouvrière en France. Dans cette perspective, la CGT publie *O trabalhador* à partir de 1964[19]. De son côté, le PCF organise plusieurs actions de solidarité avec la lutte des peuples ibériques. Avec l'aide de militants du PCF, les communistes portugais essaient d'internationaliser la lutte de l'opposition anti-salazariste, la rattachant au combat des gauches occidentales contre l'impérialisme. Les guerres coloniales, initiées en 1961 en Angola et qui s'étendent en Guinée-Bissau en 1963 et au Mozambique en 1964, sont ainsi connectées à la guerre du Vietnam. Dans la presse liée au PCF, des articles sont régulièrement consacrés à la dictature portugaise et au combat des « démocrates portugais ».

Par ailleurs, les communistes portugais qui ne sont pas liés à l'appareil clandestin et qui peuvent entreprendre une action légale investissent le milieu associatif. En 1962, des militants communistes portugais, dont certains possèdent également la nationalité française, échappant ainsi à la procédure d'autorisation à laquelle sont soumises depuis avril 1939 les associations étrangères, créent l'« Association des Originaires du Portugal ». L'association, qui officiellement limite son champ d'action au domaine culturel, publie un bulletin intitulé *Trait d'Union* – avec une version en langue portugaise – qui incite à la mobilisation politique de ses lecteurs. De jeunes militants du PCP prennent le contrôle de l'Union des Étudiants Portugais en France, créée en 1960. Un des objectifs de l'UEPF, est de diffuser des informations sur les luttes estudiantines qui ont lieu au Portugal. Enfin, parmi d'autres activités, des militants portugais participent chaque année à la fête de l'Humanité. Un stand « des démocrates portugais » est tenu par des militants du parti.

---

[19] José Babiano, « Les travailleurs italiens, espagnols et portugais et le syndicalisme français, notamment la CGT », in Natacha Lillo (dir.), *Italiens, Espagnols et Portugais en France au xx^e^ siècle, regards croisés*, Paris, Publibook, 2008, p. 83-102.

Les actions de solidarité avec le Portugal, organisées en France, tendent à nuancer le discours, pourtant présent au Portugal, qui dépeint l'exil comme vain. Il s'agit pour les militants en France de démontrer leur utilité, de prouver que même depuis l'étranger, ils peuvent aider efficacement la lutte menée au Portugal. Par le biais de la nébuleuse de comités et associations qu'il contrôle, le parti peut à la fois gagner de nouveaux militants, appuyer la lutte des communistes au Portugal et dénoncer internationalement la dictature portugaise qui dépend en partie de l'appui des démocraties occidentales pour continuer les guerres coloniales[20].

## Le maintien de la clandestinité

Toutefois, la visibilité de l'engagement des « démocrates portugais » sur le stand de la fête de l'Humanité n'est en aucun cas extensible aux fonctionnaires du PCP qui résident en France. Des personnalités comme Cunhal ne peuvent évidemment pas apparaître à cette occasion. Les dirigeants et fonctionnaires qui se rendent en France, pour des durées de séjour variées, conservent les pratiques clandestines pour se protéger. Pourquoi ? D'une part, les dirigeants du PCP pensent que les agents et les informateurs de la police politique se trouvent également à l'étranger et qu'ils continuent à les y traquer. D'autre part, les principaux dirigeants du PCP ne peuvent légalement pas entrer en France. En effet, dans le cadre des bonnes relations diplomatiques entre la France et le Portugal, les principaux dirigeants de l'opposition portugaise sont interdits de séjour en France. Ainsi, en février 1966, des arrêtés d'expulsion sont-ils émis à l'encontre d'Alvaro Cunhal et de Pedro Santos Soares, membre du Comité

[20] António José Telo, « As guerras de Africa e a mudança nos apoios internacionais de Portugal », *Revista de história das ideias*, vol. 16, 1994, p. 347-369.

central du PCP. De simples militants sont étroitement surveillés par la police française qui craint « une pénétration de la propagande communiste qui leur donnerait (aux immigrants) une mentalité de révolte, une vue agressive de la situation, une perspective marxiste-léniniste de la solution à leurs difficultés »[21]. Selon les autorités françaises, les travailleurs étrangers ne doivent pas exercer d'activité politique et se limiter à travailler[22].

Les autorités françaises collaborent également avec la police politique portugaise, lui envoyant des informations sur les opposants portugais, informations qui peuvent déboucher sur des arrestations au Portugal[23]. Ces collaborations sont liées à l'anticommunisme que partagent les polices de renseignement des deux pays et au fait que la police politique portugaise a réussi à se faire passer pour une police de renseignement comme les autres. Les dirigeants du PCP savent donc pertinemment qu'ils ne peuvent agir ouvertement sur le territoire français.

Par conséquent, si des dirigeants communistes portugais entrent en France et s'y installent plus ou moins longuement, c'est qu'ils disposent de faux papiers, fabriqués par le PCP ou fournis par le PCF, et de logements mis à disposition par le PCF, notamment dans les municipalités qu'il contrôle en région parisienne. Le cas le plus connu est celui de Cunhal dont la présence en France, à Montreuil plus précisément, n'est possible que grâce à l'appui logistique donné par le PCF. En dépit de cette protection, Cunhal donne une importance fondamentale au maintien des règles conspiratrices pour les permanents clandestins de son parti. Selon les mémoires de Carlos Brito qui le rencontre pour la première fois à Paris

---

[21] Centre des Archives Contemporaines, 0019960134, art. 1, note de la direction des Renseignements généraux sur les activités politiques des étrangers en France, août 1964.

[22] Danièle Lochak, *Étranger de quel droit ?*, Paris, PUF, 1985, p. 130 *et sq*.

[23] Victor Pereira*, La dictature de Salazar face à l'émigration. L'Etat portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2012, voir le chapitre 9.

en 1966, le Secrétaire général s'assure que les rencontres entre permanents clandestins à Paris ou en région parisienne se déroulent bien « techniquement », c'est-à-dire que les « questions conspiratrices »[24] ont été traitées précautionneusement.

Si le PCP avait acquis une profonde expérience de la clandestinité – c'était le parti communiste occidental qui devait, depuis le plus longtemps, se déployer dans ces conditions –, il semble que les règles conspiratives instituées en France ne sont pas une simple reproduction de celles employées au Portugal. Certes des pratiques subsistent : veiller à s'assurer de ne pas être filé, coder la correspondance et les documents internes envoyés au Portugal, éviter de vivre près d'un autre fonctionnaire, ou encore ne pas avoir des habitudes de vie pouvant éveiller des soupçons. Cependant, les fonctionnaires doivent s'adapter à un environnement différent de celui qu'ils ont connu au Portugal. Certaines pratiques développées par le PCF, notamment pendant l'Occupation, semblent avoir été transmises aux militants portugais. Ainsi Carlos Antunes [25] se remémore-t-il avoir rencontré Alvaro Cunhal, qui modifie fréquemment son apparence, dans le métro parisien[26]. Ce type de rencontre clandestine n'a pas pu être pratiqué fréquemment par les militants du PCP à Lisbonne car le métro n'y ouvre ses portes qu'en 1959. En revanche, pendant l'Occupation, la Résistance parisienne avait utilisé les réseaux de transport, dont le métro, pour échapper à la surveillance policière[27]. Les pratiques clandestines développées par les militants portugais en France bénéficient ainsi des expériences portugaise et française et s'adaptent à un environnement urbain distinct de l'agglomération lisboète ou de Porto.

---

[24] Carlos Brito, *Álvaro Cunhal*…, *op. cit.*, p. 54.

[25] José Freire Antunes, *A guerra de Africa (1961-1974),* vol. 2, Lisbonne, Temas e debates, 1996, p. 907-918.

[26] Entretien avec Carlos Antunes, le 15 octobre 2003, à Lisbonne.

[27] Emmanuelle Retaillaud-Bajac, « Introduction », in Sylvie Aprile, Emmanuelle Retaillaud-Bajac (dir.), *Clandestinités urbaines. Les citadins et les territoires du secret (xvi$^{e}$-xx$^{e}$)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 7-19.

## La clandestinité comme pomme de discorde

La situation d'exil et le rapport à la clandestinité ne sont pas pour rien dans les évolutions du communisme portugais. En 1964, Francisco Martins Rodrigues, un ancien membre du Comité central du PCP, opère une scission maoïste au sein du parti[28]. S'il est en désaccord depuis quelques années avec la direction de Cunhal[29], cette scission est facilitée par son exil à Paris. En effet, pour de nombreux militants, l'exil permet une prise de distance face à une double censure : celle opérée par le régime salazariste mais aussi celle organisée par le PCP qui contrôle l'information à laquelle ont accès ses militants qui vivent dans la clandestinité. En France, les militants et les sympathisants du PCP, ainsi que les autres opposants à la dictature, ont accès à une littérature qu'ils pouvaient difficilement avoir au Portugal, du fait de cette double censure. Les sociabilités étudiantes, au sein du Quartier latin, l'accès à des librairies comme *Joie de Lire* de François Maspero, la lecture de revues ou de journaux ouvrent d'autres horizons aux militants ou sympathisants du PCP et aux jeunes réfractaires qui viennent en France pour éviter les guerres coloniales. L'extrême gauche – tant maoïste que celle influencée par le guévarisme comme c'est le cas de la *Liga de União e Acção Revolucionária* (LUAR)[30] – reproche au PCP son obsession pour l'organisation et pour sa propre protection, obsessions qui se font, selon elle, au détriment de la lutte contre la dictature. Plusieurs organisations qui se forment à la gauche du PCP défendent la lutte armée – que certains entreprennent – et fustigent ce qu'elles nomment une opposition par « les papiers », se limitant à imprimer

---

[28] Miguel Cardina, « Margem de certa maneira. O maoísmo em Portugal : 1964-1974 », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Rui Bebiano, Université de Coimbra, 2010, p. 49.

[29] Francisco Martins Rodrigues, *Os anos do silêncio,* Lisbonne, Dinossauro, 2008.

[30] José Hipólito Santos, *Felizmente houve a Luar. Para a história da luta armada contra a ditadura*, Lisbonne, Ancora editora, 2011.

des journaux et des tracts et tombant selon elles dans un excès de bureaucratie. Le PCP est considéré par une partie de l'extrême-gauche comme l'allié objectif de la dictature en refusant d'entreprendre une vigoureuse lutte armée. Certains militants, passés par l'expérience de la clandestinité, quittent le PCP, désirant se libérer de ce qui leur semble désormais une forme de domination insupportable.

Les événements de Mai 68 ne sont pas en rien dans ce refus de la clandestinité. Le contrôle sur les individus, sur les affects, sur les corps, sur la parole qu'implique l'engagement dans le PCP est désormais refusé par de nombreux jeunes opposants. Les premières organisations maoïstes, dont la grande majorité des militants sort des filières du PCP, conservent des pratiques clandestines rigoureuses. Mais, dans la seconde moitié des années 1960, avec l'influence des idées libertaires et des pratiques militantes développées lors de Mai 68, les organisations fondées en France prennent peu de précautions pour dissimuler leur action, surtout lorsque leurs militants ne sont jamais passés par le PCP. Ces organisations affirment souvent que ces pratiques clandestines ne constituent qu'une excuse utilisée par le PCP pour ne pas agir et qu'il est nécessaire de rendre l'action politique visible dans l'espace public. Au Portugal, certains groupes maoïstes organisent des manifestations spontanées dans les rues de Lisbonne et multiplient les inscriptions sur les murs[31]. Les organisations mettent en exergue le courage de leurs militants qui, à l'inverse de ceux du PCP, n'hésitent pas à braver la police politique. En France, des groupes fondent de nombreux journaux, mettent en place des comités d'aide aux déserteurs, organisent des concerts, participent à des « actions exemplaires »[32] comme la distribution de tracts dans les bidonvilles où résident les Portugais ou recrutent des militants dans les cafés, sans

[31] Aurora Rodrigues, *Gente comum. Uma história da PIDE*, Lisbonne, 100 luz, 2011.

[32] Voir, par exemple, la classification de l'extrême-gauche proposée par Cécile Péchu, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006, p. 183 *et sq*.

connaître profondément leur trajectoire. Ces procédés ouvrent la porte aux infiltrations policières et aux arrestations. Mais, en dépit de ces arrestations, le PCP perd son hégémonie dans l'opposition et voit de nombreux partis et organisations attirer les jeunes générations militantes. La consigne du PCP obligeant ses militants à accomplir leur service militaire et à aller en Afrique, afin d'y noyauter l'armée et d'y déployer une action militante auprès des soldats, ne fait que renforcer cette tendance[33]. L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 par les troupes du pacte de Varsovie, pour sa part entraîne la désaffection de nombreux militants et même de dirigeants qui vivaient en exil. En effet, le PCP est l'un des rares partis communistes européens à l'appuyer.

À la fin des années 1960, le militantisme au sein du PCP et l'apprentissage de ses pratiques clandestines ne sont plus un passage obligé pour ceux qui désirent combattre la dictature. Dans le processus de reconfiguration de l'opposition en exil et avec les effets des guerres coloniales, de Mai 68 et de la critique des organisations qui suit cet événement, la clandestinité, pierre de touche de l'engagement au sein du PCP dans les années 1940 et 1950, devient ainsi l'une des causes de sa désaffection auprès de larges secteurs de la jeunesse politisée, tant au Portugal qu'en exil. Ce qui a fait la force du PCP devient une de ses principales faiblesses.

[33] Rui Bebiano, « As esquerdas e a oposição à guerra colonial », in Rui de Azevedo Teixeira (dir.), *A Guerra do Ultramar. Realidade e Ficção*, Lisbonne, Editorial Notícias, 2001, p. 293-313.

# La clandestinité rêvée, la clandestinité subie

## Parcours clandestins du parti socialiste du Chili, 1959-1979

***C**AROLINA **T**ORREJÓN-**B**ARREDA*

La clandestinité politique peut être considérée comme une contrainte, la politique étant par principe une activité publique[1]. Or, faire de la politique dans la clandestinité implique un équilibre impossible entre visibilité et invisibilité, un détournement du sens même de la politique. La clandestinité peut aussi être vécue comme une opportunité puisqu'elle permet d'ignorer et même de bouleverser les règles du jeu politique institutionnel. Pendant tout le XX^e^ siècle, les mouvements issus des idées révolutionnaires ont utilisé des structures d'action clandestines. L'objectif ambitieux, de renverser les règles et de bousculer les possibles, ne pouvait être atteint qu'au sein de la clandestinité. Ainsi, l'activité politique clandestine peut être vécue soit comme une contrainte soit comme une opportunité. C'est ce que nous montre l'étude des vingt années clés du parcours de la gauche chilienne entre 1959 et 1979.

Pendant ces vingt ans, les principaux partis de la gauche chilienne, le parti communiste et le parti socialiste, ont réussi à constituer une coalition politique visant à gagner les élections, dans le même temps qu'elle

---

[1] L'auteure est doctorante en histoire à l'Université Paris1 Panthéon-Sorbonne. Ce travail présente un aspect d'une recherche plus large, réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat intitulée, « La clandestinité rêvée, la clandestinité subie. Les parcours clandestins du parti socialiste du Chili (1959-1979) », préparée sous la direction d'Annick Lempérière (Centre de recherche d'histoire de l'Amérique latine et des mondes ibériques, CRALMI).

s'efforçait de construire un projet politique commun, qui prit le nom, dans les années 1970, de la « voie chilienne vers le socialisme ». La participation, avec un certain nombre de succès, de la gauche aux élections de cette période, cachait toutefois mal des divergences liées au caractère et à la nature de ce projet politique. Lentement mais avec force, un mouvement dissident s'est constitué au sein de la gauche, tout à la fois contestation de l'hégémonie communiste et revendication de l'influence du *guévarismo*. Ce courant met sous tension tous les partis de la gauche et s'organise autour du *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR), créé en 1965. Mettant également en avant le succès de la Révolution cubaine, ces militants considèrent la condition clandestine comme faisant partie de la lutte pour le socialisme. Elle est perçue comme une position de force, comme un constat d'impuissance de l'État bourgeois à limiter l'avancée de la révolution. Le triomphe inespéré de Salvador Allende, en tant que chef de file de l'*Unidad Popular* (Unité populaire), lors des élections présidentielles de 1970, couronne les efforts dits « systémiques » réalisés par la coalition PS-PC, au moment même où ceux-ci étaient le plus contestés par l'aile radicale de la gauche. Le coup d'État, organisé trois ans plus tard contre Salvador Allende et son gouvernement, met la gauche, toutes tendances confondues, hors du système politique et marque le début d'une répression sans merci à l'encontre des militants. Commencent alors, pour une grande partie d'entre eux, de longues années de clandestinité et d'exil, durant lesquelles les divergences politiques restent vives. En 1979 commence un nouveau cycle politique à gauche, avec la division du parti socialiste qu'amorce la fin de l'*Unidad Popular*, expression de la coalition historique entre le parti socialiste et le parti communiste.

Pendant la dictature, cette répression a imposé des pratiques politiques inédites à des partis peu préparés aux épreuves du terrorisme d'État. La clandestinité vécue dans un contexte de répression n'avait aucun point en commun avec l'idée que les militants s'étaient faits de cette condition.

## Un sujet occulté

Jusque récemment, la clandestinité politique n'était pas un sujet courant dans l'historiographie politique du Chili contemporain. Traditionnellement, ce sont les aspects idéologiques qui étaient mis en avant dans ces études ; en effet nous pouvons constater un intérêt renouvelé sur ce sujet au début des années 2000[2]. Les ouvrages parus ont été fortement influencés par le paradigme victimaire des récits du passé. De ce fait, en concordance avec les témoignages sur les horreurs commises par la dictature, ces analyses considéraient la clandestinité forcée après le coup d'État, comme un moment de perte de référents, profondément perturbant, et ne mettaient en avant que le manque de préparation de cette pratique de la clandestinité.

La persécution et la torture étaient intimement liées à l'expérience de la clandestinité militante, et tant les témoins[3] que les historiens ont mis l'accent sur cet aspect. Rolando Álvarez considère, par exemple, que la clandestinité ne peut être dissociée de la terreur d'État mise en place par la dictature, car elle en est un produit : elle était la seule réponse possible face à la nouvelle conjoncture[4].

---

[2] Voir entre autres : Rolando Álvarez Vallejos, *Desde las sombras: una historia de la clandestinidad comunista (1973-1980)*, Santiago du Chili, LOM éd., 2003 ; Caroline Torrejón-Barreda, « Brumas. El MAPU-OC bajo el autoritarismo y en clandestinidad. Del golpe militar a la extinción de la Unidad Popular (1973-1979) », Tesis de licenciatura en Historia, Santiago, Universidad Católica de Chile, 2001, 150 p.

[3] Pour le parti socialiste voir, entre autres : Sergio Zamora, *Après septembre : chronique de la résistance, 11 septembre 1973-15 mai 1975*, Paris, F. Massot, 1994 ; Juan Azócar, *Lorca. De la reforma universitaria a la lucha antidictatorial. La desaparición de un diputado de la República*, Santiago, Memoria y Futuro, 2011 ; Eduardo Gutiérrez Gonzáles, *Ciudades en las Sombras, una historia no oficial del Partido Socialista de Chile*, Santiago, Collecciones Memoria Histórica, 2002. Dans le cas d'autres partis, voir : Jaime Gazmuri et Jesús Manuel Martínez, *El sol y la bruma : Jaime Gazmuri*, Huechuraba, Santiago, Ediciones B., Chile, 2000.

[4] Rolando Álvarez Vallejos, *Desde las sombras…*, *op. cit.*, p. 24.

Cette approche, la mieux adaptée pour décrire la situation sous la dictature, rend invisible l'existence parmi les militants d'une réflexion et d'un imaginaire sur la clandestinité politique avant le coup d'État. Pourtant, il nous semble crucial de pouvoir analyser la manière dont la clandestinité politique a été pratiquée, envisagée ou rêvée dans la continuité de l'expérience militante. Placer au cœur de l'analyse, la perception du fait clandestin, en élargissant les bornes chronologiques, permet d'ouvrir les perspectives de l'étude de la militance de l'époque.

Ce défi se heurte à une limite : la clandestinité politique reste un sujet difficilement traçable dans les sources des années soixante[5]. Elle n'est que rarement évoquée dans les documents militants, n'étant pas vraiment une préoccupation au sein de la gauche. Elle est implicite dans les débats sur la violence révolutionnaire et la prise de pouvoir, laissant à penser qu'elle constitue apparemment un aspect très secondaire des mesures à prendre pour arriver au socialisme.

Dans cet article, nous nous efforcerons de nuancer ce postulat d'une position secondaire de la clandestinité politique au cours de cette période, en nous intéressant notamment au parti socialiste du Chili. Celui-ci, par sa diversité, nous semble un exemple emblématique de la division idéologique de la gauche chilienne de cette époque, dans le même temps que les débats, qui la traversent, permettent de suivre les mutations que la notion de clandestinité connaît en tant qu'outil pouvant faire partie de son répertoire d'action politique, avant et après le coup d'État de 1973, passant d'une clandestinité assumée, en tant qu'une des formes de lutte armée insurrectionnelle, à une clandestinité subie.

---

[5] Nous avons consulté les documents disponibles dans différents fonds : le fonds d'archives « Fernando Murillo Viaña », disponible à la Fondazione Feltrinelli (Milan), les recueils d'archives disponibles à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC, Nanterre), le Fonds Eugenio Ruiz-Tagle, fonds numérisé à FLACSO-Chile (aujourd'hui les originaux sont consultables à la Bibliothèque nationale du Chili) et le fonds particulier de Guarani Pereda, militant du PS (Chili), en plus des revues éditées par les partis et la presse de l'époque.

## Vers la révolution clandestine

De 1959 à 1973, la gauche chilienne était divisée entre deux lignes stratégiques bien distantes mais pleines de nuances : d'une part le parti communiste, centre d'un pôle parfois qualifié de systémique, d'autre part un pôle *rupturista* (de rupture) porté surtout après 1965 par le MIR. Le parti socialiste, parti de masse et de tradition électoraliste, avait construit un front commun avec le parti communiste dès le début des années cinquante. Ce front était centré sur l'idée d'une voie pacifique vers le socialisme et après 1956, il impliquait une stratégie d'alliances du type front populaire. Autrement dit, le parti socialiste était engagé dans le pôle « systémique » de la gauche chilienne[6].

Cette entente communiste-socialiste a été mise à l'épreuve constamment pendant cette période du fait du processus de radicalisation accélérée[7] des militants socialistes. Plusieurs facteurs ont contribué à cette radicalisation.

D'une part, une grande partie des militants socialistes était séduite par la réussite de la Révolution cubaine. La propagande de celle-ci battait son plein pendant cette décennie et, partout en Amérique latine, des mouvements s'y reconnaissaient. Le MIR était l'un de ces groupes, et bien que son origine soit beaucoup plus complexe qu'un simple effet

---

6 La bibliographie sur la trajectoire de la gauche chilienne durant cette période est très large. Nous citerons ici seulement quelques ouvrages : Marcelo Casals Araya, *El alba de una revolución : la izquierda y el proceso de construcción estratégica de la* « *vía chilena al socialismo* »*, 1956-1970*, Santiago, LOM ed., 2010 ; Jorge Arrate, Eduardo Rojas, *Memoria de la izquierda chilena. t. II, 1970-2000*, Barcelone, Santiago, Javier Vergara ed., 2003 ; Julio Faúndez, *Izquierdas y Democracia en Chile 1932-1973*, trad. fr. José Cayuela, Santiago, BAT ed., 1992 ; A. Ricardo, R. Yocelevzky, *Chile : partidos políticos, democracia y dictadura : 1970-1990*, Santiago, Fondo de Cultura Económica, 2002 ; Verónica Valdivia Ortiz de Zárate, Rolando Álvarez Vallejos et Julio Pinto Vallejos, *Su revolución contra nuestra revolución: izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago, LOM ed., 2006.

7 Quelques auteurs parlent ainsi de « léninisation », voir : Ignacio Walker, *Del populismo al leninismo y la « inevitabilidad del conflicto »: el Partido Socialista de Chile (1933-1973)*, Santiago, CIEPLAN, 1986.

d'émulation des Cubains, il n'en reste pas moins vrai que la Révolution cubaine était son idéal affiché. La complexité des liens entre le MIR et les socialistes constitue un exemple représentatif de l'ambiance de concurrence entre les groupes politiques porteurs d'idées révolutionnaires[8].

La conjoncture de 1964 a aussi aidé fortement à la radicalisation d'une portion du parti socialiste. Aux élections présidentielles de cette année-là, la victoire du candidat de la gauche, Salvador Allende, a été empêchée par la stratégie de la droite de voter massivement pour le candidat du centre, porté par le jeune parti démocrate-chrétien. Cette défaite n'était pas attendue et une partie des militants arrive à la conclusion qu'il serait impossible d'accéder au pouvoir en suivant les règles du jeu démocratique. Cette radicalisation s'est traduite par un basculement dans la clandestinité, d'une certaine façon par défaut. Il se fait à l'initiative de groupes qui se forment dans les années qui suivent, comme *Los Elenos* et *La Organa*. Ils sont conçus comme des noyaux clandestins qui cherchent à mettre en place des écoles d'instruction politique et militaire et quelquefois à radicaliser les positions dans des luttes sociales de revendication, en les infiltrant[9].

La Organa[10] était un groupe clandestin organisé par des membres de la Commission nationale agraire (*Comisión Nacional Agraria*, CONAS) du parti socialiste à partir de l'année 1968 avec la collaboration des étudiants socialistes qui faisaient partie de la Brigade universitaire socialiste (*Brigada Universitaria Socialista*, BUS). Ils se sont organisés ainsi après avoir

---

8 Sur le MIR voir : Eugénia Palieraki, « Histoire critique de la ''nouvelle gauche'' latino-américaine : le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960 », thèse de doctorat en histoire sous la direction de Annick Lempérière et Alfredo Riquelme, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Pontificia Universidad Católica de Chile, 4 vol., 2009.

9 Cristián Pérez, « Guerrilla rural en Chile. La batalla del fundo San Miguel », *Estudios Públicos*, 2000, n° 78, p. 181-208 ; Cristián Pérez, « El ejército del Che y los chilenos que continuaron su lucha », *Estudios Públicos*, 2003, n° 89, p. 225-256.

10 Juan Azócar, *Lorca…*, *op. cit.* p. 37 *et sq*.

participé à l'occupation d'une exploitation agricole par ses travailleurs dans le cadre d'un conflit pour l'augmentation des salaires à la campagne. Armés et combatifs, ils tentaient de suivre la ligne stratégique définie lors du 22e congrès général du parti. L'occupation s'est soldée par la détention d'une centaine de travailleurs et militants, mais pour les socialistes qui y ont participé, cette action les a confortés dans l'idée que la campagne était un front clé pour encercler l'État bourgeois et qu'il fallait organiser un noyau clandestin pour diriger l'éventuelle et prédictible lutte armée pour la conquête du socialisme.

Les *Elenos* sont un autre groupe clandestin à l'intérieur du PS formé en 1966 comme un appui aux projets du Che Guevara d'installation d'un *foco guerrillero* en Bolivie. Ces socialistes chiliens étaient la section chilienne de l'Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN) de Guevara.

Deux des premières expériences d'instruction politique et paramilitaire au Chili ont été organisées par ces groupes de militants du PS, « dans les localités de *Guayacán* et *Chaihuín*, [et] auront une grande influence dans la radicalisation de l'imaginaire d'importants contingents du PS »[11].

Ces expériences d'instruction paramilitaire, bien qu'embryonnaires, sont significatives d'un imaginaire de puissance. La possibilité d'organiser des écoles de guérilla, même humbles, et de se constituer en tant que groupes différenciés du parti par le secret, est un signe d'une certaine capacité d'autonomie et de pouvoir. Dans la lutte pour le socialisme, la clandestinité est une arme.

Un point d'inflexion entre les groupes modérés et radicaux du parti se produit lors du 22e Congrès général du parti qui se tient à Chillan en 1967. Au cours de ce congrès, les radicaux obtiennent une victoire en faisant approuver, comme texte de conclusion, un document mettant en avant la violence révolutionnaire comme le vrai chemin conduisant à la révolution

[11] *Id.*

socialiste[12]. Cette conclusion n'était pas partagée par tout le parti, car il existait toujours un décalage entre l'action du parti et son discours. Pour les radicaux, les conclusions du congrès montraient malgré tout qu'il fallait se préparer pour l'inévitable lutte armée ouvrant la voie à la révolution, même si cette préparation ne pouvait se faire qu'en secret.

En 1969, après plusieurs incidents, le MIR est déclaré hors-la-loi et ses dirigeants annoncent leur décision d'entrer, à leur tour, en clandestinité pour éviter le procès. Cette entrée en clandestinité fracassante est très mal perçue par une grande partie des socialistes, spécialement par ceux qui s'engagent de plus en plus du côté de la légalité. En effet, de manière parallèle aux timides efforts d'instruction paramilitaire, la majorité des partis de gauche était une nouvelle fois pleinement engagée dans une campagne électorale. Le candidat Salvador Allende, à la tête de la coalition de gauche nommée *Unidad Popular*, promettant d'amener le Chili vers le socialisme en respectant le cadre de la légalité démocratique, gagne les élections et devient président de la République. Sa victoire, inattendue pour une bonne partie de ses soutiens, a compliqué les stratégies politiques des groupes plus radicaux.

*La Organa* et les *Elenos* qui avaient fusionné quelques mois avant les élections, une fois Allende élu président, choisissent de se dissoudre et de se joindre pleinement aux tâches du gouvernement de l'*Unidad Popular*, auquel ses militants ont contribué notamment en prenant des postes à la police civile. Ce tournant dans la trajectoire stratégique des militants des *Elenos* (nom qu'ils choisissent de conserver après la fusion), au regard de leur position de principe antérieure, peut paraître surprenant puisqu'immédiatement ils entrent au gouvernement et s'engagent dans sa

[12] Les documents de ce congrès ont été publiés, voir : Víctor Farías, *La izquierda chilena (1969-1973) : documentos para el estudio de su línea estratégica*, Santiago, Centro de Estudios Públicos, vol. 6, 2000 ; Julio César Jobet, Ricardo Núñez, *Historia del Partido Socialista de Chile*, Santiago, Ed. Documentas, 1987.

défense au lieu d'insister sur la construction d'une organisation hors de l'institutionnalité. Il n'en demeure pas moins, que certains militants, mécontents de ce choix, restent dans la clandestinité et se regroupent autour des cellules régionales du parti situées à Santiago et à Concepción Elles jouent par la suite un rôle important dans l'organisation de la clandestinité après la chute du gouvernement Allende.

Sur un autre plan, nous voudrions souligner la façon dont l'imaginaire des militants sur la clandestinité se nourrissait aussi d'éléments venus de l'étranger. D'une part, quelques témoignages[13] mettent en avant l'influence des réfugiés politiques étrangers résidant au Chili dans la proposition de normes de clandestinité de bon sens. Des militants, brésiliens notamment, ont conseillé vivement de ne pas donner leur vrai nom, entre autres mesures qui ne sont pas vraiment suivies par les militants socialistes. D'autre part, le rapprochement entre Cuba et le Chili pendant le gouvernement de l'*Unidad Popular* a intensifié les programmes d'instruction dans l'île, destinés aux militants de la gauche chilienne[14]. De cette manière, plusieurs dizaines de militants, choisis pour séjourner quelques mois à Cuba, ont reçu des formations au maniement des armes et aux tactiques de clandestinité. Nous constatons que pour une partie des militants socialistes – et de la gauche en général –, le vocabulaire de la clandestinité ne leur était pas étranger, car la préparation de la lutte armée avait nécessairement besoin d'un cadre de protection : le secret est un élément clé de sa mise en place.

En somme, l'existence de groupes tels que *La Organa* et les *Elenos* et la réalité des voyages de formation ainsi que l'influence des réfugiés nous révèlent que les militants de l'époque ont eu une connaissance des

---

[13] Interview avec Sergio Zamora, Paris, mai 2012.

[14] Voir : Quiroga, Patricio, *Compañeros. GAP: la escolta de Allende*, Santiago, Editorial Aguilar, 2001.

aspects logistiques d'une éventuelle clandestinité [15]. Même si ces connaissances étaient partielles ou trop théoriques, quand bien même l'attitude des militants aurait été nonchalante en rapport à ces connaissances, il est évident qu'il existe des pratiques et un imaginaire de la clandestinité pendant ces années, au moins chez une partie de la militance.

## Clandestins et persécutés

Le coup d'État du 11 septembre 1973 vient installer au Chili un régime dictatorial rapidement pris en main par le général Augusto Pinochet, qui organise une police secrète, la DINA, chargée d'anéantir les partis politiques jusqu'alors au pouvoir. La persécution a imposé des pratiques politiques inédites aux partis, nullement préparés pour les épreuves que le terrorisme d'État leur a imposées. La clandestinité vécue dans un contexte de répression n'avait aucun point en commun avec l'idée que les militants s'étaient fait de cette condition.

Il est évident que le fonctionnement des partis au cours de cette période est indissociable du contexte de terreur et persécution instaurée par la dictature. Une répression qui était elle aussi clandestine car basée sur les actions secrètes, l'occultation de prisonniers et la négation de ses meurtres[16].

---

[15] Même dans des partis totalement engagés avec la « via chilena », comme c'est le cas du MAPU Obrero-Campesino, voir : Jaime Gazmuri, Jesús Manuel Martínez, *El sol y la bruma…*, *op. cit.*

[16] Chili. Comisión nacional de verdad y reconciliación, *Informe de la Comisión nacional de verdad y reconciliación*, Santiago, Chili, Secretaría general de gobierno, 1991.

Malgré la terreur, les militants ont tenté de maintenir les partis vivants[17]. La connaissance acquise avant le coup d'État, même partielle et la plupart du temps inadéquate, a donné quelques fruits et aujourd'hui nous pouvons voir l'énorme volonté politique que montraient les actions clandestines. Les initiatives telles que la rédaction, la reproduction et la distribution de tracts et de manifestes, la réunion et l'activation de réseaux de militants, la recherche de revenus, le soutien aux parents des prisonniers, le lien avec les exilés, entre autres activités, montrent à quel point les militants ont cherché à faire survivre ces partis.

Les documents clandestins révèlent l'effort d'adaptation des militants[18] ainsi qu'un discours centré sur l'idée du sacrifice, discours très important jusqu'à la fin de la décennie. On retrouve ces notions dans cet hommage à Eduardo Charme, dirigeant clandestin du parti socialiste, tué dans la rue par la DINA, en mai 1976, alors qu'il allait faire un « contact », paru dans la revue clandestine *Unidad y Lucha* :

> « La clandestinité, la torture, la prison, la mort sont les nouvelles conditions du métier révolutionnaire au Chili. […] Notre parti socialiste doit, pour être à l'avant-garde avec d'autres partis ouvriers, payer le prix d'être la tête visible. Ce prix si dur c'est le dévouement militant, le travail clandestin sans faiblir et parfois la mort de nos meilleurs dirigeants »[19].

---

[17] Les études sur cette période sont très centrées sur des aspects idéologiques, voir : Arturo Valenzuela, Samuel J. Valenzuela (dir.), *Military Rule in Chile: Dictatorship and Oppositions*, Baltimore, Johns Hopkins University press, 1986 ; Carlos Bascuñán Edwards, *La izquierda sin Allende*, Santiago, Planeta, 1990 [1re éd.] ; Ricardo Yocelevzky, « La izquierda chilena en 1982 », *Revista Mexicana de Sociología*, 1983, vol. 45, n° 3, p. 981-1025 ; Andrés Benavente U., *Panorama de la izquierda Chilena, 1973-1984*, Santiago, Centro de estudios públicos, 1984.

[18] Carolina Torrejón-Barreda, « 1973-1983 : dix ans de clandestinité des partis politiques de la gauche chilienne », mémoire de master 2, sous la direction de Mme Annick Lempérière, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2007.

[19] *Unidad y Lucha* (Unité et lutte), octobre 1977, n° 24, p. 15, [journal clandestin du PS] : « La clandestinidad, la tortura, la cárcel, la muerte son las nuevas condiciones del oficio revolucionario en Chile […] nuestro partido socialista, para ser vanguardia junto a otros partidos obreros, tiene que pagar el precio de

Comme nous le disions plus haut, le parti socialiste avait condensé en son sein tous les désaccords qui avaient déchiré la gauche pendant le gouvernement d'Allende. Des débats anciens sur les voies vers la révolution et la nature de celle-ci ont pris une nouvelle force une fois le pouvoir conquis. Le parti socialiste était un des champs de lutte les plus tendus, étant donné l'hétérogénéité idéologique et sociale de ses militants et la tradition ouverte du parti[20]. La fracture entre « réformistes » et « révolutionnaires » à l'intérieur du parti, signale une division tellement grave que l'unité du parti pendant le gouvernement de l'*Unidad Popular* était de plus en plus artificielle. L'avènement du coup d'État fait éclater l'unité du parti, les nouvelles conditions anéantissent le cadre hiérarchique de l'institution. Sans celui-ci les groupes, qui coexistaient en interne, ne sont plus obligés de s'entendre.

La plupart des membres du comité central étaient en prison ou réfugiés dans des ambassades[21], donc les responsabilités urgentes ont pesé sur les épaules de dirigeants plus jeunes et moins connus, notamment des membres des Jeunesses du parti qui ont organisé une direction nationale pour continuer d'exister.

---

ser cabeza visible. Ese duro precio es la abnegación militante, el trabajo clandestino sin flaquezas; a veces, la muerte de sus mejores dirigentes ».

[20] José del Pozo, « Los militantes de base de la izquierda chilena : orígenes sociales, motivaciones y experiencias en la época de la Unidad popular y en los años anteriores », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe (European Review of Latin American and Caribbean Studies)*, n° 52, 1992, p. 31-55.

[21] Gabriel Salazar Vergara, Carlos Altamirano, *Conversaciones con Carlos Altamirano: memorias críticas*, Santiago, Debate, 2010, vol. 1 ; María de los Ángeles Vargas Barraza, Lucía Díaz Daza, « Del golpe a la División: Historia del Partido Socialista 1973-1979 », seminario para optar al grado de Licenciado en Historia y Ciencias Sociales, Universidad ARCIS, Santiago, 2007 ; Ricardo Yocelevzky, « El Partido Socialista de Chile bajo la dictadura militar », *Foro Internacional*, 1986, vol. 27, n° 1 (105), p. 102-131.

La dispute idéologique au sein du parti s'est soldée par le détachement du groupe qui représentait le secteur le plus à gauche : ils organisent la *Coordinadora Nacional de Regionales* (CNR). La *Coordinadora* s'est formée autour de deux des cinq *regionales* qui constituaient le PS dans le centre du pays : le *regional Centro* et le *Cordillera*. Les liens d'amitié et plus encore l'affinité idéologique ont permis une relation privilégiée entre les membres de ces *regionales*. La volonté de créer un groupe indépendant, et ainsi de scinder le parti, est une réponse à l'organisation d'une direction nouvelle pour l'intérieur du Chili, intégrée dans sa majorité par des dirigeants « réformistes » du Comité Central.

Entre les deux groupes, il y avait une rivalité liée à la légitimité de conduire les destins du parti et toute cette situation provoquait une forte vulnérabilité des réseaux clandestins. Le secret avait comme fonction non pas de mieux préparer l'assaut final mais simplement de survivre à la chasse à l'homme, et les socialistes divisés étaient particulièrement en danger.

En juin 1975, les membres de la direction intérieure et plusieurs membres du CNR tombent aux mains de la DINA et vont rejoindre les listes de détenus-disparus déjà longues. Toute une génération de militants et dirigeants est anéantie par le nouveau pouvoir en place.

## Une histoire à poursuivre

Pendant les années soixante, la condition clandestine n'était pas inconnue pour la gauche chilienne, elle était associée à la radicalisation du discours. Elle a été pratiquée subsidiairement pour essayer de mettre en place une voie armée vers le socialisme. La révolution avait besoin d'une préparation clandestine, sa mise en pratique était un signe de vitalité et de force. Après le coup d'État, militer était un risque seulement possible en clandestinité, le besoin de survivre était en conflit avec le besoin de faire

connaître l'opposition au pouvoir en place. La clandestinité n'était plus une pratique de préparation, de rassemblement de forces, mais une contrainte vitale pour la survie.

Pour comprendre cette période, plus qu'un travail d'analyse des discours idéologiques à partir des documents des partis, comme cela a été fait jusqu'à présent, il est important d'étudier les pratiques militantes en tant que telles. Or, la clandestinité, comme notion associée à l'action, est un point crucial et méconnu de ces pratiques. De plus, nous sommes convaincus qu'établir dans l'analyse de cette pratique un pont entre l'avant et l'après coup d'État, peut apporter un nouvel éclairage sur la trajectoire de la gauche durant cette période.

# L'Amérique latine
# à la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli (Milan)

***C**AROLINA **T**ORREJÓN- **B**ARREDA*

***S**PARTACO **A**LFREDO **P**UTTINI*

Véritable centre intellectuel italien, la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli[1] a multiplié depuis 1949 les initiatives et les efforts pour rassembler et diffuser l'histoire des idées et des mouvements politiques et sociaux du XVIe siècle à nos jours. Maison d'édition réputée et centre d'activité scientifique, elle possède également une très riche bibliothèque et un important fonds d'archives[2]. Son histoire est intimement liée à celle de son fondateur, Giangiacomo Feltrinelli, fils d'une très importante famille italienne et dont on a commémoré, en 2012, les 40 ans de sa disparition. Dans l'après-guerre il mit son patrimoine, ses capacités et son enthousiasme au service de la constitution d'une bibliothèque puis d'un Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier, italien et international. Dans ce but, tous types de matériaux documentaires ont été systématiquement recueillis : fonds d'archives, ouvrages, brochures, périodiques, affiches,

---

1 Site web www.fondazionefeltrinelli.it

2 Carolina Torrejón-Barreda est doctorante en histoire à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle prépare, sous la direction d'Annick Lempérière, une thèse intitulée « La clandestinité rêvée, la clandestinité subie. Les parcours clandestins du parti socialiste du Chili (1959-1979) ». Elle est responsable de la collection d'espagnol et de portugais à la Bibliothèque de Documentation International Contemporaine (BDIC). Spartaco Alfredo Puttini est docteur en histoire à l'Università degli Studi de Milan. Depuis 2005, il collabore et travaille pour la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli. Il a publié des catalogues thématiques sur les collections de la Fondazione notamment , « I periodici della Comune di Parigi », 2005 ; « La stampa nella Francia di Vichy », 2008 ; « I periodici della Resistenza francese », 2008.

etc. En 1949, les collections de la bibliothèque, déjà importantes, ont été cataloguées par une jeune génération d'historiens, mettant ainsi en valeur ce riche patrimoine. De nombreux chercheurs et historiens commencèrent alors à la fréquenter, la positionnant comme un lieu d'études et d'élaboration de la pensée très important pour l'histoire contemporaine. En 1974, l'Institut fut reconnu par décret présidentiel n° 423 du 27 avril comme une fondation ayant pour but la promotion des études historiques, des doctrines politiques, des sciences sociales et économiques avec une attention spéciale sur l'histoire du socialisme et de ses divers courants. Au fil du temps, le patrimoine de la Fondazione s'est constamment élargi pour disposer actuellement de plus de 17 000 périodiques et de 200 000 monographies. Outre le fonds remarquable de livres rares et antiques, il faut mentionner les ouvrages des philosophes des Lumières, les brochures sur le socialisme utopique, les journaux de la Commune de Paris, le fonds sur les populistes russes, un vaste répertoire, soit de périodiques soit de monographies, sur le Risorgimento italien, une importante documentation sur le fascisme, l'antifascisme et la Résistance, le fonds sur les nouvelles gauches et la collection concernant la presse ouvrière.

Chaque année, la Fondazione publie *L'Annale della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, dont le numéro XXXII de l'année 1996 fut consacré à l'Amérique latine. Celui-ci avait pour titre « Political Culture, Social Movements and Democratic Transitions in South America in the Twentieth Century » et a été réalisé sous la direction de Fernando J. Devoto et Torcuato S. Di Tella.

## La Fondazione et l'Amérique latine

La bibliothèque et les fonds d'archives de la Fondazione constituent de nos jours un fonds documentaire de référence pour l'histoire économique, politique et sociale, ainsi que pour l'histoire du mouvement ouvrier

notamment de l'Italie et de l'Europe[3]. Moins connues, mais tout à fait remarquables, sont ses collections sur l'Amérique latine. Cet article a été conçu pour contribuer à combler ce vide.

Monographies

La collection de monographies dépasse actuellement les 2 800 exemplaires. Cuba occupe une place particulière avec sa révolution et ses luttes pour l'indépendance. Parmi ces monographies, certaines ont été rédigées par des auteurs qui constituent une référence pour la pensée marxiste d'Amérique latine, de Mariátegui à Castro et Guevara en passant par Arismendi et Marta Harnecker. La plus grande partie des monographies est consacrée à l'étude du mouvement ouvrier, de la question agraire, du développement industriel et à l'analyse des classes sociales dans les divers pays. Les différentes thèses sur le développement entre les années 1960 et 1970 sont cataloguées, notamment celles qui proviennent de la CEPAL (Comisión Económica Para América Latina) et la théorie dite de la « dependencia ». S'y trouvent ainsi les œuvres de Celso Furtado, Osvaldo Sunkel, Norman Girvan, Ramon Losada Aldana, Theotonio Dos Santos, Vania Bambirra, André Gunder Frank, Fernando Henrique Cardoso. Le Chili est également très représenté dans la collection en raison de l'intérêt des gauches italiennes pour l'expérience du gouvernement d'Allende et sa chute. Il y a aussi des documents et ouvrages sur l'histoire de la révolution sandiniste au Nicaragua dans les années 1980 ; des brochures sur le régime du général Velasco Alvarado et sur les mouvements syndicaux et sociaux au Pérou ; sur la Révolution mexicaine et sur la politique pétrolière du pays dans les années 1930 ; sur l'histoire politique du Brésil de Vargas à Lula ; sur l'Argentine de Perón à la faillite de 2001. Dictatures et résistance, guérillas et mouvements sociaux sont des thèmes qui reviennent souvent dans la collection.

---

[3] Francesca Gori, « La Fondazione Giangiacomo Feltrinelli à Milan », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 10, Nanterre, BDIC, avril-décembre 1987, p. 19-21.

Périodiques

Parmi les publications de périodiques disponibles à la bibliothèque, certaines ont eu un rôle significatif dans l'histoire de la presse d'Amérique latine. C'est le cas de la revue *Visão* (1953) référence du travail journalistique d'investigation dirigé par Said Ferhat à São Paulo, de *Problemas* (1947) revue d'analyses politiques fondée à Rio de Janeiro par Carlos Marighella, dirigeant historique du PCB (Parti communiste brésilien), ainsi que de quelques publications des premières années du XX^e^ siècle, notamment *A vida. Publicaçao mensal anarquista* (Rio de Janeiro 1914-1915, réédité en 1988) et *A voz do trabalhador* publiée également à Rio de Janeiro.

Parmi la presse issue des partis de gauche, la bibliothèque possède un riche ensemble de bulletins et de revues des partis communistes régionaux (comme *Estudios* de Arismendi).

On y retrouve également une vaste collection d'organes de presse des mouvements révolutionnaires tels que *Obra revolucionaria*, édité par le gouvernement révolutionnaire de Cuba à La Havane ; des publications du Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN) du Nicaragua comme *Barricada internacional*, *Patria libre*, *Lucha sandinista*, etc. Plus au sud, les guérillas de l'Argentine sont représentées par *Montonero*, *Evita montonera*, *Vencer*, *Militancia peronista para la liberación*, et *Movimiento peronista montonero* publié au Mexique par des militants en exil, entre autres publications péronistes de gauche.

La plus grande partie des périodiques provient du Chili comme les *Cuadernos de la Realidad Nacional* (collection lacunaire) publiés par le centre du même nom de l'Universidad Católica de Chile, et symbole d'un certain renouvellement des centres universitaires après 1967, date à laquelle une réforme a démocratisé les universités. Cette revue était une tribune de débat intellectuel, incontournable pour l'étude de la période du gouvernement d'Allende. C'est aussi le cas de la revue partisane *De*

*Frente* du Movimiento de Acción Popular Unitario, MAPU de Jaime Gazmuri (1971-1973 lacunaire)

Concernant la presse partisane en clandestinité, la bibliothèque possède l'un des journaux les plus importants : *El rebelde en la clandestinidad,* édité dans des conditions très précaires par les militants du Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) entre 1974 et 1984 et réédité par des cellules de militants en exil, notamment à Paris, Bruxelles ou Rotterdam. Les Chiliens, exilés par la dictature du général Pinochet après le coup d'État de 1973, se sont dispersés partout dans le monde[4]. Dans les fonds de la bibliothèque, il y a un certain nombre de publications émanant d'organisations chiliennes en exil dans l'Europe de l'Est comme *Chile antifascista* du parti communiste (1974-1976) ou encore *Boletin informativo del Partido Socialista* (1974-1977, du n° 1 au n° 143), en RDA, ou comme *Unidad antifascista* en Yougoslavie (1976-1977). Parmi ces publications, on peut constater qu'il existe une tentative de valoriser le gouvernement socialiste de l'Unité Populaire comme dans *Síntesis y análisis de información sobre el Chile de la UP* (1977-1983, lacunaire), ou encore dans *Documentos y materiales económicos* (1976-1983, collection complète). Pour l'Europe occidentale, le fonds possède, entre autres, *Fragua* du Movimiento de Acción Popular Unitario, MAPU et *Chile-América* publiés à Rome ; le *Bulletin du MIR* et le *Bulletin de l'association Italie-Chili* publiés à Milan ; *Contacto* et *Boletin informativo de la CUT* publiés à Paris ; *Nosotros los socialistas* publié à Lyon ; *Pensamiento socialista* publié à Frankfurt comme *Venceremos*, et pour la Suède *Nueva voz* et *Venceremos*. Il y a aussi les journaux des réfugiés en Amérique latine (dont *Resistencia socialista* à Bogotá, *Informativo de la Casa de Chile en México*, *Chile informativo* à Mexico, *Alerta* à Quito).

---

4 La présence des exilés chiliens est recensée dans 110 pays, plus d'un tiers des exilés s'étant installé dans des pays d'Europe. Cf. Rody Oñate *et ali*, *Exilio y Retorno*, Santiago, Lom Editorial, s. d., p. 11.

## Exil et clandestinité au Chili : le fonds Fernando Murillo

L'importance et la richesse du fonds Murillo méritent qu'on s'y attarde. Ce fonds réunit un vaste corpus de sources appartenant au journaliste Fernando Murillo Viaña. Chilien et ancien militant communiste en rupture avec son parti, il apparaît ensuite pendant les années 1980 – au regard de la documentation – comme un sympathisant socialiste. En charge de la Culture[5] du gouvernement d'Allende à l'ambassade du Chili au Vietnam en 1971, il s'est exilé à la suite au coup d'État de 1973, d'abord à Rome puis à Madrid. Pendant son long séjour à Rome, il a été membre du comité éditorial de la revue *Chile-América*. Cette publication était la principale activité du Centre d'Études et Documentation du même nom, créée à l'initiative des anciens dirigeants du centre de l'échiquier politique chilien en exil à Rome[6].

*Chile-América* a paru pendant dix ans (n° 1, sept. 1974 - n° 88-89, oct. 1983) avec l'intention explicite de rassembler des opposants à la dictature de différentes sensibilités politiques, notamment le centre et la gauche. Elle est devenue une référence incontournable dans la lutte antidictatoriale, accueillant dans ses pages des points de vue divers, et des polémiques entre dirigeants. Dans ses colonnes, on pouvait trouver des interviews de dirigeants, des études sur les conditions sociales ou économiques du Chili, d'importants documents des partis et des rapports des réunions de

---

5 Son titre était alors « Agregado cultural ».

6 Le Comité éditorial était intégré par les dirigeants du parti démocrate–chrétien (PDC) : Bernardo Leighton, Esteban Tomic, le dirigeant du MAPU, José Antonio Viera-Callo et le dirigeant du parti de gauche chrétienne Julio Silva Solar. Ces deux derniers avaient commencé leur parcours politique dans le PDC. La revue, simple bulletin pendant sa première année, a circulé dans des dizaines de pays. Il existe des versions traduites de celle-ci notamment en italien, anglais et français (éditées en France à partir de 1976 avec une sélection d'articles déjà parus en espagnol à Rome). Cf. Carlos Orellana, « Revista a las revistas chilenas del exilio (1973-1990) », *Imagineria política,* http://www.abacq.net/imagineria/revistas.htm, consulté le 3 mai 2013.

l'opposition à l'étranger[7]. Les responsables de la revue cherchaient ainsi à stimuler un projet politique, social et économique alternatif à la dictature[8].

Les dossiers du fonds sont en quelque sorte l'écho du centre de documentation que Murillo avait organisé pour les besoins de son travail journalistique au sein de cette revue. C'est un fonds d'archives constitué dans la durée avec la volonté de rendre compte de l'actualité chilienne et de rassembler l'information des partis et mouvements politiques persécutés par les militaires. Le fonds est constitué de manifestes, communiqués, tracts, documents de travail, correspondances, communications, brochures, bulletins, de quelques photographies, de plans et d'une sélection de coupures de journaux chiliens, le tout concernant la période comprise entre 1955 et 1991. Il a été présenté au public en juin 1985 en la présence de Fernando Murillo et de Mme Hortensia Bussi, veuve du président Salvador Allende. [9]

Le fonds est classé par matière[10], comme suit :

- Généralités sur le Chili et son histoire
- Le gouvernement de l'Unité Populaire (Salvador Allende ; le problème militaire, les nationalisations, la politique économique, la mobilisation, l'action des États-Unis et le coup d'État).

---

7 Pendant les années de dictature il était habituel d'organiser des réunions à l'étranger entre différents anciens dirigeants politiques dans un cadre académique qui dissimulait tant bien que mal des discussions politiques (Encuentros de Chantilly, réunion de New York 1977, etc.)

8 Cf. « Exilio, convergencia política y renovación ideológica. Revista Chile-América (1974-1983) », *Instituto Igualdad,* http://www.igualdad.cl/2009/12/exilio-convergencia-politica-y-renovacion-ideologica-el-caso-de-la-revista-chile-america-1974-1983/, consulté le 3 mai 2013.

9 Murillo a donné ses archives à la Fondazione Giangiacomo Feltrinelli entre 1984 et 1985, mais le fonds a continué à s'enrichir jusqu'à 1991. Toutefois la majeure partie du fonds concerne les décennies de 1970 et 1980.

10 Pour une description approfondie du fonds, cf. Raul Ampuero, Fernando Murillo Viaña *et ali*, *Cile: fra dittatura e democracia*, *Quaderni* n° 30, Milan, Fondazione Feltrinelli, 1985.

- Le Chili sous le gouvernement militaire (économie, société, institutionnalisation de la dictature, l'Église et le régime militaire).
- Les partis politiques au Chili (information et documentation de chaque parti de la gauche et de la Démocratie chrétienne depuis sa formation).
- 1980 : Nouvelle face de la dictature, montée de la lutte de classes (débats sur la transition, manifestations de rue, mobilisation de l'opposition).
- Répression et violations des droits de l'homme (Rapports internationaux et nationaux sur les disparus, les tortures, l'exil, des dossiers de dénonciation).

En ce qui concerne les documents relatifs à la période postérieure au coup d'État, la collection permet d'approfondir la connaissance de la politique économique et sociale engagée par la « Junta » et d'analyser son choix de faire du Chili un laboratoire des politiques néolibérales avec le concours des « Chicago Boys ». Le régime chilien, à la différence des autres gouvernements militaires qui avaient pris le pouvoir au cours des décennies précédentes dans d'autres pays d'Amérique latine, avait pour objectif de transformer en profondeur le Chili en rupture avec l'histoire politique traditionnelle et la structure sociale du pays. Cet aspect peut permettre de comprendre la politique terroriste pratiquée par les militaires dès les premières heures du putsch. Dans ce fonds on peut trouver beaucoup de témoignages sur les violations systématiques des droits de l'homme et sur l'existence des camps de concentration ; il y a également des lettres qui circulaient à l'époque dans les milieux clandestins ou à l'étranger qui avaient pour objet de connaître le sort des disparus.

Le langage et la matérialité des documents arrivent à nous plonger dans l'ambiance cloîtrée des jours sans libertés où les militants des partis de gauche subissaient un degré de persécution inédit pour le Chili. On peut trouver par exemple parmi les manifestes et les bulletins une lettre manuscrite d'une militante en exil communiquant son désarroi face aux

dysfonctionnements du parti dans lequel elle milite[11] : soudainement la vie quotidienne plus ou moins anonyme des militants interpelle le chercheur.

La richesse et l'exhaustivité de la documentation témoignent aussi de grands débats de l'époque et confirment l'idée que les études ultérieures ont dans leur majorité respecté la hiérarchie des thématiques que les protagonistes de cette époque avaient déjà considérées « historiques », à savoir la crise et postérieure division du parti socialiste du Chili, la recrudescence du débat sur « la politique militaire » dans les partis de gauche ainsi que les débats sur la relation entre démocratie et socialisme au sein du projet de la gauche. La particularité de ce fonds par rapport aux autres recueils d'exilés chiliens en Europe est la considérable présence de documentation émise à l'intérieur du Chili dont la documentation clandestine. Cela constitue l'une des principales richesses de ce fonds. C'est le cas de la revue *Chile-América,* qui réussit à rassembler des documents d'analyse et des manifestes écrits par les militants essayant de faire entendre leur voix à l'intérieur du Chili. De cette manière, on peut constater que les contacts entre l'exil et « el interior » ont été plus fluides que ce que l'on supposait dans le passé.

Les documents du fonds Murillo témoignent aussi du processus de construction de l'État autoritaire chilien renforcé par le plébiscite de 1980, mais également des positions politiques opposées du référendum de 1988 qui marque l'ouverture d'une période difficile de transition de la dictature vers la démocratie. Ce fonds d'archives est complété par les sources imprimées que possède la bibliothèque, telles que des récits personnels et d'autres livres édités à l'époque, assez rares dans les collections européennes.

[11] Archives Feltrinelli, fonds Murillo, Faldone 71.1.

## Conclusion

Comme on peut le constater dans les collections des archives et de la bibliothèque de la Fondazione Feltrinelli la présence du Chili est significative. D'ailleurs, la première publication de la Fondazione dédiée à l'Amérique latine était un numéro de *Quaderni* entièrement consacré à ce pays. Ce n'est pas un hasard, étant donné l'importance que l'expérience socialiste du gouvernement d'Allende a eu pour une partie non négligeable de la gauche européenne et notamment italienne. La possibilité de gagner une élection démocratique avec un programme révolutionnaire était envisagée comme un exemple à suivre et théorisée comme une nouvelle voie vers le socialisme. L'échec de cette expérience et la violence des militaires lors du coup d'État ont heurté une partie importante de l'opinion publique européenne et ont donné naissance à de nombreuses initiatives de solidarité. La trace de tout ce processus s'est gravée dans des institutions telles que la Fondazione Feltrinelli. Ces collections sont un miroir, une mémoire imprimée des espoirs, des violences, de la clandestinité et des exils vécus à cette époque.

# Les collections de la BDIC sur les exilés et les dissidents de l'Europe de l'Est pendant la Guerre froide

***S**OFIA **P**APASTAMKOU*

Créée en 1919 sous le nom Bibliothèque et Musée de la Guerre, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) est un établissement spécialisé dans l'étude des conflits internationaux. La période de la Guerre froide est particulièrement bien représentée dans ses collections[1]. La richesse de celles-ci en a fait, au fil du temps, un des lieux privilégiés de la recherche sur la Russie soviétique et l'Europe de l'Est communiste[2]. Il faut souligner, par ailleurs, que les fonds de la bibliothèque sont particulièrement riches en ouvrages et archives sur les périodes pré- et postcommunistes.

## La BDIC, un laboratoire d'histoire du temps présent

La bibliothèque est née pendant la Première Guerre mondiale, lorsque le couple d'industriels Louise et Henri Leblanc entreprit la collecte de tout type de documentation portant sur le conflit en cours. Dès 1917, il fut fait don à l'État de cette collection riche d'environ 22 000 items[3]. La Bibliothèque-

---

1 Sofia Papastamkou, Docteur en histoire (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), travaille à la BDIC (Archives).

2 Hélène Kaplan, « Entretien avec Veniamin Iofé, président de l'Association "Le Mémorial" de Léningrad », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 19, 1990, p. 15-22.

3 Pour une présentation concise de la création de la BDIC, voir Jean-Jacques Becker, « La Grande Guerre et la naissance de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 100, 2010, p. 5-6. Pour les principaux repères chronologiques, voir www.bdic.fr, « Repères historiques. La Bibliothèque de

Musée de la Guerre (BMG), comme elle s'appelait alors, avait, dès ses débuts, une double vocation : être un établissement scientifique, voire un laboratoire d'histoire et assurer, dans le même temps, une œuvre d'éducation populaire à travers l'organisation d'expositions[4]. Cette vocation se fondait non seulement sur la richesse et la variété de la collection, unique en France de par son ampleur en matériaux – livres, périodiques, presse, archives, dessins, peintures, photographies, affiches –, mais aussi sur la démarche originale qui consistait à recueillir ces matériaux au cours de l'événement[5]. En réalité, la création de la bibliothèque s'inscrivait clairement dans un contexte international, plus précisément occidental, qui donna naissance à des institutions telles que l'*Imperial War Museum* au Royaume-Uni ou la *Hoover Institution* aux États-Unis[6]. Chacun de ces établissements entérina une logique de collecte que l'on pourrait aujourd'hui aisément qualifier de globale, d'abord liée au caractère international du conflit, puis vite étendue aux enjeux politiques et diplomatiques du temps présent.

Placée sous les auspices du ministère de l'Instruction publique, la bibliothèque a acquis son caractère de laboratoire d'histoire sous la direction successive de deux historiens, Camille Bloch tout d'abord (1919), Pierre Renouvin par la suite (1934). La politique documentaire qu'ils ont

---

documentation internationale contemporaine », http://www.bdic.fr/la-bdic/sous-menu-1 [site consulté le 25 septembre 2013].

4 Selon le décret de la constitution de la bibliothèque. Cité dans Joseph Hue, « La Bibliothèque-musée de la guerre dans les années vingt », in Robert Frank, Laurent Gervereau, Hans Joachin Neyer (dir.), *La course au moderne. La France et l'Allemagne dans l'Europe des années vingt, 1919-1933*, Nanterre, BDIC, 1992, p. 170.

5 Cf. Geneviève Dreyfus-Armand, « La BDIC, une institution "historienne" ouverte sur le monde », in *La veille documentaire à la BDIC*, Nanterre, BDIC, 1997.

6 Cf. http://www.iwm.org.uk/corporate/about-IWM pour l'Imperial War Museum ; http://www.hoover.org/library-and-archives/history pour la Hoover Institute [sites consultés le 25 septembre 2013] ; Valérie Tesniére, « La BDIC dans le "moment documentaire" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 100, 2010, p. 7-13.

mise en place traduit une certaine vision des matériaux pour faire l'histoire qui nous permet de mieux apprécier l'importance des fonds relatifs aux exils communistes et aux dissidences de l'Europe de l'Est. Pierre Renouvin, historien de renom qui apporta une contribution fondamentale à l'histoire des relations internationales[7], laissa une forte empreinte sur l'histoire de l'établissement qui a déjà été explicitée ailleurs[8]. Moins connue, la marque de Camille Bloch, chartiste et historien, fut cependant tout aussi décisive. Historiens de la Révolution française à l'origine, Bloch et Renouvin se lancèrent dans l'étude du premier conflit mondial alors que celui-ci s'achevait à peine. Leur parcours démontre à quel point ils étaient tous deux des historiens sensibles aux nouvelles problématiques pour l'écriture de l'histoire et acteurs dans les évolutions épistémologiques de leur temps. En 1921 déjà, en tant qu'adjoint de Bloch, Pierre Renouvin regrettait que les historiens fondent leurs travaux autour de la Première Guerre mondiale sur les seules sources archivistiques officielles, négligeant la documentation imprimée. En résumant la politique documentaire de la BMG, il expliquait que celle-ci n'entendait négliger aucune source importante de documentation ni « sacrifier le document figuré [affiches, photographies, etc.] au document imprimé »[9]. Renouvin initia, dès 1931, le grand tournant dans ce qui était encore l'histoire diplomatique et qui allait plus tard déboucher sur l'histoire des relations internationales, en soulignant la nécessité pour l'historien d'enrichir ses sources et de ne plus se contenter de celles en provenance des archives diplomatiques. Ce fut précisément dans son livre *La crise européenne et la*

---

7 Cf. Robert Frank, « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français des relations internationales,* 2003, vol. IV, p. 42-65.

8 René Girault, « Pierre Renouvin, la BDIC et l'historiographie française des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 49-50, 1998, p. 7-9 ; Benjamin Gilles, « L'expérience de la guerre dans ses interstices : Pierre Renouvin et la création du fichier "Psychologie du combattant" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 100, 2010, p. 14-18.

9 Pierre Renouvin, « La documentation de guerre à l'étranger », *Revue de synthèse historique*, t. XXXIII, 1921, p. 51-64.

*Première Guerre mondiale* (1934) qu'il esquissa la notion des « forces profondes », pleinement formulée en 1964[10]. Or, dans le même temps, il accéda à la direction de la BMG après plusieurs années de service. Il contribua ensuite, de manière aussi décisive qu'originale, à l'organisation méthodique des collections de la bibliothèque[11]. Camille Bloch, de son côté, s'exprima dès 1911 sur la nécessité, pour l'étude de l'histoire contemporaine (celle du XIXe siècle en l'occurrence), de tenir compte de l'histoire économique, de l'histoire sociale, de la géographie, de l'histoire politique, de l'étude de l'opinion publique. Comme sources, Bloch distinguait non seulement les archives étatiques et privées, mais aussi les publications périodiques, les publications éphémères, telles que les brochures, par exemple, et les sources orales[12]. La Grande Guerre renforça davantage ses vues. En 1921, désormais directeur de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, Camille Bloch fixait comme mission de l'institution de rassembler une documentation « mondiale » qui porterait à la fois sur les questions internationales, la politique intérieure des États, l'histoire militaire, économique et sociale, l'activité intellectuelle et artistique, l'esprit public, mais également des témoignages, des documents de propagande, de la littérature clandestine et toute sorte de publications éphémères et périodiques, dans un effort de suivre le rythme des événements[13].

## Constitution des collections slaves de la BDIC : approche et acteurs

---

[10] Robert Frank, « Penser historiquement… », *op. cit.* ; René Girault, « Pierre Renouvin… », *op. cit.*

[11] Benjamin Gilles, « L'expérience… », *op. cit.*

[12] Camille Bloch, « Discours prononcé à la séance de clôture du congrès le samedi 22 avril 1911 : L'histoire locale de la France contemporaine », *Congrès des Sociétés savantes à Caen*, Paris, Imprimerie nationale, 1911, p. 7 *et sq.*

[13] Camille Bloch, « Bibliothèque et musée français de la guerre », *Revue de synthèse historique*, t. XXXIII, 1921, p. 37-50.

Dans ce cadre, l'aire linguistique slave s'imposa vite comme l'une des priorités de la bibliothèque, dans un premier temps pour suivre l'événement de la Révolution d'octobre 1917, puis pour comprendre son impact sur les relations internationales. En 1918-1919, André Mazon[14] fut envoyé en Russie par le ministère des Affaires étrangères avec pour mission de collecter « à chaud » des publications éphémères (presse, affiches, tracts)[15]. L'apport de la mission Mazon fut à l'origine du service slave de la bibliothèque. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, ce service intériorisa la logique bipolaire et l'expansion de l'influence soviétique à l'Europe centrale et orientale, en incluant, à ses activités, tous les pays communistes de l'Europe, slaves et non-slaves[16]. Seule exception, la République démocratique allemande (RDA) resta à la charge du service allemand qui n'établit, pour ainsi dire, aucun mur de séparation entre les deux États allemands dans son organisation[17]. La fin de la Guerre froide entraîna une réorganisation administrative des secteurs géo-linguistiques, distinguant la Russie de l'Europe centrale et orientale (Pologne, Hongrie, Roumanie, Moldavie, République tchèque, Slovaquie, Biélorussie, pays slaves du Sud européen).

Le traitement de telles collections exigeait bien évidemment des compétences linguistiques adaptées de la part du personnel, critère qui a souvent prévalu à celui d'une formation professionnelle de bibliothécaire. Une des richesses de la BDIC, qui souligne davantage son originalité, a ainsi été la diversité des origines et des formations de ses employés, en

---

[14] Slaviste, secrétaire de l'École nationale des langues vivantes orientales (qui devient plus tard Institut national des langues et civilisations orientales) et officier, interprète dans l'Armée d'Orient.

[15] Sophie Cœuré, « Documentation et géopolitique : la BDIC de la Russie à l'URSS et retour (1917-1991) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 100, 2010, p. 21-31.

[16] *Id*.

[17] Entretien avec Sonia Combe, historienne et ancienne conservatrice à la BDIC, service allemand, Paris, 12 mars 2013.

particulier de ceux chargés des collections slaves. Certes, pour la période de l'entre-deux-guerres le phénomène était conforme non seulement au caractère particulier de l'établissement, mais aussi aux lacunes de la définition du métier, du corps et de la formation des bibliothécaires, qui devient effective avec la réorganisation de la fonction publique en 1945 et de la filière bibliothèques en particulier[18]. Toutefois, même par la suite, les collections slaves bénéficièrent des services d'un type de personnel tout particulier. Si les trois personnes responsables du service slave dans la période qui correspond à celle de la Guerre froide combinèrent à la fois compétence linguistique, bonne connaissance des enjeux géopolitiques de l'aire concernée et formation professionnelle de bibliothécaire[19], le reste du personnel appartenait à une catégorie particulièrement digne d'attention. Il s'agit, en effet, pour la plupart de réfugiés issus des pays communistes de l'Est, placés sous les ailes du Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés (CAEIR), créé en 1951, sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. Les personnes originaires de l'Europe communiste ont constitué la majorité des réfugiés dont s'occupa le CAEIR, au moins jusqu'en 1972. Le Chantier des travailleurs intellectuels qui en était responsable fut créé par François Liancourt, diplomate et spécialiste de l'Europe centrale et orientale. Placé sous la responsabilité de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), le Chantier orienta ses activités notamment vers les bibliothèques, les centres de documentation et diverses associations, où ces intellectuels ont été intégrés dès lors qu'un personnel linguistiquement compétent et ayant un niveau d'études

[18] Voir à ce propos Denis Pallier, « Histoire et évolution du métier de bibliothécaire », Congrès de Vichy, 11-13 juin 1994, *Bulletin d'informations de l'ABF*, n° 164, 1994, p. 47-56.

[19] Il s'agit de Kyra Sanine, Françoise Michaut et Hélène Kaplan, à la fois bibliothécaires, russisantes, d'origine russe ou alors liées d'une manière ou d'une autre à la réalité géopolitique soviétique. Hélène Kaplan était issue de l'émigration russe en France, Françoise Michaut était femme de diplomate. Voir Sophie Cœuré, « Documentation… », *op. cit.*

supérieures était nécessaire. Selon Hélène Kaplan, ce type de personnel a permis à la BDIC de développer la section Europe centrale et orientale, et tout particulièrement sa branche balkanique[20].

Par conséquent, le processus de circulations des personnes en situation d'exil des pays communistes de l'Est induites par la Guerre froide[21] a créé une catégorie particulière d'acteurs de la collecte documentaire dans les centres de documentation français, dont l'importance s'est spécialement fait sentir au sein de la BDIC.

## Aperçu des collections sur les exils et les dissidences[22] de l'Europe communiste

Les pratiques de collecte de la BDIC pendant la Guerre froide, au moins pour les cas du service slave et du service allemand, s'appuyaient particulièrement sur les réseaux personnels des bibliothécaires eux-mêmes[23]. Ce fut grâce à des contacts avec des groupes de dissidents que des publications clandestines purent s'intégrer aux collections de la bibliothèque, tels que les écrits clandestins de la dissidence en URSS et

---

[20] Hélène Kaplan, « Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, n° 44, p. 59-62.

[21] Notamment immédiatement après la fin de la guerre et lors de la consolidation des régimes communistes en Europe de l'Est, après 1956 pour la Hongrie, après 1968 pour la Tchécoslovaquie. Voir aussi les témoignages présentés dans l'article d'Antoine Marès, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrales en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, 1996, p. 48-54.

[22] Pour une tentative de définition des exils, voir notamment dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, 1996 : Bruno Groppo, Geneviève Dreyfus-Armand, « Objectifs de la journée d'études "Exilés et réfugiés politiques dans la France du xx^e siècle" », p. 6-8 et Janine Ponty, « Réfugiés, exilés, catégories problématiques », p. 9-13.

[23] Entretien avec Sonia Combe et avec Carole Ajam, conservatrice à la BDIC, secteur russe, Paris, 7 mars 2013 ; entretien avec Franck Veyron, conservateur responsable des archives à la BDIC, Nanterre, 7 mars 2013.

dans les pays du Rideau de fer, connus comme *samizdats*[24]. Ces synergies contribuèrent à enrichir les collections de la BDIC sur l'Europe centrale et orientale communiste suivant les orientations fixes de l'établissement : une collecte internationale contemporaine et une collecte à chaud qui suit de près l'événement en cours. Sur ce dernier point, il ne faudrait pas manquer de noter l'importance des matériaux offerts pour faire l'histoire de la crise de 1956 en Hongrie[25].

Au sein de la BDIC, les objets de telles collectes sont définis comme des sources primaires, plutôt que comme des archives. Le terme désigne à la fois les archives privées et les publications périodiques non-officielles. Il existe encore le terme « littérature grise » pour définir toute source primaire qui n'est pas officielle, clandestine ou non, en somme toute source émanant de la société civile des pays de l'Est[26]. Affiches et tracts y sont compris, ainsi que les sources audiovisuelles dont des histoires orales. C'est donc dans le cadre d'une collecte soucieuse de croiser multiples sources documentaires, en provenance d'une aire géographique qui a été prioritaire pour l'institution dès ses débuts, que les exils et les dissidences apparaissent comme objets de collecte.

La BDIC dispose ainsi d'importants fonds de publications clandestines tout en proposant un large éventail de publications de périodiques et d'ouvrages divers. Elle est aujourd'hui la bibliothèque à offrir le plus grand nombre de titres, en France, en provenance des pays de l'Europe centrale

---

[24] *La veille documentaire à la BDIC. Réflexion sur les activités de la BDIC. Objectifs et mise en œuvre*, BDIC, 1997.

[25] Voir notamment Sarolta Benezra, Paul Gradvohl, « Budapest 1956 dans les collections de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 83, 2006, p. 12-22.

[26] Cette tentative de définition émane de notre entretien avec Franck Veyron et Sonia Combe. Voir aussi Sonia Combe, « Une association en terres d'aventure : la "mémoire grise à l'Est", (1985-1995) » in BDIC, *Mémoire grise à l'Est. Inventaire des documents sonores collectés entre 1985 et 1995*, Nanterre, BDIC, 1995 http://www.bdic.fr/pdf/Memoiregrise.pdf [site consulté le 25 septembre 2013].

et orientale. Par ailleurs, à l'exemple de la tradition qui voulait que soient à la fois acquis des documents officiels de l'URSS et des publications de l'émigration russe à l'étranger (disponibles pour la période 1920-1957), on trouve dans les collections des sources primaires concernant, par exemple, les Polonais à l'étranger (1945-1980), mais aussi plusieurs documents concernant les oppositions intérieures : les révoltes de décembre 1970, des enquêtes clandestines sur l'opinion publique, ou encore des enregistrements des réunions de Solidarność parmi les documents sonores rassemblés par la *Mémoire grise à l'Est*. Cette dernière résulte d'une importante initiative de collecte de la mémoire du communisme auprès de la société civile dans les pays de l'Europe centrale et orientale, inaugurée en 1985 et interrompue faute de ressources financières en 1997 et dans laquelle la BDIC a eu un rôle pivot. Ont ainsi été rassemblés quelque 250 entretiens, enregistrés entre 1985 et 1995, qui mettent en lumière la mémoire que portaient les sociétés communistes et post-communistes sur leurs régimes. Concernant la Tchécoslovaquie, la BDIC offre des collections de presse et de périodiques (tchèques et allemands), des tracts, des brochures et des affiches du printemps de Prague. En outre, les archives des militants de l'extrême-gauche française peuvent offrir de précieux aperçus des contacts souvent noués avec des exilés de l'Est ou encore de trajets individuels inscrits dans le transnational, tel que celui du militant socialiste d'origine polonaise Viktor Fay dont les archives sont déposées à la BDIC.

Les inventaires afférents sont consultables sur le Catalogue en ligne des archives et des manuscrits de l'enseignement supérieur (CALAMES[27]), où la BDIC a déjà versé 1 931 références, soit entre environ un tiers et la moitié de ses inventaires d'archives. Pour ce qui est des publications et des périodiques, la conversion rétrospective du catalogue de ces publications

[27] http://www.calames.abes.fr/pub/bdic.aspx#culture=fr [site consulté le 25 septembre 2013].

et le nouveau catalogue général de la BDIC facilitent considérablement la recherche pour le lecteur. Cependant, une partie considérable de ces collections reste encore accessible seulement à partir des fiches papier et perd, de ce fait, en visibilité à distance. Toutefois, le lecteur sur place sera récompensé par la possibilité de consulter le fichier méthodique de la BDIC, qui est en soi un monument de la synergie unique que l'établissement a réussi à mener entre historiens des relations internationales et bibliothécaires. Enfin, les collections iconographiques (affiches, photographies, estampes et dessins) de la BDIC, conservées à l'heure actuelle dans son Musée d'histoire contemporaine (Hôtel national des Invalides) seront bientôt réunies avec le reste des collections grâce au projet d'un nouveau bâtiment, dont le début des travaux est prévu pour 2017[28].

[28] L'exposition de 2005, *Des slogans et des signes. L'affiche polonaise 1945-2004* reste emblématique. Voir, à ce sujet, Jean-Claude Famulicki, Maria Kurpik, *L'affiche polonaise de 1945 à 2004*, Paris, La Découverte, 2005.

# Les Grecs en France pendant la junte des colonels, 1967-1974

## Émigration politique et lutte contre la dictature

***V**ASILIKI **K**ILEKLI*

En 1949, à la fin de la guerre civile grecque, le système politique grec était gravement ébranlé[1]. Depuis lors, et jusqu'à la fin des années soixante, on assiste à une crise profonde de la démocratie et des institutions[2] avec un parlementarisme contrôlé et un système de pouvoirs parallèles. Le 21 avril 1967, prenant prétexte de la menace communiste et dénonçant la corruption de la classe politique, trois officiers supérieurs, avec la participation d'une grande partie de l'armée de terre, renversaient violemment le régime et imposaient une dictature qui allait durer sept ans.

Au lendemain du coup d'État des colonels en Grèce, une partie de l'opposition s'est enfuie à l'étranger. Un millier environ d'opposants politiques ont gagné la capitale française. Le rôle qu'a joué la colonie

---

1 Vasiliki Kilekli a soutenu un doctorat en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne portant sur « Les Grecs en France pendant la junte des colonels (1967-1974) : émigration politique et lutte contre la dictature » sous la direction de Robert Frank, le 29 mars 2012, devant un jury composé d'Anne Couderc (maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Kostas Kostis (professeur d'histoire à l'Université d'Athènes), Didier Musiedlak (professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris Ouest-Nanterre) et du directeur de thèse. Il est à noter que l'auteur était boursière de l'IKY (Fondation nationale des bourses de Grèce). Ses travaux portent sur l'immigration grecque en France, les relations franco-grecques et l'histoire politique dans l'après guerre. Elle est actuellement assistante aux affaires financières à la banque Lazard à Paris.

2 Pour une analyse détaillée de la crise des institutions en Grèce voir Nikos Alivizatos, *Les Institutions politiques de la Grèce à travers les crises : 1922-1974*, LGDJ, Paris, 1979, traduction grecque Athènes, [Θεμέλιο], 1995.

grecque[3] en France pendant la dictature des colonels constitue l'objet de notre thèse. La recherche s'est articulée autour de trois axes principaux : la nature et les caractéristiques de cette émigration politique, la mobilisation antidictatoriale organisée dans l'hexagone et enfin le rôle que cette présence grecque en France a joué sur l'avenir politique grec et sur les relations franco-grecques.

Notre thèse devait contribuer à combler une carence historiographique importante tant du côté grec que français. Racontée dans la plupart des cas par les protagonistes, l'histoire de cette période reproduit une image partielle et mythique des événements. Pour remplir ce vide bibliographique, nous avons eu recours à un grand nombre d'archives officielles ou personnelles, à la presse antidictatoriale, à des entretiens, etc. Mentionnons ici à titre indicatif les archives du ministère français des Affaires étrangères, les archives nationales, les archives de la Préfecture de police de Paris, les archives des partis politiques et des syndicats français, les archives du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et, du côté grec, les Archives d'Histoire Sociale Contemporaine (ΑΣΚΙ) et le fonds des Archives Littéraires et Historiques Grecques (ΕΛΙΑ).

## Les exilés grecs à la recherche d'une terre démocratique

La première partie de notre thèse est consacrée aux exilés grecs et à la France comme terre d'accueil. En nous fondant essentiellement sur les enquêtes réalisées par le Comité Inter-Mouvements auprès des Évacués (CIMADE)[4], nous avons pu établir le profil des exilés grecs en France.

---

[3] Avec ce terme nous faisons référence à l'ensemble des Grecs se trouvant dans l'hexagone : la communauté grecque déjà existante ainsi que les exilés arrivés à la suite du coup d'État.

[4] La CIMADE (Comité Inter-Mouvements auprès des Évacués), association humanitaire auprès des réfugiés en France fondée en 1939, a réalisé des études statistiques sur leurs différentes catégories.

Dans leur majorité, les exilés grecs avaient entre 30 et 50 ans. Avant leur arrivée en France, dans leur majorité, ils exerçaient une profession libérale de caractère intellectuel (journalistes, écrivains, etc.). Politiquement actifs, ils étaient membres d'un parti politique de type traditionnel[5] ; un petit nombre seulement était non affilié. La majorité d'entre eux avait pour objectif de faire tomber le régime des colonels et de revenir à la situation antérieure à 1967 ; d'autres cherchaient à changer fondamentalement les structures sociales du pays. Si leur venue en France s'est faite progressivement au fur et à mesure de la mise en place de la répression à l'intérieur du pays, la moitié d'entre eux est arrivée dès les premiers mois qui suivirent le coup d'État. La marginalisation sociale ou professionnelle, la guerre psychologique parfois quotidienne, ou encore la poursuite des études sont autant de motifs qui permettent d'expliquer l'arrivée des Grecs en France.

Le choix fait par l'intelligentsia grecque de la capitale française s'explique par des raisons structurelles : les affinités culturelles, la haute notoriété de Paris dans les domaines des arts, des lettres et des sciences et la réputation de la France comme terre d'accueil par excellence. À l'époque de la dictature des colonels, d'autres facteurs ont également joué telles les attaches familiales ou amicales sur place et surtout l'image révolutionnaire de la France après Mai 68[6]. Si la société française a accueilli les victimes de la dictature grecque d'une façon chaleureuse, lors de leur installation en France, la plupart d'entre eux ont dû affronter des nombreuses difficultés.

---

[5] Les partis de l'époque en Grèce se situaient dans tous les courants politiques de la droite comme la gauche (parti communiste de Grèce) et au centre. Avec le terme « non affiliés », nous faisons référence aux groupuscules de l'extrême gauche qui ont vu le jour pendant la période de la dictature des colonels et qui contestaient les politiques du parti communiste grec.

[6] Un nombre assez important de travaux existe à ce jour sur la présence grecque en France. Pour une description détaillée de tous les travaux et articles sur la présence grecque en France. Voir Eleni Korma, « Les réfugiés grecs d'Asie Mineure en France entre émigration politique et immigration économique (1916-1939) », thèse de doctorat sous la direction de Robert Frank, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2009, p. 14-16.

Examinant le problème le plus important qui était la question de la régularisation de leur présence sur le territoire français, nous avons constaté que peu d'entre eux étaient reconnus comme réfugiés et apatrides. D'un côté, cela s'explique par le fait que, jusqu'à la ratification du protocole de Bellagio[7] par la France en 1971, les exilés grecs se trouvaient en dehors du champ d'application de la Convention de Genève, qui reconnaissait seulement comme réfugiés les personnes persécutées pour des événements antérieurs à 1951 et venant d'Europe. Mais, même après 1971, très peu de Grecs ont été reconnus comme réfugiés. En effet, la politique française d'immigration de l'époque voulait que les Grecs, au même titre que d'autres réfugiés, se contentent de permis de travail et de séjour, ce qui incluait le principe du non-refoulement du territoire français. Par ailleurs, cela convenait parfaitement aux intentions des exilés grecs qui préféraient garder leur passeport national par peur de représailles contre eux ou contre leur famille restée en Grèce, ou simplement parce qu'ils étaient convaincus qu'un changement politique était imminent.

Enfin, nous nous sommes interrogée sur le degré d'intégration des exilés grecs de cette période. Même si leur participation à des luttes et des mouvements du peuple français et si quelques rencontres avec des personnalités françaises sont des preuves d'une certaine insertion, les témoignages des exilés eux-mêmes, leur retour massif en Grèce au lendemain de la chute de la dictature, le non-apprentissage du français pour beaucoup d'entre eux et la fréquentation exclusive des Grecs donnent l'image d'une population finalement peu intégrée à la société française.

## Militer contre la junte sur le territoire français

[7] Le Protocole de Bellagio, ou Protocole de New York de 1967 a supprimé les limitations temporelles et géographiques de la Convention de Genève. Cf. Claude Norek et Frédérique Doumic-Doublet, *Le droit d'asile en France*, Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 1989, p. 34-35.

Dans la deuxième partie de notre thèse, nous avons étudié la mise en place de la lutte antidictatoriale sur le territoire français et tous les éléments qui l'encadraient. Si la désapprobation du régime militaire fut presque unanime, la mobilisation de la colonie grecque ne fut ni massive ni particulièrement organisée. Une partie seulement de la communauté grecque déjà existante, des exilés grecs arrivés à la suite du coup d'État ainsi que des personnalités françaises traditionnellement activistes furent les acteurs principaux de l'opposition aux colonels en France. Cette opposition a agi dans un cadre politique en pleine mutation dont les groupements de la résistance récemment fondés furent les porte-drapeaux. Pour atteindre leur but qui était la chute de la dictature, les protagonistes de l'opposition se sont lancés dans un parcours de sensibilisation de la colonie grecque et du public français et international en utilisant des moyens de lutte multiples tels que la presse antidictatoriale, les émissions radiophoniques, des manifestations culturelles, des actes de protestation. La voie diplomatique a été également utilisée surtout par des personnalités de renommée internationale comme Constantin Caramanlis, Andréas Papandréou, Melina Mercouri, Mikis Théodorakis, Constantinos Mitsotakis. Quant aux réseaux de la résistance, notre étude a souligné la relation organique avec l'opposition organisée à l'intérieur de la Grèce. D'une part, l'extérieur reconnaissait l'intérieur comme la vraie « terre de combat » et misait sur les actes de résistance en Grèce pour plaider auprès des acteurs internationaux ; d'autre part, l'intérieur avait besoin d'un soutien économique et moral en provenance de l'étranger. Si les actions des deux oppositions ont été complémentaires, leurs relations bilatérales ne furent pas toujours cordiales.

Dans cette deuxième partie nous nous sommes aussi penchée sur certaines caractéristiques de la lutte antidictatoriale. Nous avons vu ainsi que pendant toute la période de la dictature, au nom de l'efficacité dans la lutte, plusieurs voix se sont prononcées pour l'unité. En 1971, par exemple, à l'occasion de la célébration du 150$^{e}$ anniversaire de la guerre d'indépendance grecque, l'exilé Stratis Someritis constata :

> « Les voix de la Résistance, des dirigeants politiques, des cadres de la Nation et des prisonniers ont clamé à l'unisson une même volonté de liberté pour le pays et pour les hommes. Il nous reste maintenant à conquérir l'unité du combat »[8].

Bien que des accords bipartites fussent conclus entre certains groupements d'opposition, ces efforts de coopération n'ont pas laissé de traces significatives en dehors de plusieurs communiqués communs. La création du « Conseil national de la résistance » à l'initiative de Mikis Theodorakis, qui a vu le jour au début de 1971 avec la participation de quatre organisations d'opposition, a été l'effort le plus important d'unification de la lutte. Pourtant, la réussite de ce projet a été compromise par les ambitions politiques personnelles et les divisions idéologiques.

Une autre caractéristique importante de l'opposition a été sa division constante. Plusieurs facteurs expliquent la tendance scissionniste régissant les groupements, les publications, les hommes : le fossé entre les différents points de vue, les ambitions personnelles, les mémoires des conflits politiques antérieurs, le grand nombre et la diversité des programmes et des objectifs au sein des groupements, les influences du pays d'accueil, etc. La scission du parti communiste de Grèce en deux fractions en février 1968 fut probablement la division la plus douloureuse de la période de la dictature. Elle a eu pour conséquence d'entraîner une multiplication des scissions dans les mouvements de résistance, à commencer par celles du milieu communiste, mais également pour l'ensemble de la Résistance grecque contre la dictature.

## Effets de la lutte antidictatoriale

Notre étude a prouvé la présence bien établie de la junte à l'étranger que ce soit par l'intermédiaire des acteurs grecs traditionnels comme les

---

[8] Archives de la Bibliothèque nationale de France (BNF), Athènes-Presse Libre, n° 160-161,17 avril 1971.

représentations diplomatiques, l'Église et la communauté hellénique mais aussi par des acteurs nouveaux, apparus après le coup d'État, comme les associations pro-dictatoriales et les réseaux d'informateurs. Cette présence dont le but premier était de saboter l'opposition au régime des colonels a rapidement exercé une pression à plusieurs niveaux : contre les autorités françaises qui offraient le droit d'asile à des opposants grecs, contre les opposants grecs eux-mêmes, contre ceux qui de différentes manières soutenaient l'opposition, contre la presse qui critiquait le régime des colonels et contre les instances internationales qui sont intervenues en faveur des exilés grecs.

Les sources écrites et les entretiens que nous avons réalisés attestent d'un refus de coopération de la part des autorités françaises avec les colonels. Pourtant, afin de préserver ses intérêts commerciaux, le gouvernement français a été amené à plusieurs reprises à prendre des mesures qui allaient à l'encontre de la liberté d'action des opposants grecs. De même, il a recouru à de telles mesures afin de préserver le maintien de l'ordre public quand les exilés grecs se sont immiscés dans les revendications du peuple français comme par exemple dans les événements de Mai 68. En règle générale, l'effort du gouvernement français pour conserver son image de terre d'accueil aussi bien que la pression de l'opinion publique ont limité le réalisme de sa politique.

Enfin, nous avons montré que, bien que l'action de l'opposition grecque à l'étranger n'ait pas eu de relation directe avec la chute du régime militaire, les opposants grecs sont parvenus à sensibiliser certains gouvernements européens et l'opinion publique sur la violation des droits de l'homme en Grèce et ont contribué à discréditer et à isoler le régime militaire au niveau international. Le rôle des exilés a également été très important au sein des organisations internationales qui, à l'instar du Conseil de l'Europe, ont exercé une pression considérable sur les colonels.